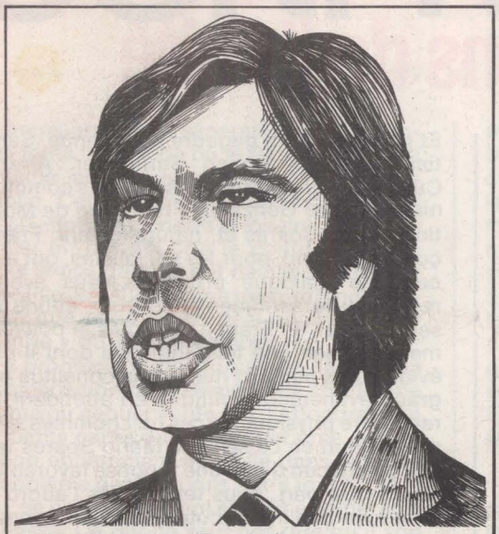
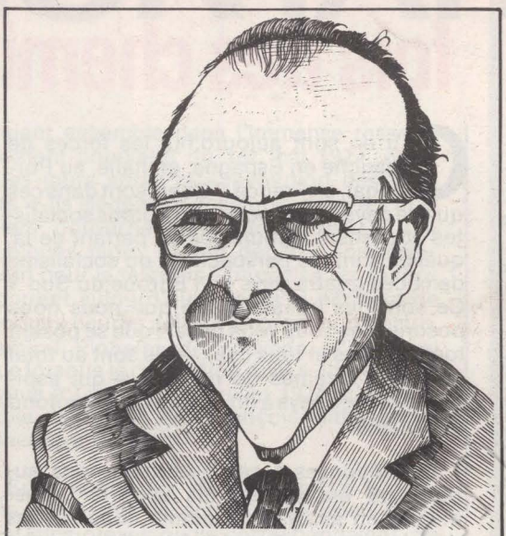
L'unité

N° 174 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 10 au 16 octobre 1975

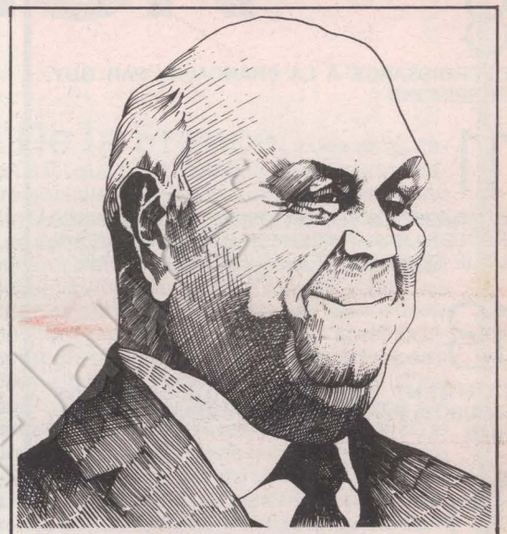
Portugal : Esc. 37,50



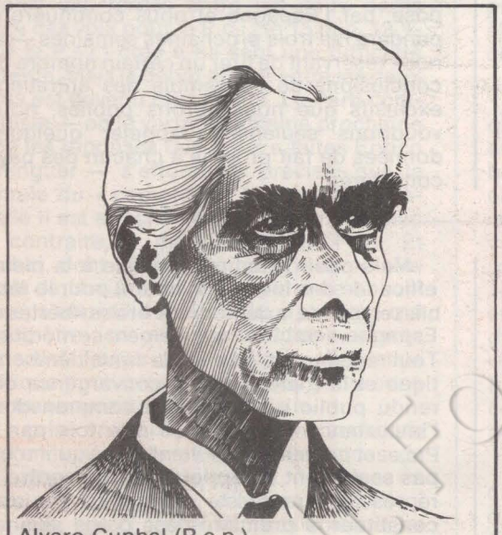
Felipe Gonzalez (P.s.o.e.)



Santiago Carrillo (P.c.e.)

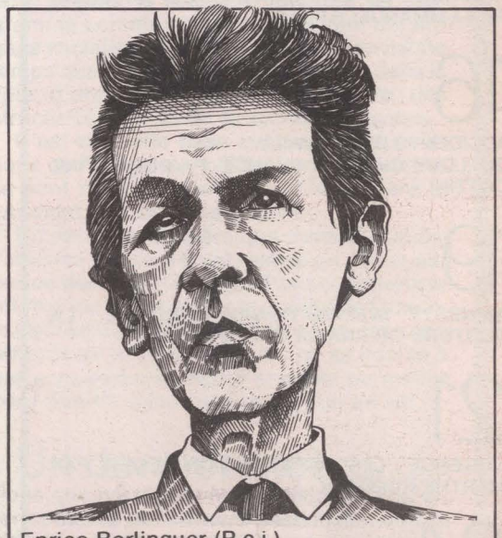


Francesco de Martino (P.s.i.)

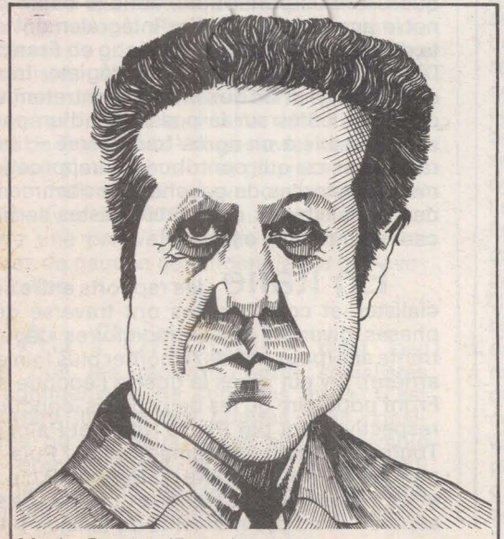


Alvaro Cunhal (P.c.p.)

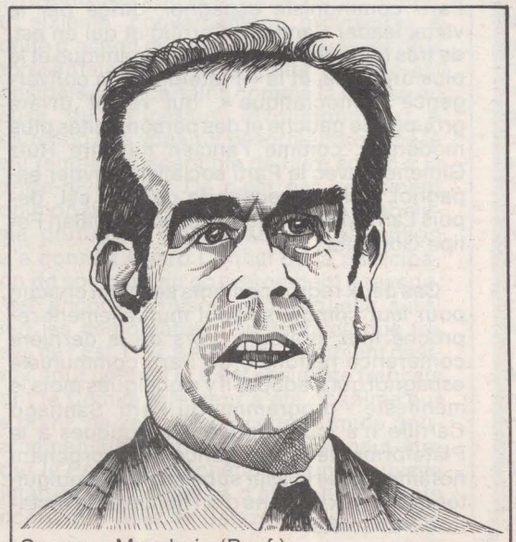
SOCIALISTES-COMMUNISTES AU SUD, DU NOUVEAU



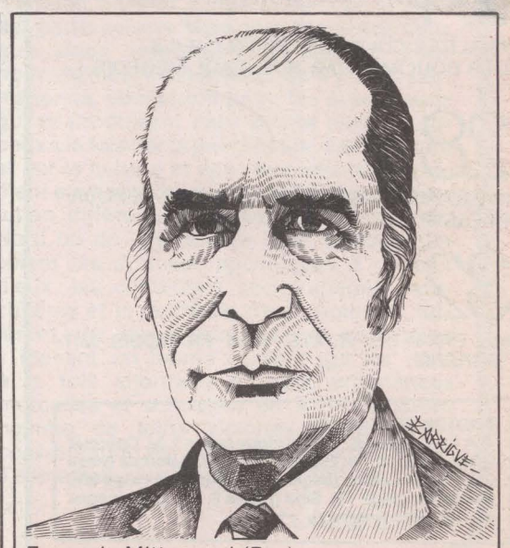
Enrico Berlinguer (P.c.i.)



Mario Soares (P.s.p.)



Georges Marchais (P.c.f.)



François Mitterrand (P.s.)

Sommaire

LA GRANDE CONFRONTATION

4

SANTIAGO CARRILLO : « LA SEULE SOLUTION POSSIBLE POUR L'ESPAGNE »
FELIPE GONZALEZ : « L'AVENIR DE L'ESPAGNE EST, INELUCTABLEMENT, SOCIALISTE ».

LES 500 JOURS DE GISCARD

8

DECROISSANCE A LA FRANÇAISE, PAR GUY PERRIMOND

11

COMMENT ILS LES ONT VECU, TEMOIGNAGES RECUEILLIS PAR MICHELE BACKMANN, JEAN-LOUP REVERIER ET JEAN-PIERRE MOULINS

13

COMMENT DEPENSER 30 000 FRANCS (LOURDS) PAR JOUR ?, PAR BENOIT COLOMBIER

15

REGIONS : LE « PARRAIN » DE LA CORREZE, PAR EMMANUELE PLAS

16

ACCIDENTS DU TRAVAIL:
QUELQUE CHOSE A CHANGÉ, PAR CHRISTINE COTTIN

19

AMNESTY INTERNATIONAL DENONCE : LA TORTURE ORDINAIRE CHEZ FRANCO

21

URGENCE : LES HOPITAUX SUR ROUES. PAR MARTHE RIBBEIRA

24

REALITES CULTURELLES EN U.R.S.S. :
I. LA BOULIMIE, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

28

MEMOIRES : « COMPANERO PABLO NERUDA ? PRESENTE »

32

MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 16, 17), Barrigue (page 1, 5), Coureuil (pages 8, 9, 10, 19, 29), Hin (page 17), Lacroux (page 21), Pascal Lebrun (pages 5, 22), Magnum (page 30), Montellier (page 13), Sipa (pages 9, 20), Solo (pages 15, 16), Viva (page 21).

Les huit leaders socialistes et communistes de l'Europe du Sud parlent pour la première fois des chemins de l'unité

Où en sont aujourd'hui les forces de gauche en Espagne, en Italie, au Portugal, en France ? Quels sont dans ces quatre pays les rapports entre partis socialistes et partis communistes et, partant de là, quelles sont les perspectives du socialisme dans ces quatre pays de l'Europe du Sud ? Ce sont des questions-clé que nous nous posons, que vous vous posez, que se posent toutes celles et tous ceux — ils sont au total plusieurs dizaines de millions — qui aspirent dans ces pays à un changement profond de société.

Les réponses à ces questions nous aurions pu essayer de les apporter nous-mêmes en analysant, comme nous l'avons déjà fait, la situation des forces de gauche dans chacun des pays intéressés. Nous avons voulu tenter autre chose : obtenir les réponses de ceux qui sont les plus qualifiés pour les donner c'est-à-dire les secrétaires généraux des huit partis socialistes et communistes d'Espagne, d'Italie, du Portugal et de France. Compte tenu des circonstances, c'était un peu une gageure de les faire se rencontrer dans les colonnes de « l'Unité ».

Et pourtant cette gageure a été tenue. Santiago Carrillo, Enrico Berlinguer, Alvaro Cunhal, Georges Marchais pour les communistes, Felipe Gonzalèz, Francesco de Martino, Mario Soares et, naturellement, François Mitterrand, pour les socialistes, ont accepté le dialogue proposé. Nous avons même eu le sentiment que nous étions le seul journal, en France du moins, à pouvoir mener à bien une telle initiative dont il est évident dès aujourd'hui qu'elle constitue un grand événement politique en attendant la rencontre physique de ces huit hommes si la proposition en ce sens de Mario Soarès reçoit de chacun d'eux une réponse favorable. Pour notre part, nous tenons dès l'abord à remercier nos interlocuteurs de leur coopération. Avant de leur donner la parole — nous commençons aujourd'hui, cela s'impose, par l'Espagne et nous continuerons pendant les trois prochaines semaines — et nous réservant de tirer un certain nombre de conclusions de l'ensemble des entretiens exclusifs que nous aurons publiés, nous voudrions seulement rappeler quelques données de fait propres à chacun des pays considérés.

En Espagne les rapports entre les forces de gauche et spécialement entre communistes et socialistes ont été longtemps extrêmement difficiles. Des divergences dont l'origine, pour certaines, remontent à la guerre civile, se sont perpétuées, faisant obstacle à l'unification des forces d'opposition au régime franquiste. Ces forces d'opposition, mis à part les groupes qui pratiquent l'action directe comme l'Eta basque ou le Frap, sont aujourd'hui regroupées en deux grandes coalitions : la « Junte démocratique » dont fait partie le Parti communiste espagnol, dirigé par le vieux leader Santiago Carrillo et qui en est, de très loin, l'élément le plus dynamique et le plus organisé, et la « Plateforme de convergence démocratique », qui réunit divers groupes de gauche et des personnalités plus modérées, comme l'ancien ministre Ruiz Gimenez, avec le Parti socialiste ouvrier espagnol, dont le secrétaire général est, depuis l'an dernier, le jeune avocat sévillan Felipe Gonzalez.

Ces deux regroupements agissant chacun pour leur compte se sont mutuellement reproché leur stratégie. Lors de la dernière conférence nationale du Parti communiste espagnol qui a adopté il y a quelques mois le manifeste - programme du Parti, Santiago Carrillo n'a pas ménagé ses critiques à la Plateforme de convergence, lui reprochant notamment de laisser subsister des ambiguïtés quant aux moyens d'en finir avec la dictature franquiste.

Mais cette situation, nuisible à la pleine efficacité des forces qui luttent pour le rétablissement de la démocratie et des libertés en Espagne, semble heureusement se modifier. Tout récemment, en effet, la Junte démocratique et la Plateforme de convergence ont rendu public un document commun dont l'importance — soulignée à la fois par le P.c.e. et par le Psoe — vient de ce qu'il n'est pas seulement un appel à la lutte contre la répression franquiste mais qu'il pourrait constituer la première base d'une alliance entre les forces populaires et démocratiques. Il nous paraît utile, dans le cadre de notre enquête, de publier intégralement ce texte qui a encore eu peu d'écho en France. Devant le durcissement du régime franquiste, qui met fin aux illusions entretenues de divers côtés sur la possibilité d'un passage paisible à un après-franquisme « libéral », tout ce qui contribue au rapprochement des forces de gauche et, notamment, des socialistes et des communistes sert la cause du peuple espagnol.

En Italie les rapports entre socialistes et communistes ont traversé des phases diverses et contradictoires depuis trente ans (pour ne pas remonter plus loin en arrière). Il y eut après la guerre l'époque du Front populaire où les deux partis, conduits respectivement par Pietro Nenni et Palmiro Togliatti, étaient solidement alliés. Puis la période qui a suivi le XXe congrès du P.c.u.s. et les événements de Hongrie qui les a vus se séparer. Avec des moments de tension plus

SOCIALISTES-COMMUNISTES
AU SUD, DU NOUVEAU

LA GRANDE CONFRONTATION

ou moins grands, la séparation a duré pendans toute la période où le Parti socialiste a participé aux gouvernements de centre-gauche. Cette formule a aujourd'hui vécu. Les élections régionales et locales du 15 juin dernier en ont apporté la confirmation en même temps qu'elles ont déclenché dans la vie politique italienne une très profonde mutation que nous avons déjà analysée **(voir « l'Unité » du 12 septembre).**

La progression des forces de gauche, la décomposition de la Démocratie chrétienne au pouvoir depuis trente ans, l'effondrement des petits partis du centre, ont créé une situation entièrement nouvelle dans laquelle le problème des relations entre le P.c.i. et le P.s.i. se pose également en termes différents du passé. Ce qui ne veut pas dire qu'il soit simple à résoudre. Le déséquilibre dans le rapport des forces entre les deux partis (33 % des voix pour le P.c.i., le 15 juin, 12 % pour le P.s.i.) crée à lui seul une difficulté évidente. Mais le débat ouvert entre les deux partis est devenu plus positif. Le Parti communiste — on le verra la semaine prochaine dans les réponses que nous a faites Enrico Berlinguer — s'efforce de préciser que la formule du « compromis historique » à laquelle il est attaché ne vise nullement, bien au contraire, à marginaliser le P.s.i. Et celui-ci, dont le congrès convoqué pour le début de février sera d'une extrême importance, s'efforce de définir une position qui puisse être acceptée par tous les courants du parti en faveur d'une véritable alternative politique pour faire face à la très grave crise que traverse actuellement l'Italie.

La prise en main par la gauche socialiste et communiste de plusieurs centaines de « giunte » (conseils) locales, la mise en place de beaucoup d'autres « giunte » ouvertes, avec l'abstention des communistes, dessinent les premiers traits de cette alternative qui reste à définir au niveau du pouvoir national. Pour l'instant, et malgré la faiblesse du gouvernement Aldo Moro, ni les socialistes ni les communistes (ceux-ci viennent même de voter pour le gouvernement à propos de la cession définitive de la zone de Trieste à la Yougoslavie) ne souhaitent voir s'ouvrir une crise gouvernementale qui pourrait conduire à avancer les élections législatives de 1977. Mais chaque jour apporte une preuve nouvelle que seules les forces de gauche détiennent la clé de l'avenir italien.

Au Portugal, c'est peu dire que les rapports entre socialistes et communistes ne sont pas aisés. C'est pourtant le seul des quatres pays considérés où les deux partis sont ensemble au gouvernement et c'est aussi celui où les leaders se rencontrent le plus souvent. Alvaro Cunhal et Mario Soarès étaient ensemble dans l'immense rassemblement populaire du 1er mai 1974, quelques jours après la « révolution des oeillets ». Ils siégeaient ensemble dans les premiers gouvernements provisoires. Il y a quelques mois, ils ont débattu courtoisement pour la télévision française. Ils se rencontrent aujourd'hui encore et pendant de longues heures autour du premier ministre, l'amiral Pinheiro de Azevedo. J'ajouterai que lorsque la délégation du P.s. français est venue à Lisbonne en juillet 1974, c'est à la table de Soarès que François Mitterrand a rencontré Cunhal.

Entre-temps, les deux leaders de la gauche portugaise ont échangé des griefs d'autant plus graves qu'ils correspondaient, de part et d'autre, à la mobilisation de forces prêtes à s'affronter et qui a elle-même déclenché les réactions violentes que l'on a connues en août dernier.

Sur le plan électoral, la situation est ici, en quelque sorte, inverse de celle de l'Italie. Aux élections du 25 avril 1975 pour une Assemblée constituante, le P.s.p. a réuni 38 % des électeurs, le P.c.p. un peu plus de 12 % seulement. Mais la comparaison doit s'arrêter là car, contrairement aux autres pays de l'Europe du Sud, le Portugal est engagé depuis 18 mois dans un processus révolutionnaire et une donnée essentielle, et spécifique, de ce processus est constituée par le Mouvement des formes armées qui est lui-même loin — les événements l'ont prouvé — de constituer une force cohérente et homogène.

L'intérêt de la situation actuelle, en dépit des périls quotidiens qui demeurent est qu'après diverses phases de surenchères et d'initiatives de caractère aventuriste on en est revenu depuis quelques semaines autour du sixième gouvernement provisoire, à l'unité d'action des forces politiques les plus représentatives du pays. Cette formule est considérée par certains comme la remise en cause du processus révolutionnaire. A beaucoup elle apparaît désormais comme le seul rempart susceptible de faire échec à la contre-révolution. Ce n'est pas seulement l'opinion de Mario Soarès et du Parti socialiste portugais, c'est aussi la justification qu'a donnée Alvaro Cunhal de la participation de son parti au gouvernement Azevedo. C'est encore la raison pour laquelle aussi bien les démocraties occidentales que les pays de l'Est, l'U.r.s.s. en tête, semblent désireux, tout comme le Parti socialiste français dont le Comité directeur a été unanime sur ce point, de voir réussir cette formule gouvernementale, dernière chance peut-être pour le Portugal d'échapper à une nouvelle dictature qui risquerait d'être plus pesante encore que celle de Salazar et de Caetano.

De la France, nous ne parlerons ici que pour mémoire. Les rapports entre socialistes et communistes y ont connu aussi, depuis 55 ans, toutes les vicissitudes. Les deux partis issus de la scission du mouvement ouvrier ont été plus souvent en lutte, souvent violente, qu'ils n'ont été alliés. Les courtes périodes où ils ont uni leurs efforts (le Front populaire, les années d'après la Libération) sont pourtant celles où la France a connu le plus rapide progrès social. C'est pourquoi l'union des forces de gauche n'a jamais cessé de représenter dans notre pays une immense espérance populaire. Après un long cheminement cette union a été rendue à nouveau possible au lendemain de la naissance en juin 1971 à Epinay du nouveau Parti socialiste. Elle a été concrétisée un an plus tard, et pour la première fois, par un programme commun de gouvernement qui engage socialistes et communistes — en même temps que les radicaux de gauche — dans la voie d'une transformation profonde des structures mêmes de la société française.

C'est sur cette base que près de 13 millions de Français — chiffre jamais atteint — se sont regroupés en mai 1974 derrière le candidat unique de la gauche.

En dépit de la polémique ouverte depuis, l'alliance conclue n'est remise en cause par aucun des signataires. Le Parti communiste affirme qu'il veut élever la qualité de l'union, le Parti socialiste souligne que rien dans son attitude ne permet de douter de sa fidélité à ses engagements. Notre enquête permettra peut-être de mieux savoir où l'on en est.

Un dernier mot : les questions que nous posons à chacun de nos interlocuteurs concernent essentiellement la situation dans son pays. Aucun d'entre eux n'entend, en effet, s'ingérer dans les affaires des partis voisins. Mais pour chacun de ceux que nous interrogeons, comme pour nous-mêmes, il est évident qu'il y a, en permanence, interaction entre les événements qui se produisent dans quatre pays si proches à la fois par la géographie, par l'histoire et par la culture et dans lesquels le mouvement ouvrier a connu depuis 50 ans une évolution différente de celles de l'Europe du Nord ou de l'Europe de l'Est. Quelles que soient les données spécifiques à chacun d'eux, les conditions sociologiques particulières et le degré de développement différent, les forces ouvrières et populaires y mènent un même combat qui les rend à la fois attentives à leurs expériences mutuelles et solidaires de leurs épreuves comme de leurs victoires. Favoriser la confrontation est donc déjà un acte positif. Telle est aujourd'hui notre ambition.

CLAUDE ESTIER

Santiago Carrillo (P.c.e.): «La seule politique possible pour l'Espagne de demain»

L'UNITE : Parlons d'abord de l'actualité immédiate en Espagne. Les procès, les exécutions, la répression dans tous les domaines montrent que le régime franquiste n'est pas encore mort. De quelle manière peut lui être porté le coup décisif ?

SANTIAGO CARRILLO : La manière de porter le coup décisif au régime franquiste se situe dans la voie où se sont déjà engagées la Junte démocratique et la Plateforme de convergence démocratique, c'est-à-dire la voie de l'unité de toutes les forces d'opposition qui sont d'accord pour établir un système de libertés politiques dans mon pays. Sur ces bases de l'unité de toutes les forces d'opposition, il s'agit d'organiser le mouvement de lutte des masses et d'établir des rapports avec d'autres forces, y compris l'armée, qui estiment les changements nécessaires. Cela peut nous amener à établir une convergence de forces telle que nous pourrions aboutir à un changement de régime sans de grandes violences. A ce sujet, je dois dire que les derniers événements, les exécutions des condamnés à mort, le terrorisme déployé par le régime qui ne fait que poursuivre sa politique de toujours, compromettent cette issue non violente. Le sang appelle le sang et si Franco continue dans la foulée actuelle, nous pouvons nous trouver dans une situation à laquelle il n'y aura pas d'autre issue qu'un soulèvement. Cela représenterait un très grand risque non seulement pour la paix civile en Espagne, mais aussi pour la paix mondiale. C'est pourquoi je considère comme très importantes les prises de position d'une grande partie de l'Europe et d'autres pays dans le monde, comme le Canada et surtout le Mexique, car ces pressions internationales peuvent être une grande contribution au changement non violent en Espagne. Il faudrait que ces prises de position se développent, qu'elles ne soient pas seulement des attitudes symboliques, mais que l'Europe et le monde prennent conscience qu'un régime s'achève en Espagne et qu'il faut penser à l'Espagne de demain.

— Les forces de gauche en Espagne ont été longtemps séparées et, il y a encore quelque temps, vous avez vous-même porté des critiques sévères à l'égard de la Plateforme de convergence démocratique dont fait partie le Parti socialiste ouvrier espagnol. Pourtant un rapprochement vient de s'opérer qui a été concrétisé par la publication d'un appel commun. Comment doit-on mesurer l'importance de cet événement ?

— Il s'agit d'un événement d'une grande importance et s'il est vrai que j'ai critiqué il y a quelques mois certaines ambiguïtés que j'avais relevées dans la position de la Plateforme, je me félicite aujourd'hui du fait que nous ayons pu nous réunir et approfondir nos points de vue ; et que nous sommes arrivés à ce qui n'est pas seulement une condamnation du terrorisme franquiste, mais une base pour établir une alliance sans exclusive afin d'aboutir au changement politique en Espagne. En ce sens, je suis prêt à oublier les critiques que j'ai faites et à travailler au renforcement et au développement de ces conversations en vue d'une solution commune avec la Plateforme de convergence démocratique.

— Il s'agirait donc là d'un vaste rassemblement populaire pour abattre le franquisme. Mais au-delà de ce rassemblement, croyez-vous à la possibilité d'une action commune regroupant plus spécialement les socialistes et les communistes pour engager l'Espagne d'après Franco dans la voie d'une démocratie socialiste et pluraliste ?

— Cette unité d'action des communistes

Felipe Gonzalez (Psoe): «L'avenir de l'Espagne est, inéluctablement, socialiste»

L'UNITE : Quelle est, selon vous, la situation actuelle de la gauche dans les pays de l'Europe du Sud ?

FELIPE GONZALEZ : Le long processus de « dégel » de la guerre froide a conduit les courants progressistes de gauche (socialistes, communistes, sociaux-démocrates, chrétiens) à une révision de leurs stratégies face à la classe dominante, ainsi que dans les rapports entre les organisations elles-mêmes, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale.

Cette révision est particulièrement significative dans les pays du sud de l'Europe où le stalinisme d'un côté et le plan Marshall de l'autre, avaient réussi à perturber le mouvement ouvrier tout au long des années 50, plaçant la lutte de classes devant un faux dilemme : soit l'U.r.s.s., soit les U.s.a.

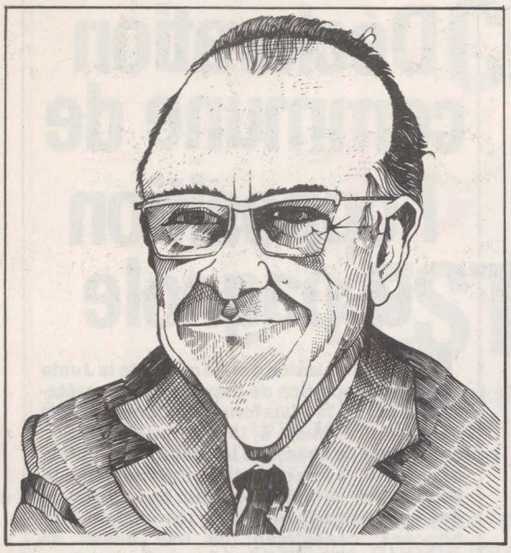
Il y a des caractéristiques communes en Europe méridionale, dont l'existence de partis communistes forts (particulièrement en France et en Italie) et celle de mouvements ouvriers d'une grande combativité, organisés en syndicats ayant refusé l'intégration dans le système. Il faut souligner la profonde rénovation des partis socialistes au cours des dernières années. Ils ont su canaliser l'identification de larges couches populaires avec les conceptions socialistes. Enfin, dans ces pays où l'influence de l'Eglise catholique est forte, de nombreux croyants, ainsi qu'un secteur du clergé, ont choisi ouvertement le socialisme.

Aussi la gauche progresse nettement dans le sud de l'Europe, mais, du fait de l'introduction de nouveaux éléments dans le rapport des forces, elle doit créer de nouvelles formes de rapports d'unité (il est bien entendu que l'unité est nécessaire). C'est là où naissent les problèmes, car les conceptions de cette convergence sont différentes.

— Quelles sont donc les conditions à remplir pour améliorer les rapports entre partis socialistes et partis communistes ?

— Il devient nécessaire de modifier certains réflexes et certaines attitudes des socialistes et des communistes afin que le processus de rapprochement puisse réussir. Les partis communistes doivent renoncer à l'idée d'être « les » partis de la classe ouvrière, notamment en Espagne où, lorsque la classe ouvrière a eu la possibilité de s'exprimer librement, elle s'est prononcée pour le P.s.o.e. Ils ne doivent plus prétendre non plus être les seuls « révolutionnaires », ni

SOCIALISTES-COMMUNISTES AU SUD, DU NOUVEAU





Avec Dolores Ibarruri.

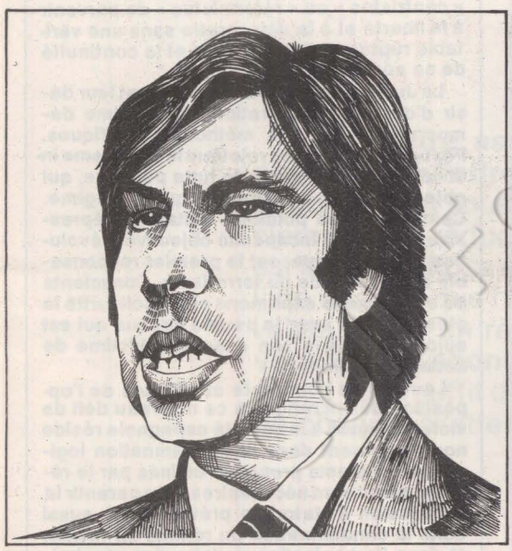


Santiago Carrillo avec Claude Estier et Nicolas Brimo.

et des socialistes, et j'ajouterai des forces chrétiennes favorables au socialisme, sera une nécessité évidente et elle finira par se réaliser. En ce qui concerne le Parti communiste espagnol, nous sommes tout à fait disposés à collaborer avec nos camarades socialistes. Nous n'avons aucune prétention à jouer un rôle dominant dans cette alliance. Nous sommes prêts à faire les concessions nécessaires à l'avenir pour que cette alliance se réalise et qu'elle puisse garantir dans notre pays une marche vers le socialisme dans la démocratie.

— Sur ce problème des rapports entre socialistes et communistes, avez-vous tiré des enseignements particuliers des événements du Portugal ?

— On ne peut pas ne pas en tirer des enseignements. Ce qui s'est passé au Portugal montre que quand les communistes et les socialistes, dans nos pays où ils constituent des forces décisives, ne sont pas capables de se mettre d'accord et de consolider leur accord, il y a un grand danger que la droite profite de cette situation pour maintenir son pouvoir. Pour ce qui concerne le Portugal, c'est même le danger d'une contre- →





Dans le cortège antifranquiste, le 29 septembre dernier à Paris, les représentants du Psoe.

prétendre seuls au titre de parti d'avant-garde. En somme, ce sont les faits réels et une concurrence loyale dans le pluralisme — un autre concept mal accepté jusqu'à présent par les communistes — qui finiront par donner raison aux uns ou aux autres.

En ce qui nous concerne, nous socialistes, il nous faudrait abandonner l'anticommunisme viscéral de la période stalinienne et reconnaître la nécessité de la présence communiste dans le cadre des forces politiques de ces pays.

Un phénomène original s'est produit dans les rapports socialistes-communistes dans les pays méditerranéens : les courants socialistes les plus conservateurs dans leurs conceptions idéologiques basculent d'un anticommunisme primaire à une « subordination » à la politique communiste qui dénote un certain complexe à élaborer leur propre politique. Par contre, les courants les plus révolutionnaires du socialisme dans ces pays, qui n'ont jamais été et ne sont pas anticommunistes, mènent une politique indépendante et, tout en étant ouvertement unitaires à l'égard de toutes les forces de gauche, critiquent, avec dureté si nécessaire, la politique des partis communistes, surtout en ce qui concerne leur attitude face à la bourgeoisie : en Italie avec le « compromis historique » et en Espagne avec la Junte démocratique.

En fait, c'est cette orientation qui est en train de s'imposer en raison de la nécessité de l'existence de partis socialistes forts, qui soient des partis de lutte de classes, évitant aussi bien le glissement social-démocrate de la collaboration que la solution bureaucratique du « socialisme » soviétique.

— Comment ce problème se pose-t-il plus spécialement en Espagne ? →

SOCIALISTES-COMMUNISTES AU SUD, DU NOUVEAU

SANTIAGO CARRILLO

→

révolution qui est apparu après que se fut élevée la polémique entre communistes et socialistes. Je forme personnellement tous les voeux pour que le compromis auquel on est arrivé aujourd'hui au Portugal se renforce et que les rapports entre les communistes et les socialistes portugais trouvent chaque jour une base plus solide.

— En élargissant le problème, croyez-vous que les partis socialistes et communistes d'Espagne, du Portugal, d'Italie et de France puissent agir ensemble pour abattre le capitalisme et jeter les bases d'une société socialiste dans les pays de l'Europe du Sud qui se trouvent dans une situation particulière dans ce domaine ?

— Je pense que c'est la seule politique possible. Nous avons une occasion historique d'entreprendre dans ces pays une nouvelle expérience socialiste, très riche, qui porte des acquis existant tant dans le domaine de la culture ou encore de l'économie. Je considère que cette unité des socialistes et des communistes dans les pays de l'Europe du Sud est la seule politique possible aujourd'hui si l'on veut vraiment battre la droite et les forces réactionnaires, développer la démocratie et marcher vers le socialisme.

— Ce qui veut dire que vous êtes favorable à la proposition faite par Mario Soarès de réunir les responsables au plus haut niveau des huits partis socialistes et communistes des pays en question ...

— Je l'ai déjà dit, je suis entièrement favorable à cette proposition d'une conférence des huit partis socialistes et communistes de ces quatre pays. Elle peut contribuer grandement à clarifier certains problèmes politiques et idéologiques et à créer une atmosphère plus amicale entre les socialistes et les communistes de ces pays.

L'idéal serait évidemment de réunir tous les partis socialistes et communistes d'Europe. Mais aujourd'hui ce serait utopique. Les conditions ne sont pas réunies dans les pays du centre et du nord de l'Europe. Je pense donc que la réunion des partis socialistes et communistes des quatre pays de l'Europe du Sud peut d'abord aider considérablement à régler les problèmes qui se posent dans ces pays et peut constituer un exemple qui pourrait être suivi ultérieurement dans d'autres pays.

FELIPE GONZALEZ

→

— Pour les socialistes espagnols le fait que dans la lutte contre la dictature se trouvent non seulement les socialistes, les communistes et les chrétiens de gauche, mais aussi des groupes et personnalités qui ne savent pas s'ils sont à droite ou au centre, ne doit pas nous faire tomber dans des « alliances interclassistes » hypothéquant les intérêts de la classe ouvrière et la plaçant en condition d'infériorité, après qu'elle eut un rôle prédominant pendant trente années de résistance. Au congrès de Suresnes, nous avons dit que « nous estimons nécessaire de conclure des accords avec les partis et organisations antifranquistes », mais « fondamentalement avec les forces de gauche ». Par contre, le Parti communiste a donné la priorité à un accord avec la droite. Or, cette droite, pour nous, est encore et sera toujours, sauf exception, avec le régime. Même si celui-ci commence à la gêner, cela ne la porte pas à « l'aventure » d'une rupture démocratique qu'elle n'est pas sûre de pouvoir contrôler, malgré toutes les garanties que l'on puisse lui offrir. Ces deux conceptions de l'unité qui sont celles des communistes et des socialistes espagnols, se retrouvent, avec quelques nuances, dans d'autres pays de l'Europe du Sud. Nous pensons que seul un débat clair et des contacts permanents peuvent dépasser cette situation et mener nettement la gauche à la conquête du pouvoir et à la construction d'une société socialiste.

Les rapports entre le P.s.o.e. et le Parti communiste espagnol consistent aujourd'hui en un échange d'informations et un accord conjoncturel devant des faits concrets. Le Parti socialiste a exprimé sa volonté authentiquement unitaire, mais sans recevoir aucune réponse de la part du Parti communiste. Celui-ci se borne à affirmer son désir d'unité, mais sans que des actes dans ce sens se soient produits. Le Parti socialiste, qui fait partie de la Plateforme de convergence démocratique, réunissant 18 organisations de l'opposition démocratique, d'idéologie démo-crétienne, social-démocrate, libérale, nationaliste (Basques, Catalans, Valenciens et Galiciens), carlistes, syndicalistes (U.g.t. et Commissions ouvrières d'Euzkadi), socialiste et communiste (O.r.t. et M.c.e., Mouvement communiste d'Espagne) désire pouvoir arriver à la constitution d'une seule plateforme unitaire réunissant toutes les forces de l'opposition antifranquiste.

— A partir de ces constatations, quelles sont les perspectives du socialisme dans les quatre pays qui nous intéressent ?

— L'analyse de la situation actuelle nous mène à la conclusion que le sud de l'Europe et spécialement la Péninsule ibérique constituera, constitue déjà, une base de progression des forces du socialisme d'où l'intérêt que les deux blocs hégémoniques portent à cette zone stratégique. En ce qui concerne l'Espagne, nous sommes convaincus qu'inéluctablement l'avenir est socialiste, et c'est pour cela que notre politique tend, fondamentalement, à aboutir à la rupture démocratique. Car nous sommes convaincus aussi que le peuple espagnol, dans le plein exercice de sa liberté, se prononcera majoritairement pour le socialisme. Pour un socialisme qui sera aussi distant d'une social-démocratie pratiquant la gestion du système capitaliste que de toute formule de communisme autoritaire et bureaucratique. C'est pourquoi nous nous prononçons pour un socialisme autogestionnaire.

ENQUETE REALISEE PAR CLAUDE ESTIER

Déclaration commune de l'opposition espagnole

La Commission permanente de la Junta Democratica de Espana et le Secrétariat de la Plataforma de Convergencia Democratica, face à la nouvelle situation dans laquelle se trouve la société espagnole à la suite du décret-loi et de son complément, de la nouvelle réglementation de la police et des condamnations à mort récemment prononcées, considèrent de leur devoir de s'adresser à l'opinion publique afin de lui exposer le sens politique de ces mesures gouvernementales ainsi que la position de l'opposition démocratique.

Le décret, conséquence naturelle d'un régime dictatorial objectivement incapable d'évoluer vers la démocratie et qui se sent gravement menacé par le défi démocratique et pacifique de la société espagnole, n'est pas seulement dirigé contre le terrorisme individuel, isolé et occasionnel, mais contre les masses populaires, les citoyens, contre les forces organisées de la démocratie et les mouvements des nationalités.

Le décret-loi dit de prévention du terrorisme liquide les toutes dernières apparences formelles de garanties civiles et d'indépendance du pouvoir judiciaire, ajoutant d'inutiles souffrances aux persécutés, aujourd'hui privés de toute possibilité de réelle défense.

Avec le décret, le règlement et les condamnations à mort s'éteignent définitivement toutes illusions « aperturistes », « centristes » ou « réformistes » de parvenir à la liberté et à la démocratie sans une véritable rupture avec le régime et la continuité de sa succession.

La Junta et la Plataforma affirment leur désir d'obtenir l'instauration d'un régime démocratique par des méthodes pacifiques. Par conséquent elles rejettent le terrorisme individuel comme forme de lutte politique, qui objectivement ne profite qu'au régime. Celui-ci, par sa politique brutale et répressive, et par son incapacité objective d'évolution démocratique, est le premier responsable de l'existence du terrorisme. Conscients de ce fait, nous exprimons notre solidarité la plus fervente avec le peuple basque qui est aujourd'hui dans son ensemble victime de cette répression.

La réponse cohérente et efficace de l'opposition démocratique à ce nouveau défi de violence lancé à la société espagnole réside non seulement dans la condamnation logique des violents procédés utilisés par le régime, qui lui sont nécessaires pour garantir la succession dictatoriale prévue, mais aussi dans la condamnation du régime lui-même, et dans l'organisation unitaire des prochaines manifestations de masse au niveau de l'Etat espagnol, réalisées par toutes les classes sociales opposées à la dictature afin de la supprimer pacifiquement.

Dans ce but, la Junta Democratica et la Plataforma s'engagent face à l'opinion publique à déployer un effort unitaire qui rendra possible la formation urgente d'une large coalition organisée démocratiquement, sans exclusives, capable d'assurer, sans restrictions, l'exercice des libertés politiques et syndicales et des droits civiques, ouvrant ainsi une période constituante aboutissant à une consultation populaire sur la forme de l'Etat et du gouvernement.

Madrid, septembre 1975

Copyright « l'Unité ».

CE NUMERO DE l'unité EST EXCEPTIONNEL

Il est en effet tiré à 180 000 exemplaires car nous avons voulu l'adresser à un grand nombre d'amis et de sympathisants qui ne connaissent pas encore l'hebdomadaire du Parti Socialiste ou qui ne l'ont pas eu en main depuis longtemps.

A la lecture de ce numéro, ils se rendront compte — c'est notre espoir — que ce journal, dont l'audience ne cesse de s'accroître, est devenu un instrument indispensable à tous ceux qui participent ou qui s'intéressent au combat des socialistes contre le pouvoir du capital, pour l'union de la gauche, pour changer la vie.

Déjà nous pouvons vous annoncer pour les semaines qui viennent des numéros aussi riches que celui-ci. Par exemple, nous publierons la semaine prochaine :

- la suite de notre grande enquête sur les rapports entre socialistes et communistes de l'Europe du Sud avec les interviews d'Enrico Berlinguer et Francesco de Martino,
- la seconde partie de notre reportage sur la vie culturelle en Union Soviétique,
- un article de Michel Rocard,
- Et, comme chaque vendredi, la chronique de François Mitterrand.

Pour être assuré d'avoir chaque semaine l'Unité, abonnez-vous en profitant de l'offre, également exceptionnelle, que nous vous faisons aujourd'hui : en souscrivant un abonnement avant le 30 novembre vous bénéficierez d'une réduction de 10 F sur le tarif normal (l'abonnement à « l'Unité » est la seule chose qui baisse en France). En outre, vous recevrez en cadeau un livre original que nous avons choisi pour vous faire plaisir. (La même offre est valable pour un réabonnement arrivé à échéance, ou si, étant déjà abonné, vous voulez abonner l'un de vos amis.)

Il vous suffit de remplir le bulletin ci-dessous et de nous le retourner avec un chèque. N'attendez pas !

BULLETIN D'ABONNEMENT - CADEAU A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75009 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

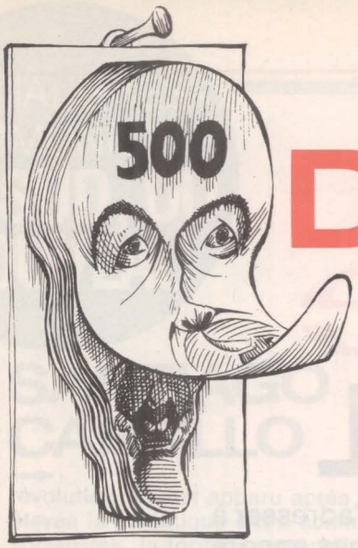
désire souscrire un abonnement-cadeau à l'UNITE :

— pour six mois (60 F au lieu de 70 F) ☐
— pour un an (110 F au lieu de 120 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date

Signature



DECROISSANCE A LA FRANÇAISE

« Dans les mois à venir, il ne faut pas s'attendre à des miracles» Prudent, mais ferme, ce dirigeant d'entreprise parle cru. Il sait que, malgré les discours des ministres et du président de la République, le chômage ne va pas se réduire, bien au contraire, que l'inflation est à son palier le plus bas, que la consommation des ménages ne va plus croître. Bref que le « bout du tunnel » n'est pas pour demain. Il le sait et le dit, n'ayant pas à craindre la réaction d'électeurs déçus, et préparant par la même occasion une demande de « cadeaux » à laquelle l'Etat ne résistera pas en 1976.

Il y a un peu plus de 500 jours, Valéry Giscard d'Estaing, tout nouveau Président, réclamait aux Français un délai. Qu'il puisse prendre connaissance des dossiers, composer son équipe, impulser sa politique. Il lui fallait 500 jours pour conduire le « changement ». Les jours ont passé. Et les Français se retrouvent moroses et inquiets, dans une situation ressemblant étrangement aux prévisions faites par la gauche durant la campagne électorale.

Pour mesurer le résultat des 500 premiers jours du septennat de Giscard d'Estaing, « l'Unité » a d'abord choisi quelques graphiques. Afin de montrer l'évolution de l'économie. La brusque accélération du chômage, la chute de la production, celle des importations et des exportations. Afin de montrer les conséquences de cette situation sur la consommation des Français, nous avons choisi l'évolution de la consommation alimentaire. Et pour montrer où sont les racines de « la crise », celle du taux de plus-value. Sur ces deux dernières données, les journaux spécialisés sont toujours discrets. C'est que la première permet, grâce aux tableaux que nous avons joints de mesurer les inégalités et leur croissance ; la seconde, la vraie raison de « la crise ».

Ces courbes montrent toutes que le gouvernement a laissé faire. Mieux : qu'il a organisé une « décroissance à la française ». En juin 1974, lorsque Giscard d'Estaing arrive au pouvoir, la situation n'est pas bonne. Certes, l'indice de production industrielle est « correct », le commerce extérieur se porte bien, la croissance de chômage est réelle, mais « faible ». Et l'inflation peut passer pour conjoncturelle. Seulement, depuis un an, et l'augmentation du prix de pétrole n'y est pour rien, quelque chose ne tourne pas rond pour le patronat. Un seul indice le montre : celui du taux de plus-value. Alors que, depuis le début des années 60, ce taux ne cessait de croître, en 1973 c'est la chute. Et le phénomène n'est pas uniquement français. Dans l'ensemble du monde capitaliste il en est ainsi.

A l'estime, pas au hasard

C'est pour restaurer ce taux que « la crise » a surgi. Non pas qu'un homme, patron ou gouvernement en ait décidé ainsi, mais parce que les mécanismes mêmes de l'économie y poussent. Les mutations industrielles mesurées sous de Gaulle et Pompidou avaient permis aux entreprises françaises de s'équiper et de se concentrer. Les dévaluations, les aides de l'Etat leur avaient permis de conquérir des marchés. Mais c'est au détriment de la consommation des ménages que les investissements avaient eu lieu. Rentabiliser ces investissements de plus en plus fabuleux allait devenir un problème. L'inflation fut une réponse. Puis cette dernière devint insuffisante.

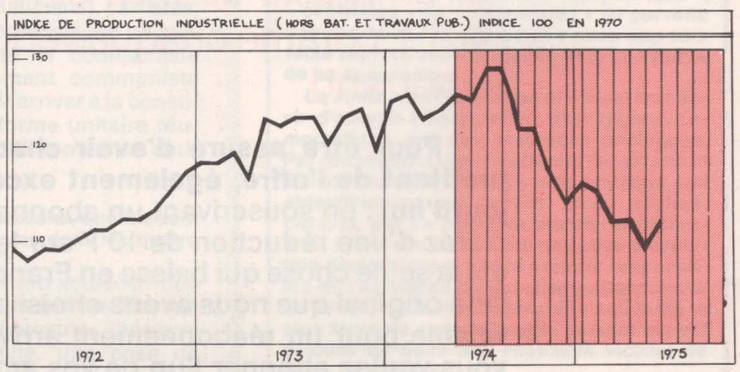
Giscard d'Estaing, élu dans de mauvaises conditions, sans marge de manœuvre chercha dès le début à gagner du temps. Espérant qu'ailleurs la relance interviendrait et qu'il n'aurait qu'à accrocher le wagon France au train conduit par d'autres.

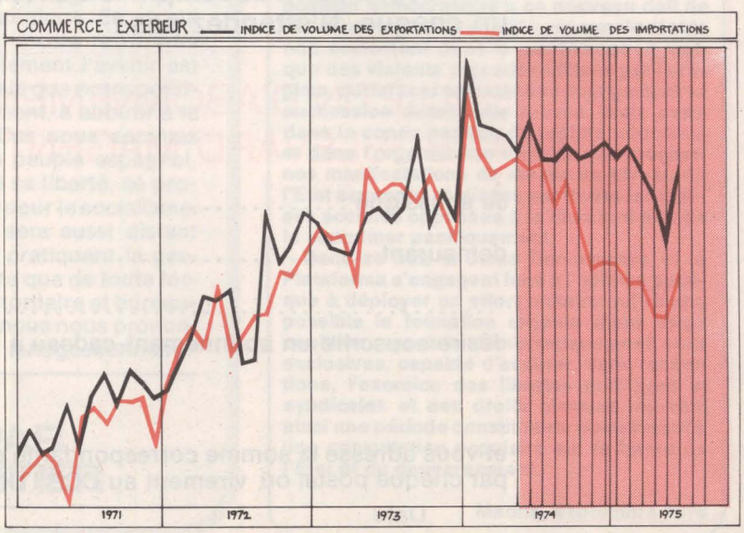
Mais, pour l'espace économique français, ses choix étaient clairs. A une autre époque et dans d'autres lieux, on aurait dit tout crument « faire suer le burnous ». Dans la société libérale avancée, le langage étant une arme privilégiée, on a parlé de relance, de redéploiement industriel, d'autre croissance. Ces mots, utiles à la télévision, noyés dans le discours du technicien sûr de lui, cachaient une autre réalité.

Dans les faits, à quoi a abouti la gestion de Giscard d'Estaing ? Tout d'abord, à diminuer la consommation intérieure. C'est là qu'a porté l'effort principal du gouvernement : réduire les consommations individuelles et collectives. Pour cela, il fallait tout d'abord laisser les prix en liberté surveillée. Et peser sur les revenus. Le chômage, total ou partiel, est un moyen commode de freiner la consommation. Alors, inutile de le stopper.

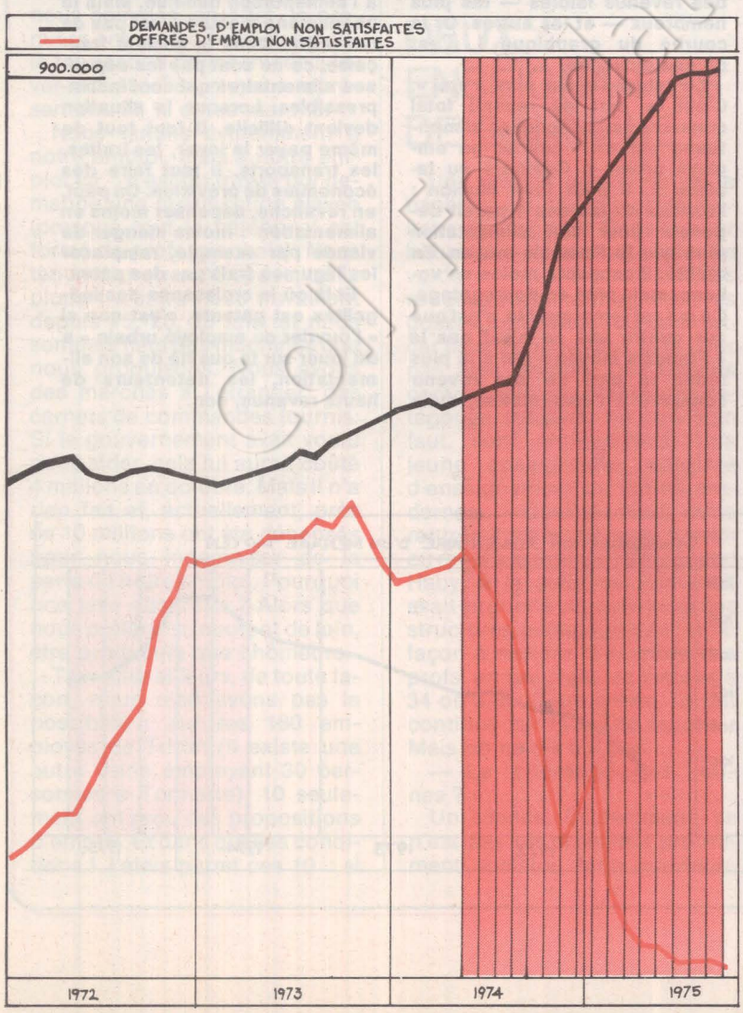
Et tout a suivi. Sur le « tableau de bord » du président de la République et du ministre des Finances, mois après mois, les courbes se sont inscrites. Regardez celle des demandes d'emploi non satisfaites au dernier trimestre 1974. C'est après l'avoir vue et revue que, le 31 décembre, Giscard d'Estaing a souhaité une bonne année aux Français. C'est après s'être assuré que la courbe des importations chutait plus vite que celle des exportations que Norbert Segard s'est réjoui de « nos succès ». C'est après avoir mesuré la baisse des investissements — moins 8 % en 1975 par rapport à 1974, stagnation en 1974 par rapport à 1973 — avec les conséquences prévisibles sur l'emploi, que Jacques Chirac a parlé du « bout du tunnel ».

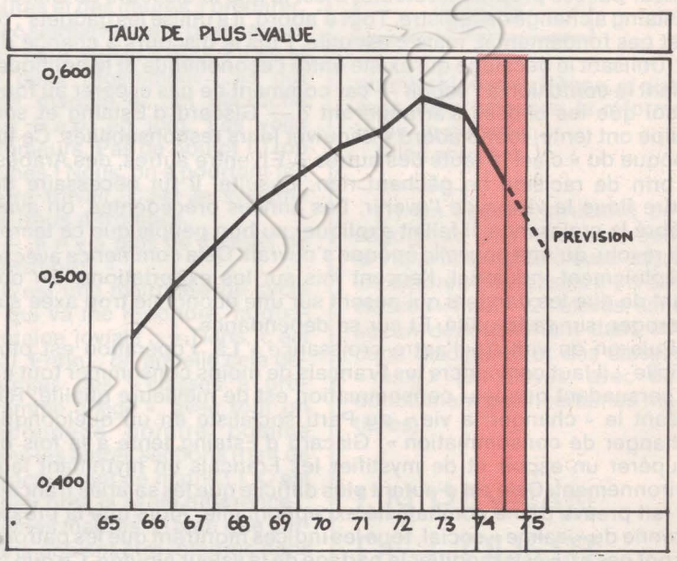
Il ne faut pas croire, pourtant, que le gouvernement n'a rien fait. Bien au contraire : il a tout fait pour que « la crise » soit la plus douce possible aux grands patrons. Car, dans la logique actuelle, pour sortir de l'état dépressif dans lequel est plongé l'économie française, il faut « brûler » du capital. En d'autres termes, concentrer davantage l'industrie. Et les faillites ont commencé. Des pans entiers de l'appareil industriel français, constitués de petites et moyennes entreprises jugées non rentables, ont disparu. Ce fut l'opération « débarrasser l'économie française des canards boiteux ». Jean-Pierre Fourcade











« La crise » actuelle peut se mesurer à plusieurs indices. Mais il en est un qui ne trompe pas : le taux de plus-value. Lorsqu'il grimpe, la situation est bonne Pour les patrons. Pas pour les salariés. Lorsqu'il baisse, la situation est moins bonne pour les patrons. Et encore moins pour les salariés. Or la plus-value n'est pas un serpent de mer. Si dans une économie « mystifiée » elle n'apparait pas dans les bilans, elle existe pourtant : elle dépend de l'écart entre la valeur de la force de travail et la valeur créée par celle-ci.

Jusqu'en 1972, le taux de plus-value, c'est-à-dire la somme de plus-value produite par ouvrier, a augmenté. A partir de 1972, il a décru. Ce qui est inadmissible pour le patronat. « La crise » est, pour lui, un moyen de restaurer ce taux. Or les prévisions pour 1975 montrent que cette année la baisse va se poursuivre. Ce n'est qu'avec les projets gouvernementaux, plan de relance, budget 1976, qu'une remontée aurait lieu. 1976 serait au niveau de 1974.

Ce qui signifie que l'offensive menée conjointement par le patronat et le Pouvoir va se poursuivre : inflation, chômage, aide de toutes sortes au secteur privé, exploitation accrue. Pour les salariés, ce n'est pas le bout du tunnel qui est en vue.

dixit. Pour les 9 premiers mois de l'année 1975, l'augmentation des dépôts de bilan par rapport à la même période 1974 a été de 35% ! Et, comme tous les « canards boiteux » n'ont pas été exterminés, la chasse va se poursuivre. Avec, comme conséquence, le chômage pour des dizaines de milliers de salariés encore et un freinage supplémentaire de la consommation.

Dans le même temps, l'Etat a multiplié les actes de bienveillance à l'égard des grandes firmes. En 1974, des calculs avaient révélé que les transferts entre l'Etat et l'industrie étaient de l'ordre de 65 milliards. Cette estimation était d'ailleurs considérée comme « grossière », de nombreux éléments de calcul manquant. En 1975, à cette somme, corrigée bien évidemment de l'inflation, se sont ajoutés les cadeaux faits à l'occasion des divers plans. Et quelles sont les firmes qui en ont profité ? C.g.e., Thomson, Sacilor, Usinor, Rhône-Poulenc, Pechiney-Ugine-Kuhlmann (P.u.k.), Le Nickel, les groupes Suez et Paribas. Plus quelques autres de même taille.

On le voit, le gouvernement n'a pas perdu son temps. La navigation à l'estime n'est pas une navigation au hasard.

Sûr de ses choix, Giscard d'Estaing se devait pourtant de manœuvrer avec prudence. Aider le patronat à surmonter sa crise ne peut pas être un objectif avouable. Il fallait « mystifier » les Français. A com- →

Coll. Fondation Jean Jaurès



DECROISSANCE A LA FRANCAISE

mencer par ses propres électeurs. C'est là que le discours de Giscard d'Estaing a changé de registre. Tout d'abord, il a utilisé les gadgets ; ce n'est pas fondamental, mais c'est utile. Puis le discours a changé de ton. Utilisant le décalage qui existe entre l'économique et le politique, mêlant la confusion à l'espoir — car comment ne pas espérer au fond de soi que les choses s'arrangeront ? — Giscard d'Estaing et son équipe ont tenté, tout d'abord d'esquiver leurs responsabilités. Ce fut l'époque du « c'est la faute des autres ». Et, entre autres, des Arabes, un brin de racisme ne gâchant rien. Ensuite, il fut nécessaire de rendre floue la vision de l'avenir. Les années précédentes, on avait célébré la croissance. Il fallait expliquer au bon peuple que ce temps était révolu, qu'une nouvelle époque s'ouvrait. Cela commença avec le redéploiement industriel, l'accent mis sur les exportations. En oubliant de dire les dangers qui pèsent sur une économie trop axée sur l'étranger, sur sa fragilité. Et sur sa dépendance.

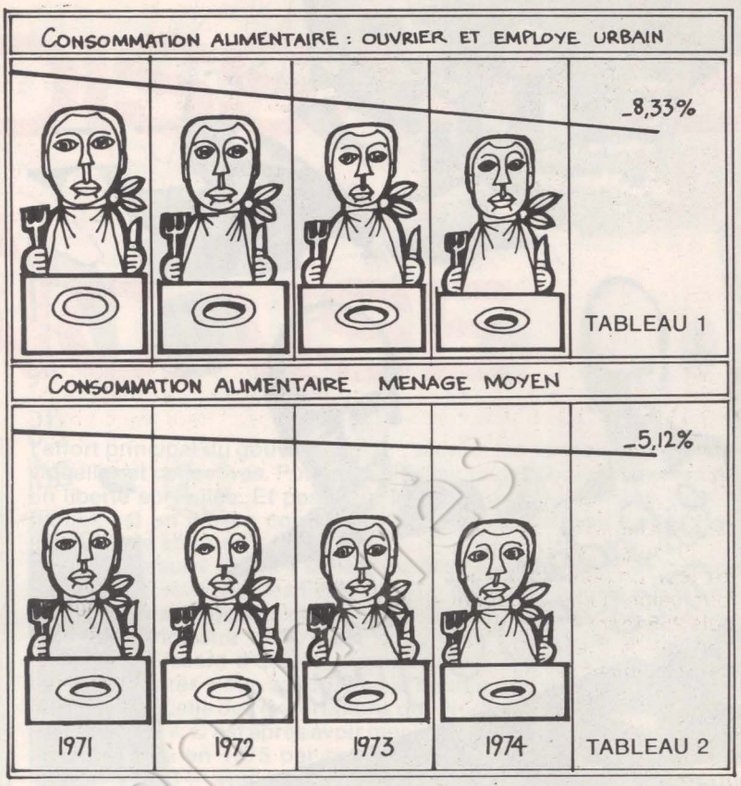
Puis on en vint à « l'autre croissance » Là, l'opération est plus difficile : il faut convaincre les Français de moins consommer tout en les persuadant que leur consommation est de meilleure qualité. Réduisant le « changer la vie » du Parti socialiste en un quelconque « changer de consommation », Giscard d'Estaing tente à la fois de récupérer un espoir et de mystifier les Français en mythifiant leur environnement. Cela est d'autant plus difficile que les salariés français ont fait preuve d'une combativité exceptionnelle. Alors que la presse s'étonne du « calme » social, tous les indices montrent que les patrons ne sont pas arrivés à modifier le partage de la valeur ajoutée. Ce que la classe ouvrière a gagné les années précédentes, elle a su le garder, malgré la peur du chômage !

Ce qui n'a pas empêché les entreprises françaises qui « comptent » de faire comme les années précédentes des bénéfices fabuleux. En 1974, P.u.k. a vu les siens croître de 42 %. C'est peu. Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, de 100 %. C'est mieux. La C.f.p., de 333 %. C'est bien. Il est trop tôt pour parler des profits de 1975. Mais il n'y a aucune crainte à avoir pour les groupes géants, ceux qui dirigent, en attendant de digérer notre économie. Ils sont florissants, même si des difficultés de trésorerie se sont parfois fait sentir.

Giscard d'Estaing a tenu l'essentiel de son pari. Il a réussi à gagner du temps, à socialiser un peu plus les pertes, à privatiser un peu plus les profits. Multipliant la politique d'assistance, il tente de faire oublier aux Français le rôle de l'Etat. Celui-ci devant apparaître pour une bonne partie de ses électeurs comme un arbitre et un protecteur. Mais cela est de plus en plus difficile. Non seulement l'Etat va devoir intervenir de plus en plus directement pour soutenir les trusts qui « en valent la peine », mais, sur le plan idéologique, il va devoir promouvoir et justifier cette « autre croissance ». Avec les mutations qu'elle implique : un volant de chômage important, une modification plus rapide de la structure des dépenses des ménages, une poursuite de l'inflation, une plus grande concentration de l'appareil industriel, un alignement plus sensible sur les Etats-Unis. Rien de cela n'est facile à faire accepter. Car, sur le plan politique, la marge de manœuvre du Pouvoir est réduite. Non seulement les élections présidentielles ont montré la faiblesse de la majorité de Giscard d'Estaing, mais les couches sociales qui le soutiennent n'apprécient pas toujours « les changements », même s'ils sont indispensables pour adapter la société aux besoins actuels du capitalisme et pour éviter que la société française ne se bloque davantage.

« L'Unité », en quatre graphiques et deux tableaux, a voulu rendre visibles les résultats des 500 premiers jours de Giscard d'Estaing. Et nous avons donné la parole à ceux qui subissent **(voir pages suivantes).** D'autres graphiques auraient montré l'érosion rapide des économies des Français, les difficultés accrues des différentes couches sociales. Tous auraient souligné, comme ceux que nous publions, que c'est à partir de l'élection présidentielle que la situation s'est aggravée. Certes, la situation internationale a pesé. Mais ce que montrent tous les graphiques, c'est que le Pouvoir n'a rien voulu faire pour « limiter les dégâts ». Malgré ses discours.

GUY PERRIMOND

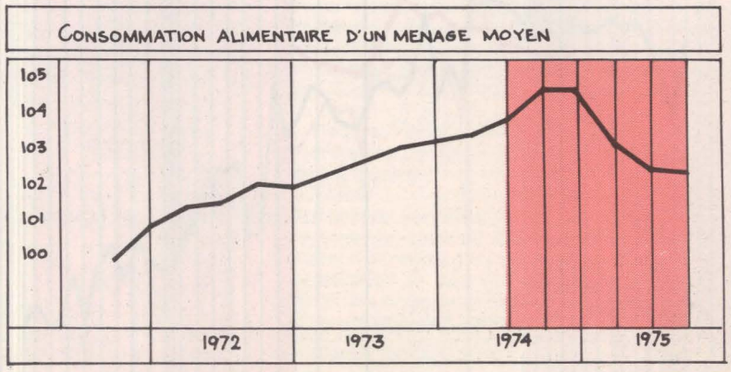


Les indices de consommation sont des miroirs déformants. Pourtant, leur évolution est révélatrice d'une tendance. Depuis le deuxième semestre 1974, la part que les Français consacrent à leurs dépenses alimentaires a diminué (graphique ci-dessous). **Mais « le Français statistique » n'existe pas. Il y a ceux qui ont des revenus faibles — les plus nombreux — et les autres. Or la courbe du graphique I n'est qu'une moyenne.**

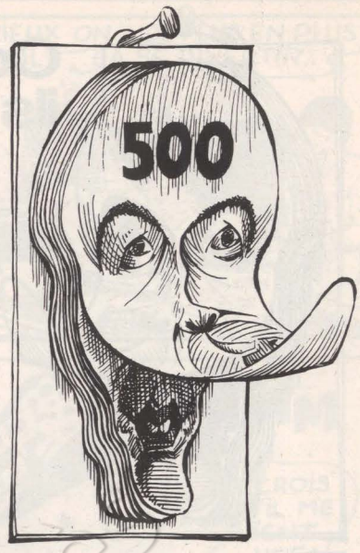
Le tableau I est plus « vrai ». C'est la part du revenu total consacrée aux dépenses alimentaires par un « ouvrier ou employé urbain ». Comparé au tableau 2, il peut faire illusion : l'ouvrier du tableau 1 paraît dépenser pour son alimentation plus que le Français moyen. En réalité, il consacre moins en volume, mais plus en pourcentage. Ce qui est remarquable, c'est que sur quatre ans ce n'est pas le « Français moyen » qui a le plus réduit la part de son revenu consacré à l'alimentation, mais « l'ouvrier ou employé urbain ». Cela signifie, puisque dans les statistiques globales les petits revenus sont mélangés aux gros, que ces derniers n'ont pas connu le même phénomène. Donc l'inégalité s'est accrue.

Les raisons de cette baisse sont complexes. Plus les revenus sont hauts, plus la part consacrée à l'alimentation diminue. Mais le phénomène mesuré n'est pas de cet ordre. Dans la société française, ce ne sont pas les dépenses alimentaires qui sont incompressibles. Lorsque la situation devient difficile, il faut tout de même payer le loyer, les traites, les transports. Il faut faire des économies de prévision. On peut, en revanche, dépenser moins en alimentation : moins manger de viande par exemple, remplacer les légumes frais par des pâtes.

Et là où la croissance des inégalités est patente, c'est que si « l'ouvrier ou employé urbain » a dû jouer sur la qualité de son alimentation, les détenteurs de hauts revenus, non.



Comment ils les ont vécus ?



UN OUVRIER DE TRITON

Pour les 130 ouvriers de Triton, à Bagnolet, le solde des « 500 jours » est négatif : perte de leur emploi, liquidation de leur usine qu'ils occupent depuis 255 jours. L'acte d'accusation qu'ils dressent contre le gouvernement est dur.

« Pour nous, explique l'un d'eux, l'arrivée de Giscard au pouvoir a signifié le blocage des crédits. Sans cela, on s'en serait sorti...

Les ennuis de Triton ont commencé en octobre 1974 : la direction n'arrivait plus à faire face à ses échéances et la boîte tournait au ralenti. Le 17 février, le tribunal de commerce a prononcé la liquidation de biens. Nous, nous avions déjà occupé l'usine, le 28 janvier. Et voilà plus de 9 mois que nous nous battons ! Car nous savons que notre entreprise est viable : nous sommes, en effet, la première entreprise française pour la fabrication de machines à laver industrielles et nous représentons 60 % de ce marché.

Nous tenons évidemment à notre emploi, mais à notre emploi ici : c'est un travail qui demande une qualification élevée (presque tout le personnel est formé de professionnels). Nous tenons à notre entreprise, où la plupart d'entre nous travaillent depuis 15, 20, 25 ans, et nous sommes fiers des machines que nous produisons. Nous avons des marchés à l'étranger, des carnets de commandes fournis. Si le gouvernement avait voulu nous aider, cela lui aurait coûté 4 millions en octobre. Mais il n'a rien fait et, actuellement, près de 10 millions ont été dépensés pour nous indemniser de la perte de notre emploi. Pourquoi une telle absurdité ? Alors que nous préférons, nous, et de loin, être productifs que chômeurs.

Travailler ailleurs, de toute façon, nous n'en avons pas la possiblité : sur les 180 employés de Triton (il existe une autre usine employant 30 personnes à Tonnerre), 10 seulement ont reçu des propositions d'emploi. Et dans quelles conditions ! J'étais parmi ces 10 : si j'avais accepté, je me serais retrouvé avec une perte sèche de 1 708 francs ! Pour les autres, la perte variait entre 800 et 900 francs (nous avons ici des salaires de 3 000 francs en moyenne). Va-t-on nous pénaliser parce que nous sommes qualifiés ? Et avec quoi paierons-nous nos traites ? Alors, nous allons continuer à nous battre. En sachant bien qu'il n'y a pas grand-chose à attendre de Giscard. Même ceux d'entre nous qui avaient voté pour lui en sont maintenant convaincus. Et il y a de quoi. Nous en sommes à 42 démarches auprès du président de la République et des ministères concernés. Le ministre de l'Industrie, d'Ornano, n'a même jamais voulu recevoir nos délégations. Tout le monde ici en est sûr : la concertation, le dialogue n'existent pas. Les seules personnes que nous trouvons toujours au rendez-vous, au cours de nos nombreuses visites, ce sont les C.r.s... »

DEUX ENSEIGNANTES DE BANLIEUE

Une grande commune de la banlieue est de Paris, pavillonnaire et proprette. Dans la cour bitumée — mais entourée de verdure — d'un C.e.s. de briques rouges récemment agrandi, les gosses font beaucoup de bruit, car ils sont nombreux et la cour pas bien grande. Des gamins comme partout : toutes les catégories sociales, ou peu s'en faut, sont représentées. Une jeune enseignante, adjointe d'enseignement de lettres modernes : « Quoi de neuf, cette rentrée ? Vous savez, il y avait eu recul à la rentrée 1974, quand Haby, à la suite de Fontanet, avait ordonné de concevoir les structures pédagogiques (1) de façon à réduire le nombre des profs, en bourrant les classes à 34 ou à 35. Cette année, ils ont continué sur la même lancée... Mais on ne s'y fait pas.

— Le chômage des jeunes ? »

Un silence. Evidemment, ce n'est pas un problème proprement scolaire. Mon interlocutrice fait une moue d'impuissance, avant d'avouer qu'il y a deux ans, ayant une classe de troisième, elle avait passé des heures et des heures à préparer, avec ses élèves, leur orientation. « Et pour arriver à quoi ? J'en ai vu deux récemment : ils ont bien marché et ont décroché leur B.e.p. en juin. Les voilà chômeurs. Pas de boulot ! Trop jeunes ! Nous, on a pourtant fait notre travail. C'est le système qui nous a trompés.

— Il n'y a plus de classes de transition... »

C'est une maîtresse du cycle III qui va me répondre, la quarantaine joviale : « Tiens, c'est vrai. Enfin... on appelle cela désormais des « classes à programme allégé », avec tout un découpage horaire comme dans les autres sections (tant de français, tant de maths...). C'est à peu près la seule différence : mêmes maîtres — bien que certains doivent être intégrés dans le corps des P.e.g.c. — et mêmes élèves. C'est surtout un changement de dénomination. »

Me voilà fixé. Je leur précise que j'étais venu faire un bout d'enquête sur le bilan des 500 premiers jours du Règne, et que, avec les promesses, la réforme Haby, je pensais...

Elles sourient.



(1) On appelle structure pédagogique d'un établissement la répartition des élèves entre les différentes classes. Il y a des classes « mini » (24 élèves, sans aucun dédoublement dans aucune discipline) et des classes « maxi » (35 élèves, avec dédoublement pour certaines matières).

UN PAYSAN DE L'OUEST

A Villevêque, dans le Maine-et-Loire, Marcel H. cultive une exploitation d'une quarantaine d'hectares en association avec un autre agriculteur. Ils « font » du maïs de semence sur le tiers de cette superficie, 8 ha de vergers (cerises et pommes), 2 ha d'asperges et des céréales (blé, colza, orge, maïs) sur le restant.

« Pour nous, ça ne s'arrange pas, constate Marcel. Nos charges augmentent trop vite. En un an, l'azote est passé de 46,20 F à 64,50 F les 100 kg, soit 20 % d'augmentation. J'en emploie 11 tonnes par an, ce qui fait que, sur ce seul engrais, l'augmentation de mes dépenses s'élève à près de 2 000 F. Je pourrais dire à peu près la même chose de tous les engrais. C'est d'autant plus grave que, pour des engrais payés à l'automne, on ne récupère d'argent frais que 18 mois plus tard en touchant le produit de la vente de la récolte. »

Le visage buriné, marquant à peine plus de la quarantaine malgré un début de calvitie, salopette et polo vert, Marcel H. s'exprime avec calme en compulsant le cahier de comptes tenu par sa femme. « En plus des engrais, on peut dire que le fuel, le matériel et les réparations ont aussi beaucoup →



Comment ils les ont vécus ?

augmenté. Sur le tracteur, pour une petite pièce à changer d'environ 70 F, ça m'a coûté près de 1 000 F avec la main-d'œuvre. C'est infernal. Pour tous les achats de matériel un peu importants, il faut emprunter au Crédit agricole. Avec mon collègue, on a près de 50 ans chacun et on est encore couverts de dettes (un silence lourd)... C'est dur. Heureusement que mes cinq gosses sont déjà grands ! Mais y'a pas, les chiffres parlent : notre pouvoir d'achat est atteint. On a dû augmenter nos heures de travail pour y arriver. Je fais quand même plus de 10 heures par jour ».

Marcel parle aussi de la culture du maïs de semence, totalement différente de celle du maïs « industriel ». Pour le maïs de semence, il faut prendre épi par épi, couper les fleurs pour éviter la fécondation des plants femelles par les plants mâles. Travail dur et délicat, mais qui suscitait de gros espoirs chez les cultivateurs de cette région, il y a une vingtaine d'années. « Au début, se rappelle Marcel, c'était d'un bon rapport. On pouvait s'y retrouver avec 2 hectares de maïs de semence. Après, il en a fallu 10 ; aujourd'hui, il en faudrait 15. Car plus on a produit, plus on a été exploités. C'est dû à la situation dans ce secteur. Un grand groupe, Limagrain, a absorbé le groupe Hodée, qui lui-même avait racheté Villemorin. Limagrain a aujourd'hui le monopole pour acheter notre production de maïs de semence. On doit en passer par ses conditions. Par exemple, Limagrain nous a imposé de cultiver une variété de maïs de semence qui ne marche pas dans notre secteur. Du coup, on ne recueillera que 20 quintaux à l'hectare au lieu du double habituellement. On ne peut pas dialoguer avec eux. On doit subir. Alors, au lieu de nous parler constamment de liberté, on ferait mieux de mener une véritable politique agricole qui prenne en compte nos intérêts. Au lieu de ça, on profite de nous au maximum. Il ne reste pas grand-chose des promesses qui nous ont été faites il y a 18 mois. On est écœuré... »

A 74 ANS, 22 F PAR JOUR

A 74 ans, Yvonne Gillis a su garder un tempérament gai et un esprit vif, plein de curiosité. Très soignée de sa personne, on la sent également cultivée. Dans la mesure où le lui permettent sa santé et ses faibles moyens, elle assiste volontiers à des concerts, des opéras, des films et même des réunions publiques. Les aléas de la vie l'ont amenée à travailler dans l'industrie de la chaussure, dans l'épicerie, puis à occuper un modeste emploi de secrétaire et enfin à jouer les garde-malades, quelque temps après sa retraite. Veuve depuis une quinzaine d'années, Yvonne Gillis a élevé ses trois enfants avec un esprit chrétien qu'elle incarne à un degré rare. Peu préparée à tirer des conclusions politiques de ce qu'elle a vécu et de ce qu'elle subit encore, elle n'en dresse pas moins, un peu malgré elle, un bilan très sévère de la politique menée depuis 18 mois par le Pouvoir en place. Interrompant une partie de « scrabble » solitaire, dans la pièce de 10 m2 qui lui sert de chambre - salon - salle à manger, elle ouvre « son » cahier, celui où elle note systématiquement toutes ses dépenses et ses maigres rentrées.

« J'ai travaillé de 1917 à 1966, dit-elle posément. En additionnant ma retraite Sécurité sociale et ma retraite complémentaire, je touche maintenant, après une petite augmentation, 853 F par mois pour vivre, contre 687 F au mois de mars 1974. C'est un peu mieux. Mais ce n'est pas suffisant, parce que la vie a beaucoup augmenté dans le même temps. Mon loyer, par exemple, a été augmenté de 7,5 % en juillet, trois mois avant que ma retraite ne soit elle-même un peu relevée. Pour mon modeste logement de 27 m2, sans confort et avec l'évier pour seul point d'eau, mon loyer trimestriel est passé en juillet de 480 F à 570 F. Heureusement que j'ai droit à l'allocation logement. Mais, si je compte le chauffage et l'électricité, je dois quand même sortir 180 F par mois pour me loger.

— Est-il possible de vivre avec 22 F par jour ?

— Oh ! Ce n'est pas facile. Il semble toutefois que cela paraisse suffisant au gouvernement puisque, ne bénéficiant pas du Fonds national de solidarité, je ne toucherai pas la fameuse prime de 700 F pour le troisième âge... Du moment que je ne paie pas d'impôts, c'est que je ne suis pas riche et que je devrais pouvoir toucher cette prime. Il n'y a pas de raison...

Remarquez, je ne dis pas qu'on n'ait rien fait pour nous. On bénéficie de réductions sur les transports et pour les spectacles. Mais avec un petit budget comme le mien, j'ai peu d'occasions d'en bénéficier. Le plus dur, c'est l'augmentation du coût de la vie qui précède celle des retraites et qui est plus forte. L'autre jour, j'ai demandé un beau bifteck au boucher. J'en ai eu pour 8 F. Du coup, j'en ai fait deux morceaux... »

UN APPELE DE L'ARMEE DE TERRE

Le jeune appelé qui nous fait face ne peut pas dire son nom et il le déplore. Alain est 2e classe dans l'armée de Terre, dans le Centre de la France. Ses sympathies politiques vont au Parti socialiste. Il a poursuivi des études supérieures d'Histoire et géographie. Il a été appelé sous les drapeaux avant que le général Bigeard ne devienne secrétaire d'Etat chargé de la condition militaire. « Cela m'a permis de mesurer l'ampleur des changements annoncés. C'est plutôt faible. Certes, ma solde est passée de 75 F à 210 F. Je peux sortir en civil sans être obligé de me changer dans les w.c. du bistrot le plus proche de la caserne. Mais à quoi doit-on réellement ces changements ? Je me rappelle avoir vu circuler l'Appel des cent. Je n'étais pas d'accord avec tout son contenu, mais je l'ai tout de même signé. Je sais bien que, sans Draguignan, sans Karlsruhe, les 210 F et les autres améliorations de détail n'auraient pas été obtenus.

— Comment est appliqué le nouveau règlement de discipline générale ?

— On a changé le règlement parce que l'ancien, trop désuet, n'était plus applicable. Pour le reste... On nous a promis des « commissions », sans que nous sachions si elles existent déjà, sur quoi elles fonctionneront ni comment elles le feront. L'autre jour, le capitaine m'a appris qu'une commission s'était réunie et qu'il en avait lui-même désigné les membres. Est-ce ainsi qu'on veut nous faire participer ? Qu'on garantit notre représentativité ? Le nouveau règlement ne nous reconnaît ni le droit de libre expression ni celui de nous organiser. Nous n'avons toujours pas la possibilité de participer effectivement, pendant notre service, à une organisation politique de notre choix. Il faudrait que nous puissions nous réunir dans les chambrées pour y discuter de nos conditions de vie et élire nos délégués. Pour l'instant, il n'en est rien.

— Etes-vous organisés dans la caserne et comment cela s'est-il fait ?

— Le plus difficile, en arrivant sous les drapeaux, c'est de rompre l'isolement dans lequel on veut nous enfermer. J'ai commencé par regrouper des camarades autour de moi, les uns politisés, les autres pas. On a sorti un journal en direction de l'ensemble de la caserne pour essayer d'amener à nous les autres, les isolés. Nos problèmes sont les leurs. Ce journal a été bien reçu. D'ailleurs, il n'était pas dirigé contre les officiers et les sous-off. Même si l'adjudant nous emmerde, il n'est pas responsable d'une politique qui nuit également à ses intérêts. En discutant avec des gradés, j'ai pu me rendre compte qu'ils en sont souvent conscients et qu'ils n'approuvent pas tout ce que le gouvernement leur fait faire. Les réformettes engagées ne suffisent pas et masquent mal une absence inquiétante de réflexion de fond sur les problèmes de défense. »

Enquête de Michèle Backmann, Jean-Pierre Moulins et Jean-Loup Reverier.

Milliardaires

COMMENT VIVRE AVEC 30.000 F (LOURDS) PAR JOUR ?

Pour la majorité des Français les cinq cents premiers jours de Giscard furent difficiles, parfois sombres, comme le témoignent ceux à qui nous donnons la parole dans les pages précédentes. Pour d'autres, une infime minorité, le problème se pose en d'autres termes : comment dépenser 30 000 francs (lourds) par jour ? Une illustration caricaturale de l'écart des revenus...

Chaque soir, à Nice, vers 22 heures, entre le 16 et le 28 septembre 1975, le chauffeur arrêtait leur voiture devant l'entrée d'un des trois casinos de la ville. Habillé d'un habit bleu liseré de rouge, le premier chasseur ne laissait à personne le soin de leur ouvrir la porte. Avec eux, le pourboire est traditionnellement « bon » et depuis le temps qu'ils hantent les salles de jeux, Andréa R. et sa femme Rosa sont bien connus des employés.

Aussitôt prévenus de leur arrivée, les membres de la direction du casino se précipitent dans la salle où les R. ont l'habitude de jouer. Cette année, contrairement à leur habitude, les R. gagneront de l'argent : ils emporteront avec eux, au terme de ces douze jours, près de 6 millions de francs. Chaque soir, ils jouaient, perdaient ou gagnaient quelque 5 millions de francs lourds. Sur la côte d'Azur, les R. ont fréquenté toutes les salles de jeux et les casinos s'arrachent leur clientèle.

Ils appartiennent à cette catégorie de grands joueurs qui viennent prendre leurs quartiers sur ces 20 km de côte qui vont de Nice à Monte-Carlo. Et, comme beaucoup de leurs amis, les R. habitent le cap Ferrat. Habiter, c'est peu dire. En fait, les R. possèdent le château qui domine, dans le cap, la pointe de Saint-Hospice. Une superbe propriété, entretenue par cinq jardiniers qui font directement venir d'Angleterre, par avion, le gazon nécessaire. Entre cette pointe et le cap proprement dit, il y a une petite anse. C'est sur elle que donnait la villa où Valéry Giscard d'Estaing a pris ses vacances, l'an dernier.

Bien évidemment, les R. possèdent un bateau. Il est amarré dans la baie, au port de Beaulieu-sur-Mer. Une vedette de quelque 22 mètres, mue par deux moteurs de 800 chevaux et que servent quatre marins et deux officiers. Bien que de nationalité italienne, les R. ont pris la précaution de le mettre sous pavillon panaméen. D'ailleurs, sur ce quai, le quai du Levant, bien rares sont les navires qui affichent la nationalité française ou italienne. La majorité est immatriculée à Panama, aux Bermudes, à Malte ou encore à Gibraltar. Les milliardaires aussi ont leurs pudeurs.

Les goélettes de M. le ministre

Les R. aiment bien cette région. Et, dès que ses affaires le lui permettent, Andréa R. quitte ses bureaux, Milan et ses fumées, pour retrouver sa propriété de la côte d'Azur. Sur ce ghetto doré, personne ne vient jamais jeter de regards indiscrets. Derrière ces haies parfaitement taillées, ces lourdes grilles et ces hauts murs, on est entre soi. Ici se cache la plus forte proportion de milliardaires au kilomètres carré. Parmi les citoyens célèbres du cap Ferrat, de Beaulieu et d'Eze, citons la famille Agnelli, les patrons de la Fiat, Edmond de Rothschild et son voilier « Gitana V », quelques acteurs américains, le prince de Troubetskoï, des duchesses aux rentes fastueuses, des marchands de canons triomphants, le promoteur immobilier et comte de Balkany, des banquiers de toutes nationalités et deux anciens ministres de Georges Pompidou. Dernier arrivant : un prince saoudien qui vient d'acquérir une propriété pour la somme d'un milliard ancien.

La mer n'est jamais à plus de deux cents mètres, mais chaque villa possède sa piscine. Et, certaines, leur port privé. Le faible tirant d'eau interdit en général aux bateaux d'y accoster. Ils se mouillent donc chaque matin à environ cent mètres de la maison, une vedette est mise à l'eau et vient chercher dans le petit port les « patrons » pour les emmener à bord. Une manœuvre qui mobilise au minimum cinq hommes d'équipage, mais évite à l'heureux propriétaire de prendre sa voiture pour aller à Beaulieu ou à Saint-Jean.

Car tout, ici, concourt à éviter le moindre contact entre le propriétaire d'une villa, d'un bateau et généralement d'une Rolls ou d'une Mercedes, avec le commun des mortels. La vie est organisée pour cela. Horaire type : entre 11 h et 16 h, promenade en mer, jamais trop loin car le milliardaire a rarement le pied marin ; apéritif chez soi ou chez ses semblables ; le soir, dîner à l'hôtel de la Réserve à Beaulieu, par exemple, où le montant de l'addition (au minimum 250 F par personne) éloigne le badaud ; enfin, pour terminer, le jeu à Monte-Carlo ou ailleurs. Mais, là aussi, il existe des salles où le montant minimum des mises est tel qu'il fait fuir le touriste moyen.

Un univers parfaitement lisse où l'anormal devient la règle commune. Où jongler avec des millions n'apparaît plus comme scandaleux. Mais comme une bonne manière. Pas de trace, ici, de la moindre mauvaise conscience.

Dès lors, tout devient possible. Et ce qui apparaît pour les autres, les non milliardaires, comme une folie, n'est dans ce monde →



COMMENT VIVRE AVEC 30.000 F (LOURDS) PAR JOUR ?

→

que simple foucade. Une démonstration d'originalité. La villa du prince Troubetskoï, au cap d'Eze, est équipée de trois cuisines : une pour l'hiver, l'autre pour l'été et la troisième pour les dîners « entre soi ». Un ancien ministre de Georges Pompidou, giscardien bon teint, ne possède pas moins de trois goélettes, strictement construites sur le même modèle : l'une amarrée à Beaulieu, l'autre aux Antilles, la troisième en Bretagne. D'avion en avion, le ministre, de par le monde, ne quitte ainsi jamais son bateau.

Trente F 4

Comment chiffrer alors un tel train de vie ? Comment estimer ce qu'a pu coûter, par exemple, le transport par avion-cargo et la pose par des artisans spécialisés de plaques de marbre venu de Carrare pour une villa du cap Ferrat. Combien a pu coûter la petite folie que le P.d.g. des extincteurs Siclis a fait construire près de Saint-Tropez, dans un parc de 7 hectares ? Comment calculer le coût annuel d'un héliport privé et de l'entretien d'un hélicoptère qui permet d'éviter les embouteillages entre l'aéroport de Nice et sa propriété ?

Il existe pourtant des éléments de repère. Une villa du cap Ferrat sur trois niveaux représente, à la construction, le prix de trente F 4. Un yacht de 25 mètres équipé de deux moteurs de 900 chevaux coûte, à l'achat, 3,7 millions de francs lourds et consomme à l'heure 370 litres de fuel. Ce qui donne, pour une saison normale, un coût d'exploitation en carburant de 38 000 F. Bien évidemment ce fuel est détaxé.

Quant aux propriétés avec piscine et port privé, elles se négocient entre 300 millions et 1 milliard d'anciens francs. Quant aux dépenses de personnel, il est difficile, là encore, de les apprécier à leur juste valeur. Il n'est pas rare de voir les jardiniers d'un milliardaire officiellement salariés d'une des entreprises du patron. C'est, par exemple, le cas de ceux qu'emploie un des plus gros fabricants français de peinture. Quant aux marins, il arrive bien souvent que leurs fiches de salaire portent la mention « ajusteur spécialisé ».

Impossible, à l'arrivée, de savoir combien tout cela coûte. C'est aussi un privilège des riches de pouvoir dépenser leur argent sans que personne, et surtout pas le fisc, sache comment. Un élément d'appréciation, cependant : un des meilleur citoyens du cap Ferrat, Français d'origine et qui vit toute l'année là-bas, reçoit chaque matin, 365 jours par an, une rente sur le capital s'élevant à 30 000 francs lourds.

Cet univers, les Français n'en connaissent en général que les versions romancées d'« Ici-Paris » et autres « France-Dimanche ». Mais le secret n'est-il pas le meilleur moyen de sauvegarder sa richesse ?

BENOIT COLOMBIER

LE «PARRAIN» DE LA CORREZE

Régions

De notre envoyée spéciale

« Dès qu'on parle politique, ici, on parle Chirac », assure, blasé, un habitant d'Ussel. Samedi matin : le marché hebdomadaire attire sa foule habituelle de paysans et de citadins mêlés. Mêlées aussi les langues : patois, occitan, portugais, arabe et turc. L'augmentation de 1 % de la population corrézienne établie par le dernier recensement n'est due, en effet, qu'à l'arrivée de main-d'œuvre étrangère. La majorité des cantons se dépeuplent et nombre de communes rurales voient leur population diminuer de 10 % : la commune de Madranges, dans le canton de Treignac, n'a pas enregistré une seule naissance depuis quinze ans. Cette année, la Corrèze compte le même nombre d'habitants qu'en 1801 ! Il y a dix ans, un homme est venu de Paris. Il a promis aux Corréziens une exceptionnelle expansion de leur département s'ils votaient « bien ». Ils ont « bien » voté. En 1967, Jacques Chirac était élu député de la circonscription d'Ussel.

Et, depuis, l'ombre du « chiraquisme » s'étend du nord vers le sud du département. Le chiraquisme ? « C'est la mafia », répond sans hésiter le maire socialiste d'Orliac-de-Bar, Emile Mercier. Un des rares élus corréziens à avoir su résister aux pressions de la mafia. « Et pourtant ma commune n'est pas plus en retard que les autres, les adductions d'eau sont faites, la voirie est en bon état ». De nombreux maires, communistes même, ne sont pas restés sourds au chant des sirènes de l'homme providentiel. Il n'y a guère d'élus à pouvoir jurer qu'ils n'ont jamais demandé au moins un petit service au Premier ministre, président du Conseil général du département, ancien ministre de l'Agriculture, etc.

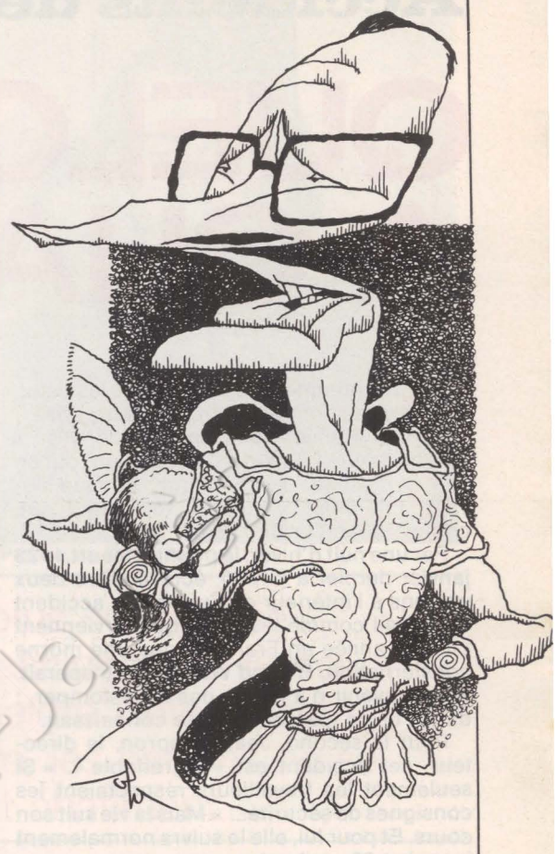
La cathédrale et l'hospice

C'est si facile : tous les jours, le quotidien régional « la Montagne » informe des bienfaits de Chirac. Le 1er octobre : « une lettre de M. Jacques Chirac à M. Gorse, maire de Meymac » : « Vous avez bien voulu me faire part de l'intérêt que vous portez à la réalisation rapide d'un hébergement complémentaire au C.f.p.a. de Meymac. C'est pourquoi j'ai veillé à ce qu'au titre du plan de développement économique récemment arrêté par le gouvernement, un crédit de 272 600 F soit affecté à la réalisation de cette opération. » « Pour la restauration de la cathédrale », « pour l'hospice d'Alassac »... Le 2 octobre : « La Corrèze profitera du plan de soutien : une somme de 7 milliards (anciens) lui sera consacrée, » titre le même journal dans ses « Propos corréziens ». Le 3, c'est au tour de Vigeois, d'Objat-Saint-Aulairé et d'Ussel de recevoir des « cadeaux » de Chirac. Et ainsi quotidiennement, à longueur de colonnes, à longueur d'articles. Maurice Fitz-Henry veille à cette publicité. Fitz : un photo-reporter chargé, au début de l'ère chiraquienne, de suivre le grand homme dans tous ses déplacements pour prendre des photos, a su devenir l'homme de presse indispensable. Aujourd'hui, journaliste patenté, il a pour spécialité de publier les décisions préfectorales et les lettres de Chirac avant même qu'elles n'aient été notifiées ou reçues par les intéressés. A côté de ce publiciste du genre thuriféraire, on trouve André Vidal, officiellement « chargé de mission auprès de M. le Premier ministre Jacques Chirac », en réalité agent électoral en chef. Il tient des permanences dans les mairies et attend les solliciteurs.

Il est vrai que ces derniers sont nombreux dans ce pays où le problème le plus aigü est bien celui de l'emploi. Le secrétariat fédéral du P.s. traitait il y a un mois et demi de cet aspect, lors d'une conférence de presse, et déclarait : « La rentrée sociale en Corrèze est préoccupante par le développement du chômage : au 31 juillet 1975, 2 611 demandes d'emploi n'étaient pas officiellement satisfaites (dont 1 500 à Brive et 790 à Tulle), parmi lesquelles 1 081 femmes et 1 530 hommes ; 1 245 d'entre eux avaient moins de 25 ans. La situation, aujourd'hui, est indiscutablement aggravée par l'arrivée des jeunes sur le marché du travail et l'on peut prévoir qu'au moins un millier d'entre eux, et sans doute bien plus au sortir de l'école, sont aujourd'hui sans travail en Corrèze. De plus, depuis le début de septembre, les demandeurs d'emploi se font plus nombreux et l'on signalait récemment à Brive une cinquantaine de demandes d'inscription par jour à l'agence pour l'emploi.

Deux solutions se présentent alors pour ces chômeurs : trouver du travail sur place ou « s'expatrier », comme on dit ici. Pour trouver un emploi, il faut passer par Chirac ou l'un des siens. Le réseau d'inconditionnels du Premier ministre est parfaitement opérationnel. Si, avant quil ne soit secrétaire général de l'U.d.r., on ne comptait que 20 cartes de ce parti placées en Corrèze, on en compte aujourd'hui 750 environ, dont 624 distribuées en une semaine. Ne raconte-t-on pas à mots couverts qu'un cadre de l'usine Montupet d'Ussel, qui tardait à prendre sa carte, reçut le coup de fil d'un ami bien intentionné chargé de lui rappeler qu'il désirait faire construire une maison et que pour cela,

Pour obtenir quelque chose en Corrèze, il faut passer par Chirac ou les siens. La mafia du Premier ministre est parfaitement opérationnelle.



Chirac vu en proconsul par Solo.

comme chacun sait, il faut obtenir le permis de construire ? Action ponctuelle, celle-là, plutôt rare assure-t-on. Courante, en revanche, celle-ci :trois jeunes gens, quelque peu gauchistes en 1968, se sont retrouvés sans travail au sortir de l'école. Ils sont allés solliciter Chirac et ont trouvé un emploi. Aujourd'hui, il votent à droite et soutiennent l'action du Premier ministre. L'un d'eux, employé dans une maison privée pour handicapés de la région orléanaise, s'est déplacé pour voter aux dernières élections :la maison lui avait payé le voyage. Ou ce jeune paysan, qui avait acheté du matériel agricole à crédit et cherchait à le rembourser en tentant d'obtenir en vain une quelconque adjudication des Eaux et forêts. Un jour, las d'attendre, il est descendu à Tulle pour rencontrer un ami de Chirac, le représentant U.d.r. local, Jouassin. On lui a remis la carte du parti U.d.r. — « D'ailleurs, ce n'est pas un parti » disent les gens d'ici — et, l'hiver dernier, il a exécuté plus d'un million de travaux pour le compte des Eaux et forêts.

Les cadeaux de Chirac ne se limitent pas à des aumônes plus ou moins importantes faites à des individus. Dans sa politique économique du coup par coup électoral, il a apporté à sa circonscription des implantations d'usines. Ainsi, l'usine de salaisons Coudert dans la petite commune de Saint-Privat. Coudert est, d'ailleurs, maire de la commune et grand ami du Premier ministre. « L'entreprise que vous avez créée par un travail acharné connaît aujourd'hui une extension remarquable qui a une valeur exemplaire, lui écrivait naguère Chirac. En développant un secteur de production parfaitement adapté à l'économie agricole de notre département, vous avez pensé à nos agriculteurs à la recherche de débouchés ; en assurant la création de 800 emplois, vous avez pensé aux jeunes qui veulent rester chez nous pour y travailler et vivre ; en montant une entreprise industrielle qui est citée en exemple en France et dans la région, vous démontrez avec éclat ce que peut faire et réussir un Corrézien en Corrèze. » L'établissement de Coudert a été en grande partie financé par le Fonds européen d'orientation et de gestion agricole (Feoga). Le salaisonnier a fait construire d'importants bâtiments d'élevage. Ils sont aujourd'hui envahis par les herbes folles et les ronces. Au demeurant, ils n'ont jamais servi : les porcs venaient de Belgique. Les éleveurs corréziens n'ont jamais pu vendre leurs bêtes à la maison Coudert, alors que cette dernière s'était engagée à passer des contrats avec eux. Aujourd'hui, la Chambre patronale attend d'un jour à l'autre le dépôt de bilan avec un passif de 30 millions de francs. Le salaisonnier avait touché 3 millions de subvention, plus un prêt de 30 millions. Et 200 ouvriers vont se retrouver à la porte — car, bien sûr, il n'y en eut jamais 800.

Déposer son bilan, ce n'est pas ce qui risque d'arriver à Estager, dit Blé d'or, vice-président de la Meunerie française, un des plus gros chiffres d'affaires de la région. Il emploie 100 ouvriers, dans tout le département et chapeaute les neuf dixièmes des boulangers de la région en leur procurant des crédits, à condition qu'ils prennent la farine chez lui. Il fait partie de la vieille garde chiraquiste et a subventionné la toute première campagne électorale de son maître. Dans son fief, Egletons, il faut passer par lui si l'on veut obtenir de Chirac un petit « plassou » d'agent de lycée à Paris, par exemple. « Etre agent de Chirac, ça paye », comme disent les gens.

Quand Chirac, à la veille d'une campagne électorale, n'« offre » pas une usine, il offre des H.l.m. et, comme il n'y a pas assez de gens pour les occuper on envoie des C.r.s. ou des gardes mobiles. Ainsi à Egletons ou à Ussel. Ils sont 35 à Egletons et ont pour unique occupation la garde du château de Bitty, plus connu sous le nom de Château-Chirac.

Résistible et menacé

Les apparences plaideraient pourtant en faveur du Premier ministre. « C'est un homme qui fait le bien », dit cette paysanne dont le fils devait partir faire son service militaire dans une région éloignée et qui, grâce à monsieur Chirac, le fait dans la région. Et ils sont innombrables ceux qui possèdent une lettre amicalement protectrice de Chirac. Car « Jacques » écrit pour un oui, pour un non.

Mais avec ceux qui lui résistent, les irrécupérables, il est sans pitié. Ceux-là préfèrent se taire : si eux-mêmes n'étaient pas touchés, un membre de leur famille risquerait de payer cette opposition. La grande habileté de Chirac consiste à ne pas laisser de traces. Il est difficile de citer des faits précis. « Il faut plutôt parler d'un climat », dit Gérard Denecker, le secrétaire fédéral du Parti socialiste.

Un climat de dépendance et de peur qui n'a cependant pas empêché 55 % des Corréziens de voter pour François Mitterrand. Car si Chirac a acheté le pays à coups de « plassous » et de subventions dites exceptionnelles, s'il a placé ses hommes dans toutes les administrations, il n'a rien résolu au fond : seulement quelques bouffées d'oxygène qui permettent tout juste au malade de ne pas mourir. Les élections cantonales approchent et 15 cantons sont renouvelables ;il suffirait que 3,et c'est fort probable,passent à la gauche pour que Chirac n'ait plus la majorité au Conseil général et perde la présidence de cette assemblée Aussi les Renseignements généraux n'ont-ils jamais déployé une telle activité. A Bort-les -Orgues, il y a un an, au cours d'une cantonale partielle, le candidat socialiste n'était battu que de 70 voix par le candidat de Chirac. Et cela grâce à des méthodes que dénonçait déjà avant l'élection la Fédération socialiste de la Corrèze. Elle s'étonnait « des procédés employés par M. Chirac après la disparition brutale du conseiller général de Bort-les-Orgues. Il est en effet humainement indécent et politiquement intolérable de voir un homme politique utiliser sa fonction de Premier ministre pour réunir le lendemain des obsèques du défunt les maires du canton, dans le but de rechercher le candidat officiel qui sera présenté par le Pouvoir. La présence du sous-préfet d'Ussel à cette réunion, où furent encore distribuées les subventions politiques du Pouvoir, lui donne un caractère d'autant plus inadmissible ». Sans parler des listes électorales bloquées quatre jours entre les deux tours des élections afin de relever les noms de ceux qui n'avaient pas voté. On raconte à ce propos qu'une électrice âgée vit défiler chez elle dix partisans du candidat officiel... qui voulaient tous la conduire au bureau de vote. Chirac a de grandes craintes : il abandonnerait dit-on son canton de Meymac à l'un de ses amis, Peyrol, directeur de l'Office national du bétail et des viandes, pour voler au secours d'un canton plus menacé.

L'ascension de Jacques Chirac, en Corrèze, est devenue résistible. « Dix ans de chiraquisme, ça suffit. Je me sens revenu au temps de la Résistance », déclare un vieux militant socialiste.

EMMANUELE PLAS

Accidents de Travail

QUELQUE CHOSE A CHANGE...

Deux hommes, de 48 ans tous les deux, travaillent dans la même entreprise : les Huiles goudrons et dérivés, à Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais). L'un tout en bas de l'échelle hiérarchique, comme ouvrier intérimaire. L'autre tout en haut, comme directeur de l'usine.

Par une nuit d'hiver, le premier meurt, le 23 janvier dernier à 1 h 30, écrasé entre deux wagons à l'intérieur de l'usine. Un accident du travail comme les 2 240 qui surviennent chaque année en France. Dans une morne consternation, Roland Wuillaume disparaît. Son souvenir n'a même pas à s'estomper : dans l'usine, personne ne le connaissait.

Pour le second, Jean Chapron, le directeur, cet accident est « regrettable ». « Si seulement les travailleurs respectaient les consignes de sécurité... » Mais la vie suit son cours. Et pour lui, elle le suivra normalement jusqu'au 29 septembre.

Ce jour-là, un jeune juge de 27 ans, Patrice de Charette, membre du Syndicat de la magistrature, arrive dans l'entreprise et demande au directeur de le suivre : en état d'arrestation, le patron est incarcéré à la maison d'arrêt de Béthune.

Le juge explique ainsi sa décision : « La coutume veut que la mort au travail soit systématiquement reconnue comme une mort accidentelle. Eh bien non ! On n'a pas le droit de placer des ouvriers dans des situations qui peuvent leur coûter la vie. »

Sur quoi le juge s'est-il fondé pour mettre, pour la première fois, un patron en prison ? Sur un dossier solidement étayé. D'abord, la voie de wagonnage où travaillait Roland Wuillaume le soir de sa mort était en pente, contrairement à tout règlement, et un seul des wagons sur six possédait des freins. Quant à l'éclairage, il se faisait par une lampe obscurcie par la poussière de charbon. Roland Wuillaume, qui venait ce soir-là de détacher les wagons de queue pour alléger le convoi, les a vus revenir sur lui : il est mort par enfoncement du thorax, coincé entre les tampons des wagons qu'il n'avait pu éviter. En effet — et ce n'est pas ce qui pèse le moins contre Chapron — Roland Wuillaume était invalide à 67 %.

Déjà en 1957, alors peintre en bâtiment, il avait été victime d'un accident du travail dont il gardait une raideur définitive de la hanche et d'une jambe. Contraint d'abandonner son métier et ne possédant pour vivre qu'une pension de 800 F par mois, il était obligé d'effectuer de-ci, de-là quelques travaux. Aux H.g.d., c'est une pratique courante d'employer des intérimaires et c'est par l'intermédiaire de l'agence Bis que Roland Wuillaume entrait dans l'entreprise, à un poste pour lequel il n'était pas préparé ni qualifié.

Autant d'infractions et de négligences dénoncées depuis longtemps par ceux qui connaissaient bien l'entreprise. Déjà, le 7 juin 1971, dans un cahier de revendications, il est inscrit qu'il faut revoir la pente de chargement des wagons. Le 1er septembre 1974 également, dans un cahier de consigne de l'atelier « goudron » contresigné par le chef de poste, on retrouve des remarques au sujet de la voie ferrée. Et 15 jours avant l'accident encore, l'inspecteur du Travail écrivait à la direction pour rappeler qu'il est dangereux d'employer des intérimaires à des postes pour lesquels ils ne sont pas qualifiés.

Enfin, faut-il le rappeler, Roland Wuillaume n'est pas le premier à mourir aux



Jean Chapron.

H.g.d. Depuis 1970, les syndicats ont pu dénombrer dans cette entreprise 16 accidents graves, dont 3 mortels. Après même celui qui avait coûté la vie à Wuillaume, c'est-à-dire en mars dernier — tout juste 2 mois plus tard — se produisait un nouvel accident (5 blessés), dont le procès-verbal par l'inspection du Travail a été adressé au Parquet le 3 octobre.

Malgré ces éléments accablants, la décision du juge a provoqué l'indignation. L'avocat du directeur emprisonné gémit sur son client : « Un homme intègre qui se

Le ministère d'Ornano passe aux aveux

Lorsque les pouvoirs publics font semblant de redécouvrir les accidents de travail, peut-on les prendre au sérieux ? A l'intérieur même des organismes officiels, missions d'enquête et rapports se succèdent, pour un résultat nul. Par exemple cette note alarmiste parvenue au début de l'année sur le bureau de Michel d'Ornano et provenant d'une des directions du ministère — et pas la moindre : celle de la Technologie, de l'environnement industriel et des mines. De la « grande indifférence » patronale à la toxicité et au mauvais éclairage, bien des éléments du drame de Vendin-le-Vieil se trouvent en filigrane dans ce rapport. Si incomplet qu'il soit par rapport à une véritable analyse des accidents du travail (voir ci-dessus), **voilà qui empêche qu'on plaide l'ignorance au ministère de l'Industrie.**

Les responsabilités — ou les culpabilités — ce texte les établit clairement. Certes, il s'efforce un peu trop de les disséminer. On voit mal ainsi quelles peuvent être celles de « l'opinion publique » (informée par qui ?). Ou celles des syndicats que, nous dit-on, il faudrait « former » — joyeuse plaisanterie, dans un pays où la règle est le mépris des monarchies patronales vis-à-vis des organisations syndicales, quand ce n'est pas la chasse aux délégués...

En revanche, la dénonciation est nette — sinon complète — des carences de l'Etat, comme le sous-équipement d'une inspection du Travail « débordée » et la dotation budgétaire insuffisante (3 millions) de la nouvelle Agence pour l'amélioration des conditions de travail. Nette aussi la mise en cause des directions d'entreprise :

▶ Sont dénoncées ainsi les conséquences de la course au profit capitaliste (jamais évoquée, bien sûr) : « la durée excessive de travail », « l'excès des heures supplémentaires », le « travail en équipes avec horaires tournants », les cadences et « l'angoisse des normes à tenir », la « mauvaise conception des machines et des ateliers », la chaîne, le système des « primes d'insalubrité », etc. Bref, tout ce que le combat syndical essaie en vain de faire disparaître.

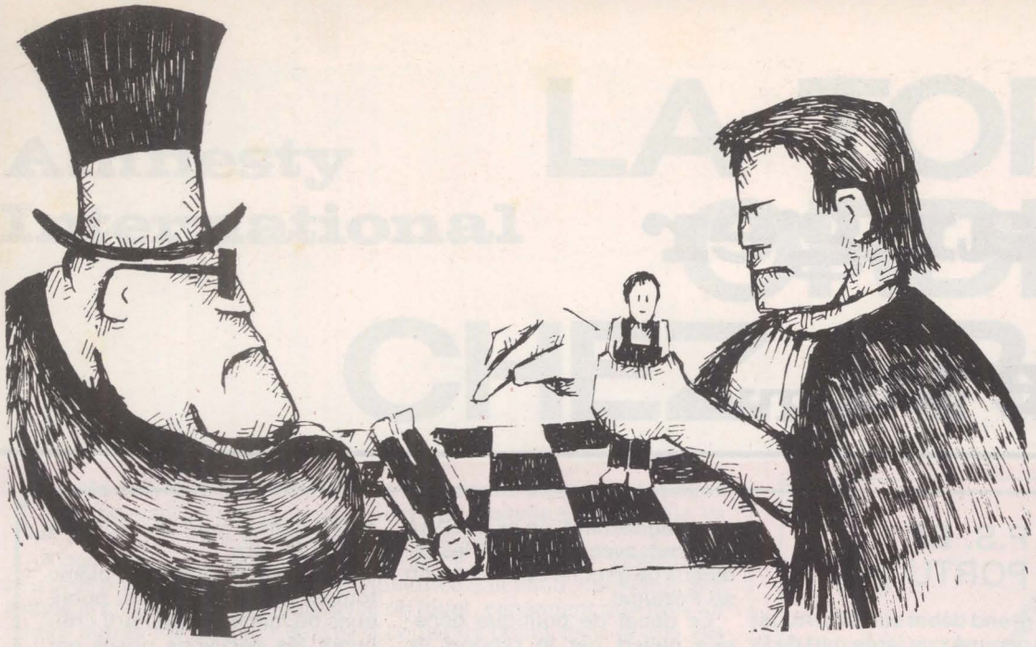
▶ Dénoncé aussi le fait que « peu d'observateurs extérieurs à l'entreprise sont admis à y pénétrer et à constater la réalité des conditions de travail ».

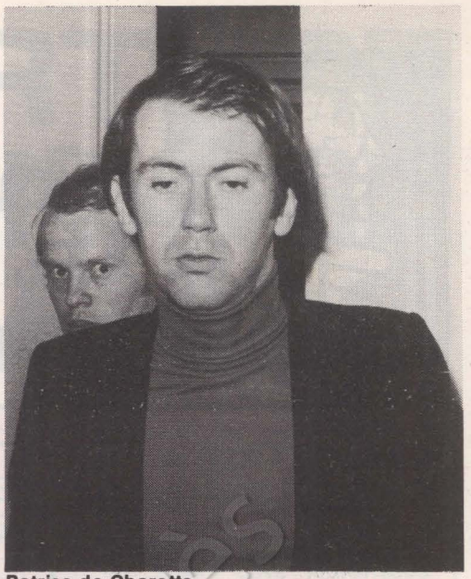
▶ Dénoncé encore l'alibi patronal « la sécurité revient cher » — or, certaines mesures « sont peu onéreuses » et, de toute façon, « les dépenses engagées sont couvertes par l'amélioration de la productivité et du climat social, la diminution des accidents, etc. »

▶ Dénoncées enfin — même si le texte glisse sur ce qu'elles peuvent avoir parfois de criminel — la « grande indifférence » de la plupart des patrons à l'égard des problèmes d'accidents du travail, leur myopie (refus des améliorations techniques élaborées par l'Institut des recherches sur la sécurité), leur négligence (« installations mal entretenues ») et leur paresse d'esprit : « Les industriels, avec la facilité que leur procure l'immigration, se sont habitués à considérer les conditions de travail comme une question subalterne ».

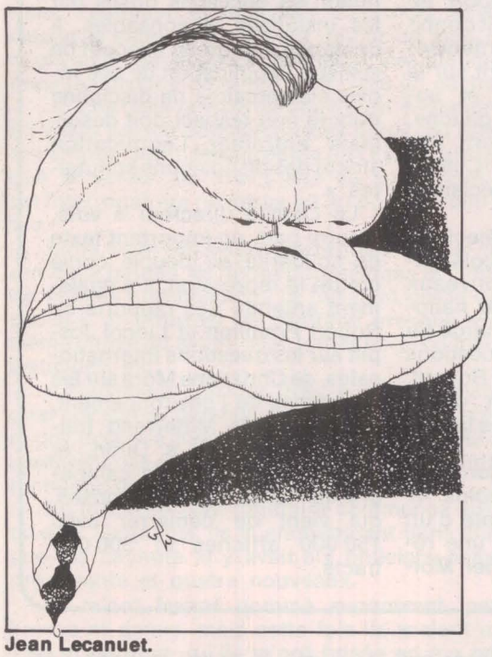
En conclusion de cette note officielle, des propositions, par exemple « des actions ponctuelles de chasse aux travaux pénibles et abrutissants. Plus de huit mois après ces suggestions, on se demande si d'Ornano ne les a pas expédiées au fond d'un tiroir... Parmi elles, l'une ne manque pas d'originalité : « Que, dans certaines régions, soient recherchés et portés à la connaissance du public les postes de travail les plus pénibles pouvant être remplacés... »

Chiche ?





Patrice de Charette.



Jean Lecanuet.

La mort au travail ne sera plus considérée systématiquement comme accidentelle. Grâce à l'obstination d'un juge et malgré l'intervention scandaleuse de son ministre, les patrons ne se croiront plus à l'abri de tout châtiment.

trouve en cellule avec deux condamnés de droit commun ». C'est le leitmotiv qui suscite le plus d'indignation : « On ne met pas un patron en prison comme n'importe qui ». Depuis les cadres de l'entreprise, qui se mettront en grève pour obtenir la libération de leur directeur, jusqu'au directoire des H.g.d., qui décide le lock-out de l'entreprise, en passant par le patronat local, le C.n.p.f., la C.g.c., F.o. et jusqu'au ministre de la Justice lui-même, les interventions contre le juge Charette se multiplient. Elles produisent d'ailleurs leur effet, puisque, six jours après son arrestation, Chapron est libéré. « Il est d'ailleurs surprenant de constater, fait remarquer Hubert Dalle, ancien secrétaire du Syndicat de la magistrature, que le Garde des Sceaux, garant en principe de l'indépendance de la Justice, n'ait pas hésité à intervenir publiquement dans cette affaire. » Comment ne pas s'étonner que la réunion de la Chambre d'accusation de Douai, prévue habituellement le mardi matin, se soit tenue en toute hâte le samedi, pour décider de rendre sa liberté au directeur ?

Ces prises de position scandalisées s'abritent toutes derrière de vertueuses déclarations de principe. C'est au nom de la liberté individuelle bafouée par cette détention préventive que se fait la levée de boucliers. « La détention préventive, affirme Noël Mandray, responsable de la Fédération C.f.d.t. de la Chimie, nous sommes contre. Mais pourquoi s'est-on agité sur ce cas précis, alors que plusieurs milliers de prévenus — près de 15 000 — sont mis en détention provisoire chaque année ? » Avis partagé par la C.g.t. et les organisations de gauche, qui font remarquer que bien des inculpés restent en détention préventive beaucoup plus longtemps que Jean Chapron avec des dossiers bien moins chargés.

En fait, la décision du juge d'instruction de Béthune va à contre-courant de toute la tradition judiciaire. Il suffit de reprendre au hasard les annales pour tomber, en effet, sur des jugements scandaleux. Ainsi à Lille, une entreprise de nettoyage industriel envoie un ouvrier laver des carreaux sans les dispositifs de sécurité élémentaires et sans personne pour le seconder. L'ouvrier tombe et se tue. Il y a un mois, le chef d'entreprise a été condamné à deux mois de prison, avec sursis bien sûr, et 5 000 F d'amende. Toujours dans la même ville, un homme vient de se voir infliger deux mois de prison ferme : il avait volé dans un grand magasin pour 22 F de marchandise (un poulet et des merguez). Les exemples de ce genre sont légion et, jusqu'à présent, le prix d'un homme mort au travail ne dépassait jamais le stade de l'amende assortie parfois de la prison avec sursis.

Déjà l'effet-choc

Il ne faut plus s'étonner, dans ces conditions que les investissements consacrés à la sécurité soient considérés par les chefs d'entreprise comme non rentables : ne vaut-il pas mieux payer une amende souvent minime, à laquelle on peut toujours espérer échapper ? D'où le nombre élevé d'accidents du travail en France : un toutes les 7 secondes, dont un mortel toutes les 40 minutes. Pour la seule année 1973, les journées de travail perdues de ce fait représentent l'équivalent de la fermeture de six entreprises comme Renault-Billancourt. Elles ont coûté 6,3 milliards de francs à la Sécurité sociale, plus de la moitié de cette somme étant affectée à des pensions d'incapacités permanentes.

Quant à l'inspection du Travail — est-ce un hasard ? — ses moyens sont nettement insuffisants pour agir de façon préventive. L'inspecteur Dominique Garreau, qui a mené l'enquête sur les conditions de la mort de Wuillaume, est catégorique : « Selon les recommandations de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, un inspecteur devrait couvrir un secteur comprenant 35 000 salariés. Le mien en compte 65 000 au moins. Ce qui signifie que mes interventions se limitent la plupart du temps aux accidents très graves ou mortels, une fois qu'ils sont arrivés. De toute façon, les sanctions qui suivent mes procès-verbaux sont souvent tellement dérisoires que j'hésite à me représenter dans l'entreprise devant les travailleurs. »

Dans le Nord, les passions s'apaisent doucement. Aux H.g.d. le travail a repris. Mais « l'affaire » n'est pas oubliée pour autant. De chaque côté, on affûte ses arguments. Pour le juge Charette, une grosse partie reste à jouer. Va-t-on essayer de lui faire payer son audace en l'empêchant de poursuivre sa carrière ? Une chose est certaine : en incarcérant pour la première fois un patron, le juge de Béthune a réussi à porter sur la place publique le lourd dossier des accidents de travail et de la responsabilité patronale, ouvert depuis longtemps par les syndicats et les partis de gauche. L'effet-choc de la contrainte de corps risque d'obliger les directions à regarder avec un peu moins de désinvolture les problèmes d'hygiène et de sécurité dans l'entreprise.

Déjà, quelque chose a changé. Un inspecteur du Travail raconte qu'il lui est arrivé à plusieurs reprises, cette semaine, d'être contacté par des chefs d'entreprise qui tiennent à savoir s'ils sont en règle ou non : « Des patrons qui me demandent de venir contrôler leur affaire, c'est la première fois de ma vie que je vois cela ! »

CHRISTINE COTTIN

changer la vie politique

BALLOTTAGE A CHATELLERAULT ?

Les états-majors politiques observeront avec intérêt, dimanche soir, les résultats de l'élection de Châtellerault. Y aura-t-il un ballottage ? C'est en tout cas la question que chacun des électeurs de la circonscription se pose désormais avec curiosité et que, dans l'entourage de Pierre Abelin, on se pose maintenant avec inquiétude.

Le ministre de la Coopération avait convié lundi soir à Loudun trois de ses collègues du gouvernement, André Rossi, Jean-Pierre Soisson et Vincent Ansquer. Mais il n'a pas pour autant fait recette : une assistance réduite, dont la moitié était ouvertement hostile. Parallèlement à la campagne du candidat communiste Paul Fromonteil, celle, particulièrement dynamique, que mène Edith Cresson porte ses fruits. Chaque jour, accompagnée de parlementaires et de militants du P.s., elle parcourt plusieurs des 102 communes de la circonscription, où elle reçoit un accueil sympathique. Après Gaston Defferre, Michel Rocard, Jean Poperen et André Chandernagor, François Mitterrand, qui avait ouvert la campagne, est revenu jeudi dans la circonscription, tandis que Claude Estier y tient le dernier meeting ce vendredi soir.

CONVENTION DES APPELES : PLUS DE 1000

La Convention des appelés pour l'Armée nouvelle, qui développe une action d'information et de rassemblement, regroupe déjà près d'un millier d'appelés répartis dans plus de 50 casernes de France et de R.f.a. Elle est liée, au sein des Conventions pour l'Armée nouvelle, présidées par Charles Hernu, aux Conventions d'officiers et de sous-officiers. Ses deux responsables, Jean-Louis Auduc et Jean-Marc Pernot, l'ont présentée mardi à la presse. Ils se sont prononcés, à cette occasion, pour le développement des comités de soldats de masse menant des actions responsables. S'ils contestent l'institution militaire dans sa forme actuelle, les appelés socialistes n'entendent nullement remettre en cause l'instrument de la Défense, dont ils reconnaissent l'importance et la nécessité. A l'issue de cette réunion, Jean-Louis Auduc a souhaité que les militants socialistes sous les drapeaux ou sur le point d'y partir prennent contact avec la Convention des appelés, 50 rue de Rivoli, 75004 Paris.

LE P.S. ET LE PORTUGAL

Le grand débat sur le Portugal qui a occupé une large part de la réunion du Comité directeur du P.s., samedi et dimanche derniers, s'est terminé de façon plus positive que prévu. Certes, sur l'analyse des événements de ces derniers mois, majorité et minorité du Parti se sont séparées, le texte de la majorité — qui sera intégralement publié dans « Le poing et la rose » — l'emportant par 96 voix contre 35. Il justifie le soutien que le P.s. français a apporté au P.s. portugais et exprime le souhait que réussisse l'actuel gouvernement de coalition aux prises avec de sérieuses difficultés. Cette idée a été reprise dans un autre texte voté à l'unanimité, qui donne d'autre part une réponse favorable à la proposition de Mario Soarès en vue d'une conférence des huit leaders socialistes et communistes d'Europe du Sud et propose, également, un examen en commun avec le P.c.f. et les radicaux de gauche de la situation au Portugal.

Le débat de politique générale ouvert par le rapport de François Mitterrand avait donné lieu à une quinzaine d'interventions portant notamment sur la situation économique et sociale, sur l'union de la gauche, sur l'organisation du Parti. Sur ce dernier chapitre, le Comité directeur a pris deux décisions importantes.

La première a été l'élection, sur proposition de François Mitterrand, de deux nouveaux membres du secrétariat national : Roger Fajardie, chargé du contentieux et des questions électorales, et Michel Rocard, chargé de l'action et de la conception du Parti dans le secteur public.

La deuxième décision, acquise à l'unanimité moins 41 abstentions, a été le vote d'un texte qui s'applique à une récente interview de Didier Motchane dans le journal « Rouge » et qui déclare :

« Le Comité directeur blâme toutes les expressions publiques de membres du Parti critiquant les décisions prises par les instances responsables. Il demande au Bureau exécutif de veiller à l'application de ces règles élémentaires de discipline dont le non respect doit désormais entraîner l'application stricte des dispositions statutaires. »

Le Comité directeur a voté, d'autre part, un important texte de solidarité au peuple corse contre la répression. Il a également entendu des rapports de Robert Pontillon et Lionel Jospin sur les questions internationales, de Christiane Mora sur les problèmes de l'environnement, dont François Mitterrand traitera ce vendredi à Dijon, et d'Alain Rannou sur la campagne du P.s. dans les entreprises, qui vient de démarrer avec 150 000 affiches et 300 000 tracts.

IMPOTS « REDISTRIBUES »

Sans doute tout le monde n'a-t-il pas un tempérament militant au point de passer tout son temps libre sur le Larzac. Cela n'empêche pas de vouloir manifester sa solidarité aux 103 paysans du Causse menacés par l'extension du camp militaire. C'est pourquoi, dans son n° 4, le mensuel « Gardarem lo Larzac » suggère une nouvelle opération du type « refus-redistribution de l'impôt : 3% pour le Larzac » Plus de 1100 personnes se sont déjà engagées dans cette voie, ne versant que 97 % de leur impôt sur la personne physique au percepteur et adressant les 3 % restants au trésorier de l'Association pour la promotion de l'agriculture sur le Larzac (Léon Burguière, ferme de l'Hospital, 12100-Millau). Cette somme servira à la construction d'une bergerie. Ces supporters du Larzac s'engagent à poursuivre en ce sens tant que le projet d'extension du camp militaire ne sera pas abandonné. Leur refus individuel les expose à une simple saisie sur salaire ou C.c.p., plus une pénalité, soit 3,3 % en tout. 540 personnes ont été plus loin, en choisissant le refus collectif, passible de 3 mois à 2 ans de prison. Aucun procès n'a encore eu lieu, cependant...

LE POT AUX ROSES

Les Républicains indépendants ont organisé, la semaine dernière, un stage de formation pour leurs cadres. La première chaîne de télévision a donc, lundi soir, diffusé au journal de 23 heures un long reportage sur les activités des stagiaires. A l'écran est apparu, pour les commenter, un certain Alain Madelin.

Celui-ci n'est pas tout à fait un inconnu. Pendant la campagne présidentielle, son nom apparut comme « responsable de la publication » au bas du journal anti-Mitterrand « Spécial-Banlieue » — cette feuille devait d'ailleurs être interdite de diffusion après une plainte devant tribunaux de Georges Marchais.

A l'époque, les giscardiens avaient juré leurs grands dieux qu'ils n'avaient rien à voir avec ces journaux. Mais il arrive toujours un moment où l'on se trahit.

Amnesty International

LA TORTURE ORDINAIRE CHEZ FRANCO

« Cette nuit-là, je fus arrêté dans la rue par une patrouille de police qui voulait vérifier ma carte d'identité, laquelle était en règle. Ils m'ont interrogé et emmené au poste de police.

A peine entré au poste, ils ont commencé à me cogner. Ils étaient à peu près une vingtaine et, sans la moindre explication, l'un d'eux m'a frappé le côté droit de la figure avec un fouet, cependant que trois ou quatre autres me tapaient dessus à coups de poing dans le dos, les reins, l'estomac et le visage. Cela dura environ un quart d'heure. Quand le sang commença à couler de mon nez, ils s'arrêtèrent. Ils m'ont alors descendu en direction des cellules et m'ont abandonné dans le corridor, sans me jeter dans un cachot.

Je suis resté là environ une heure. A ce moment, ils m'ont remonté à l'étage jusque dans une petite pièce, où attendaient 8 policiers. Ils ont affirmé que je faisais partie de l'Eta et que je devais leur dire tout ce que je savais. Ils m'ont jeté au sol, m'ont frappé sur les côtes. Cet interrogatoire ne cessa qu'au bout d'à peu près une heure et demie.

Alors, ils m'ont à nouveau ramené dans le corridor. Au bout d'environ deux heures, ils m'ont poussé dans la même pièce où attendaient les mêmes huit policiers. Ils faisaient partie de la « Brigada politico-social ». Je pourrais les identifier presque tous. Ce qui arriva fut la même chose qu'avant, avec toutes sortes d'insultes, de coups dans les testicules, etc.

A nouveau le corridor, avec les cellules pleines de prisonniers — je dirai environ 80 détenus. Ils me donnèrent un siège dans le corridor et m'ont laissé là jusqu'à l'après-midi suivante. Cependant, ils ne me laissèrent pas dormir. La douleur grandit, grandit, et vous la supportez du mieux que vous le pouvez.

Le troisième interrogatoire commença aux alentours de 7 heures du soir. Cette fois, ils m'emmenèrent dans une pièce au même étage que les cachots. Il y avait six policiers cette fois, deux de la fois précédente et quatre nouveaux.

Ils m'ont frappé comme auparavant, pendant 2 heures ou 2 heures et demie, mais cette fois ils avaient une barre d'à peu près 1,50 m de long, qu'ils m'ont brisée en me tapant sur le dos. Alors, ils m'ont ramené dans le corridor où ils m'ont à nouveau laissé pendant 1 heure ou 1 heure et demie. C'était incroyable. On voyait des gens couverts de meurtrissures, leurs vêtements déchirés par les coups, leurs visages et leurs corps gonflés, on entendait des pleurs et des hurlements presque continuels. J'ai vu des marques de torture sur ce qui doit représenter une cinquantaine de personnes.

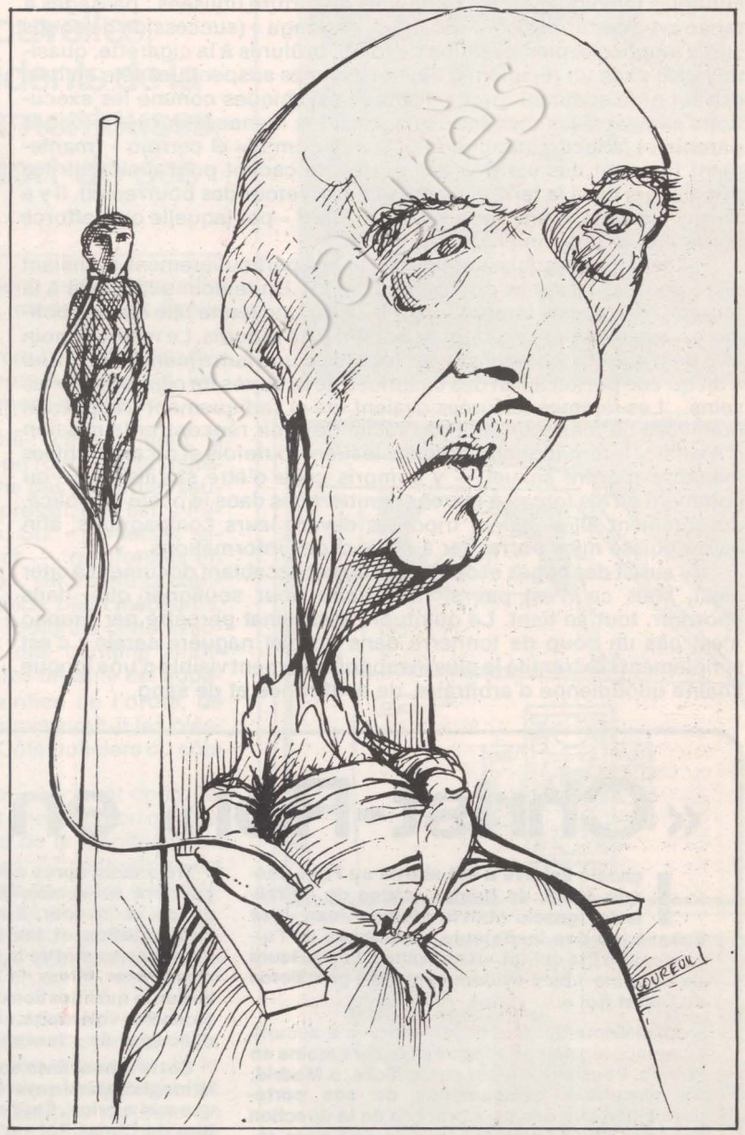
Puis il y eu un nouvel interrogatoire au même endroit, face aux 6 mêmes policiers, durant 2 heures ou plus. Ensuite, retour vers les cachots.

Le lendemain, ils sont venus me chercher pour le cinquième interrogatoire, dans la même pièce : 6 ou 7 policiers, tous différents des précédents. Ils m'ont frappé pendant 3 heures avec les mêmes matraques, la flexible et celle avec une boule à son extrémité. Puis retour à la cellule. Ils m'ont ramené encore deux fois ce jour-là, deux fois le lendemain et deux fois le jour d'après. Ensuite, cela cessa pendant plusieurs jours... Pendant cette période, je fus transféré dans un cachot plus grand avec plus de dix autres. J'ai vu des hommes qui étaient noirs du cou à l'extrémité de leurs pieds. Un médecin est venu et a examiné rapidement chacun d'entre nous. Le docteur avait de grosses mains rudes — sûrement pas les mains d'un médecin, ai-je pensé.

Je pense que c'était presque pire ces jours où ils ne me frappaient pas, à cause de la terreur totale qu'il y avait à attendre qu'on vienne vous chercher à tout moment.

Ensuite, ils sont revenus me chercher et je fus torturé deux fois par jour jusqu'à ce qu'ils enregistrent ma déclaration. J'ai été emmené devant le juge, puis à Basauri » (cette victime a subi interrogatoires et tortures à environ 30 reprises différentes).

Cette longue citation est celle d'un des nombreux témoignages recueillis par l'organisation Amnesty International sur la torture telle que la pratique chaque jour le régime franquiste. Tout particulièrement dans les provinces basques de Vizcaya et de Guipuzcoa, soumises à l'« estado de excepcion » — c'est-à-dire une semi-loi martiale « suspendant » les libertés d'expression, de réunion, d'association, de déplacement, de changement de résidence, etc. ainsi que l'habeas corpus — un détenu pouvant dès lors être maintenu en prison sans jugement pendant une période indéfinie, sans l'assistance d'un avocat.



Dès le début de l'état d'exception, Amnesty International avait reçu de nombreux témoignages du Pays basque espagnol, établissant la violation des droits de l'Homme au cours de détentions massives, de transferts illégaux, d'abus judiciaires et de pratiques systématiques de la torture. Pour vérifier ces témoignages, Amnesty International envoya sur place, jusqu'au 29 juillet dernier, deux délégués : l'avocat américain Thomas Jones et le professeur de philosophie ouest-allemand Burkhard Wisser, qui transmirent en outre au gouvernement espagnol un appel d'Amnesty International contre l'usage de la peine de mort — on sait, hélas, le compte qu'en tint ultérieurement le régime... Bien qu'entravée par les autorités franquistes — qui refusèrent la moindre visite en prison — l'enquête permit l'audition de plus de 50 victimes de tortures (et leurs avocats) ; la plupart étaient des jeunes, appartenant à la classe ouvrière.

Le rapport que vient de publier Amnesty International (pour la

→

LA TORTURE ORDINAIRE CHEZ FRANCO

France : 20, rue de la Michodière, Paris 2e) établit, sans discussion possible, le recours systématique à la torture en Espagne et la part qu'y prennent aussi bien la Guardia civil que la Policia armada (urbaine) et la Brigada politico-social (police spéciale). Il classifie, sur la base des multiples témoignages, les méthodes de torture utilisées : passages à tabac avec des armes contondantes, « falanga » (succession de coups sur la plante des pieds), coups de fouet, brûlures à la cigarette, quasi-noyades dans un récipient d'eau de victimes suspendues tête en bas, privation de sommeil forcée, tortures psychiques comme les exécutions simulées, les menaces sexuelles, les menaces sur les proches parents et la technique connue sous le nom d'« el cerrojo » (maniement fréquent des verrous des portes de cachot pour maintenir les prisonniers dans la terreur perpétuelle du retour des bourreaux). Il y a aussi l'« el pato », une « marche en canard » par laquelle on s'efforce d'humilier le prisonnier.

« Les femmes subissent un traitement particulièrement humiliant de la part des hommes qui les interrogent. Un témoin a rapporté à la mission (d'Amnesty International) le cas d'une jeune fille que les policiers avaient dénudée et dont ils avaient rasé le pubis. Le même témoin a vu des brûlures de cigarette sur les bras d'une autre jeune fille, qui lui a dit qu'elle portait aussi des cicatrices de brûlures de cigarette sur les seins... Les femmes torturées avaient été si sadiquement frappées et humiliées qu'il ne leur était pas facile de venir rencontrer la mission d'Amnesty International. Certaines le firent toutefois et racontèrent les menaces d'ordre sexuel — y compris celle d'être stérilisées — ou comment on les forçait à marcher toutes nues dans le poste de police, ou comment elles étaient tripotées devant leurs compagnons, afin qu'on puisse mieux arracher à ceux-ci des informations... »

Il y aurait des pages et des pages de cet accablant document à citer ainsi. Mais ce n'est pas si nécessaire pour souligner que, dans l'horreur, tout se tient. Le quintuple assassinat perpétré par Franco n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel naguère serein : c'est simplement l'extrémité la plus insupportablement visible d'une longue chaîne quotidienne d'arbitraire, de souffrance et de sang.



Manifestation de soutien à Franco, à Madrid.

« Christ-Roi » en France

Ignacio Echave a été abattu au Pays basque, lundi, de quatre rafales de mitraillette. Ignacio était le père de Juan José Echave, un des fondateurs historiques de l'organisation Eta qui, lui, vit en France. Les auteurs de ce crime : bien évidemment les « guérilleros du Christ Roi ».

Officiellement, cette organisation n'a aucune existence légale en Espagne et encore moins en France. Pourtant, il n'est pas difficile, à Madrid, de rencontrer quelques-uns de ses porte-parole non loin des bars proches de la direction générale de la Sécurité. Jusqu'à une date récente, les « guérilleros du Christ Roi » se contentaient d'agir en Espagne et en Euzkadi. A la manière des célèbres Escadrons de la mort de la police brésilienne.

L'attentat de lundi dernier en Espagne prouve que les « guérilleros du Christ Roi » ont décidé l'escalade. Et ils frapperont en France demain, comme ils l'ont déjà fait. Ils n'ont d'ailleurs jamais caché leurs intentions : plusieurs de leurs responsables avaient expliqué qu'ils abattraient tous les membres de la famille Echave, qu'ils vivent en Euzkadi du Nord ou du Sud.

Le 28 juin 1975, une charge de plastic avait déjà détruit le restaurant que possède à Bayonne l'un des deux fils d'Ignacio, Juan José. Mal préparée, l'opération tourna mal : Echave a eu le réflexe d'enregistrer le numéro de la voiture dans laquelle se sont enfuis les plastiqueurs. Et la police française n'a pu faire autrement que d'arrêter son propriétaire.

Trois mois après cette arrestation, l'enquête policière ne semble pas avoir progressé d'un pouce. A ce jour, il n'y a pas eu la moindre confrontation et les inspecteurs de Bayonne n'ont pas su mettre la main sur les complices du plastiqueur. Mieux, le Parquet ne retient contre lui que la qualification de détention d'explosifs et incendie volontaire, alors que l'habitude est d'inculper de « tentative d'assassinat ».

Cette émouvante sollicitude de la police et de la magistrature envers ces plastiqueurs s'explique mal a priori. Sauf si l'on sait que ce « guérillero du Christ Roi » n'était pas Espagnol, mais Français. Son nom : François Chabessier, un ancien rapatrié.

François Chabessier, quand il ne joue pas au plastiqueur pour le compte de la police franquiste, occupe la fonction de délégué général de l'Usdifra pour six départements. Cette association de rapatriés est certainement la plus droitière de toutes. Son président, Eugène Ibagnès, a été arrêté par la police française au mois de juillet dernier à Toulon, ainsi que le célèbre Joseph Ortiz qui s'illustra dans l'O.a.s. On les soupçonnait tous deux alors d'avoir participé à des attentats commis dans le Sud-Est de la France par une autre organisation clandestine, « Justice Pieds-noirs ». Faute de preuve, ils furent alors relâchés.

Les activités de certains membres de l'Usdifra ne se limitent d'ailleurs pas là, puisqu'on les retrouve autour des occupations armées des camps de harkis et autour d'un groupuscule clandestin qui souhaite abattre le régime du président Boumediène, les « Soldats de l'opposition algérienne ». Le S.o.a. a, lui aussi, commis plusieurs attentats contre des consulats algériens en Angleterre et en Italie.

Le résumé tout simple de ces liaisons indique clairement pourquoi le dossier des « guérilleros du Christ Roi » ennuie si fort Michel Poniatowski. Car il suffit de soulever une seule pierre pour découvrir, dessous, un bien curieux monde.

L'affaire Chabassier n'est pas la seule qui, au Pays basque, soulève des questions. Le 25 août 1975, par exemple, la douane française arrête à la frontière espagnole un commando de deux hommes, repris de justice connus des prisons espagnoles, dont la voiture contient des armes et des explosifs et une liste de 50 personnes à abattre sur le territoire français. Depuis ces arrestations, mutisme le plus complet

Pour les très rares « guérilleros du Christ Roi » qui ont connu les tribunaux français, l'indulgence la plus totale leur a été accordée. Quant aux enquêtes de la police sur la série d'attentats qui secouent depuis avril le Pays basque français, résultat : néant.

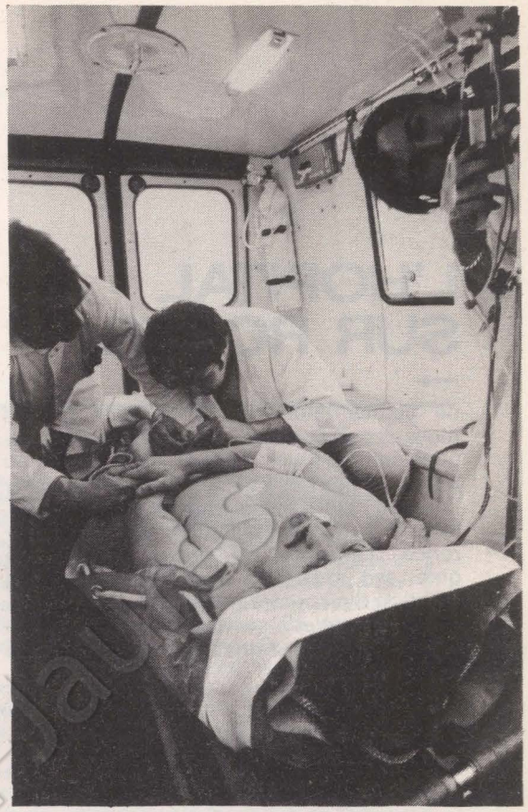
Un fait est révélateur des ordres que peut donner notre ministre de l'Intérieur aux policiers qui travaillent dans le Pays basque. Jour et nuit, la demeure privée du consul d'Espagne est gardée en permanence. Mais, en revanche, la même police a toujours refusé aux réfugiés basques le droit d'être armés, de même qu'elle lui a toujours refusé sa protection.

Décidément, Poniatowski s'applique à faire mieux que Raymond Marcellin.

NICOLAS BRIMO

L'HOPITAL SUR ROUES

Urgences



C'est pour répondre à des demandes nouvelles, résultant d'une société industrialisée (accidents de la route ou du travail, intoxications médicamenteuses, malaises cardiaques, etc.) que l'hôpital sort de ses murs.

Et si demain vous aviez besoin d'un secours d'urgence, parce que victime d'un malaise cardiaque, d'une intoxication grave ou témoin d'un accident de la route ? Pompiers, police urbaine, gendarmes, ambulances, médecins, qui appeler ? Et dans l'affolement, en réponse à l'angoisse qui voudrait qu'on évacue le plus vite possible l'accidenté, ne vaut-il pas mieux la patience ? Le temps nécessaire à une équipe spécialisée, renforcée d'un matériel lourd, d'organiser les secours. En l'occurrence, en faisant appel à un Service d'aide médicale d'urgence (Samu) qui alerte, s'il le faut un Service mobile d'urgence et de réanimation (Smur). Le médecin réanimateur dépêché sur place, aidé d'infirmiers, effectuera alors non seulement « le geste qui sauve », mais fera un diagnostic précis qui permettra l'accueil du patient dans l'hôpital le mieux équipé pour son cas. Aujourd'hui, un blessé entre les mains d'une équipe soignante, c'est comme s'il se trouvait déjà a l'hôpital — il suffit à Paris, par exemple, d'alerter le 17, la police, sinon le 18 : les pompiers !

Contre le temps perdu

C'est pour répondre à des demandes nouvelles, résultant d'une société industrialisée (accidents de la route ou du travail, intoxications médicamenteuses, malaises cardiaques, etc.), que l'hôpital sort de ses murs. C'est doucement qu'il s'organise, le plus souvent dans l'improvisation. En décembre 1965, une circulaire du ministère de la Santé annonçait la création des Samu. Lors de son passage dans ce ministère, Michel Poniatowski confirmait leur existence et en réclamait un par département. Mais les crédits et le personnel nécessaires n'ont pas suivi. Alors, on appelle aujourd'hui Samu-Smur des choses qui ne le sont pas. Qui plus est, leur efficacité est freinée par un appareil administratif lourd à remuer. Basé en général dans un hôpital important de la région, le Samu — on l'a vu — dépend du ministère de la Santé. En relation avec la sécurité civile et la police urbaine il doit tenir compte des directives du ministère de l'Intérieur ; avec les gendarmes et les pompiers, de celles des Armées ; pour l'utilisation d'Alouette, hélicoptères multi-opérationnels, il doit se plier aux impératifs du moment ; enfin, il travaille avec le secteur privé, médecins et Croix rouge.

Les rapports avec ces organismes divers ne sont pas toujours sans heurts, les rôles n'étant pas nettement distribués.

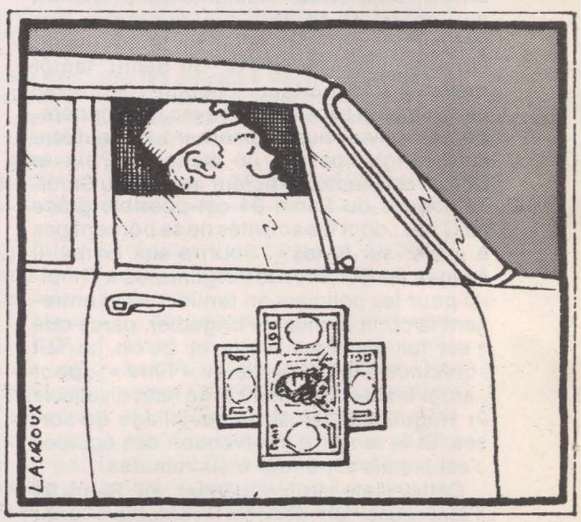
▶ La police urbaine : celle-ci tient, à juste titre, à conserver un rôle dans le traitement des urgences et ne pas s'affirmer seulement dans un rôle répressif. Elle est, à Paris, associée au Samu. Six « paniers à salade » — un par district — transformés en camions de réanimation, sillonnent la capitale. Deux agents de police, deux médecins, une solution bonne si toutefois cette association ne comportait une certaine ambiguïté. Parce que la police urbaine est appelée à participer au maintien de l'ordre, de quels côtés le Samu ramasserait-il les blessés en cas d'émeute ? Côté policiers ou côté manifestants ?

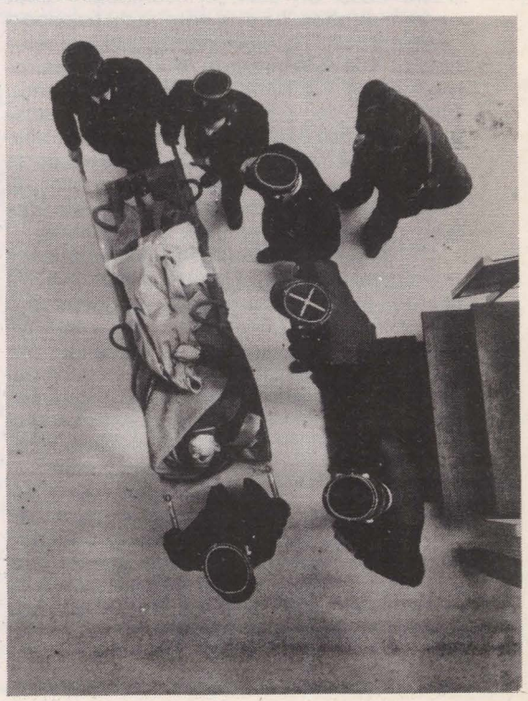
Et vers quel « hôpital » seraient conduits les manifestants? C'est une question qui reste entière puisque, lors de la manifestation antifranquiste du samedi 27 septembre, les voitures ont reçu l'ordre de rester à distance. Cela signifie-t-il que le ministère de l'Intérieur a des prérogatives sur le corps médical ? Ce serait grave et scandaleux qu'un service de secours ne puisse pas intervenir.

▶ Les pompiers : de tous temps, ils se sont occupés des victimes d'asphyxie. Puis ont secouru les noyés, les intoxiqués. Si la bouteille d'oxygène fait le plus grand effet sur les badauds, elle n'est pas toujours un recours suffisant pour les victimes. C'est la chaîne des soins qui doit être organisée, afin que les services d'accueil des hôpitaux prennent le relais.

Au C.h.u. Henri-Mondor, à Créteil, dans le Val-de-Marne, le Pr Pierre Huguenard dirige le département anesthésie-réanimation.

Le Samu 94 et les cinq Smur qui lui sont rattachés dépendent de son service. Ici, pas de « sous-médicalisation » ni de déplacement qui n'en vaille la peine. « Dès l'ouverture de l'hôpital, explique le Pr Huguenard, on s'est aperçu de la répartition choquante des urgences et du temps perdu aux portes des hôpitaux par manque d'organisation. Nous avons décidé d'utiliser au mieux les moyens existants. En tenant à jour un fichier qui établit la spécialisation des hôpitaux de la région et l'état des lits disponibles. Devant l'absence d'une politique de santé, les pouvoirs publics, d'un côté, multiplient





→

L'HOPITAL SUR ROUES

→

de petites unités de soins sans grands moyens ; d'un autre, ils construisent quelques centres plus complets, sans penser au transport des hospitalisés. On peut soutenir l'une ou l'autre thèse, cela peut se discuter. Mais ce qu'on peut critiquer c'est, en l'occurrence, l'absence de choix. C'est-à-dire qu'on fait un peu les deux. Un exemple : la création d'un centre hospitalier, sans matériel important et à qui il manque du personnel, pourrait payer une flotte d'hélicoptères lourds ! »

Il faut un filtre

Dans ce service, quatre enseignants, un anesthésiste et des étudiants qui préparent leur spécialité se partagent les tâches, les gardes de nuit. Lorsqu'on est tantôt médecin « régulateur » au P.c. du Samu, tantôt médecin-transporteur, l'horaire de travail est chargé et sans rapport avec la rémunération. Ce travail, dur et absorbant, ne peut être suivi longtemps par un médecin. Pour le Dr Pierre Hanote, directeur adjoint du Smur, l'efficacité du Samu 94 est possible grâce au C.h.u., dont les activités ne se bornent pas à « aller sur le tas ». Sourire aux lèvres, il évoque les conférences organisées à l'hôpital pour les policiers en tenue : « On entretient la compétence du brigadier, parce que c'est lui qui nous alerte et qu'on lui fait confiance. » Il fait partie du « filtre » : pour garder un secours médical de haut niveau, le Dr Huguenard refuse le gaspillage de sorties. Et le temps d'intervention des équipes n'est jamais supérieur à six minutes.

Cette règle stricte permet au Samu 94 d'être aussi un service « rentable » pour l'administration. Le prix horaire du transport revient à 317 F. La Sécurité sociale, qui rembourse 100 % à l'assuré, a fixé forfaitairement à 314 F le remboursement aux Samu. Elle rembourse à 87 % le nombre des transports du Samu 94. A Paris, elle ne couvre seulement qu'à 55 %. 45 % de ces transports n'étant pas jugés nécessaires, le prix de l'heure s'élève à 550 F. Et l'ensemble des Samu compte un déficit de 200 millions.

L'organisation des urgences, liée à la vie hospitalière, a des rapports étroits avec le secteur privé. Les urgences secondaires à domicile relèvent des médecins ou des organismes spécialisés (S.o.s. médecins par exemple). Il peut arriver encore aujourd'hui qu'un Samu soit utilisé sans vergogne par une clinique privée dans le cas par exemple du transport tardif d'un nouveau-né en mauvais état dans un centre de réanimation.

Mais la mise en place des services d'urgence en est à son début. Elle aura une répercussion sur la réorganisation de l'accueil en hôpital. Dans les difficultés qu'elle rencontre actuellement, elle est victime de la longue maladie des hôpitaux, qui se contracte aussi dans la rue.

MARTHE RIBBEIRA

Paris

Un tueur d'ormes Place des Vosges ?

« C'est le coup de lance de Montgomery qui a créé la place des Vosges», a écrit Victor Hugo. Ce sont les coups de poinçons d'inconnus qui la détruiront.

Au cours du dernier festival estival du Marais, des cascadeurs mimaient, dans le fracas d'une musique de Ben-Hur, le tournoi tragique du 30 juin 1559 au cours duquel Gabriel de Montgomery blessa mortellement à la tête le roi Henri II. Personne n'avait remarqué que les frondaisons des ormes prenaient des teintes précocement automnales. En août, les arbres étaient carrément dépouillés et les écorces des troncs tombaient, démasquant des perforations régulières à hauteur d'homme.

Pour le gardien du jardin, il n'y avait aucun doute : ces perforations avaient permis d'inoculer aux arbres une substance qui les fait périr. Par ailleurs, circulaient des rumeurs selon lesquelles des « promoteurs » envisageaient de construire un parking sous la place. Les deux faits n'ayant peut être aucun lien entre eux.

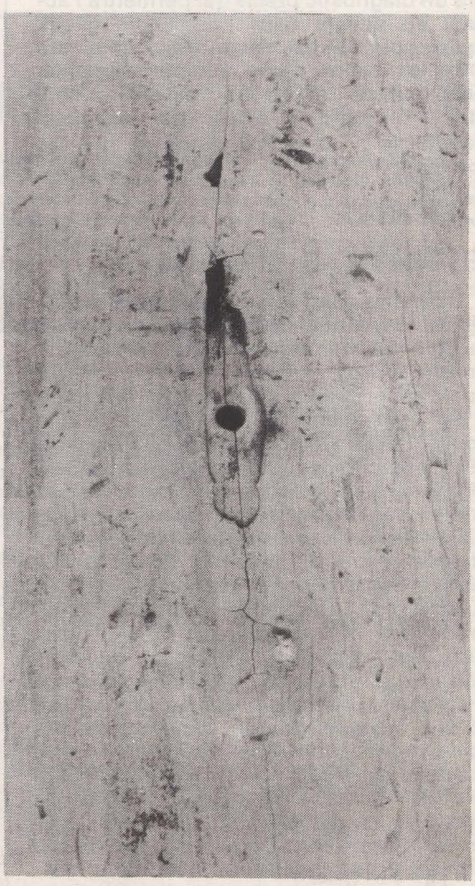
Or vendredi dernier, Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, annonçait qu'il allait remplacer les 172 ormes par 212 tilleuls. En expliquant que les tilleuls sont moins sensibles à la pollution ; mais sans faire mention des perforations. Et d'ajouter qu'« il n'envisage pas de créer un parking souterrain. » Les deux faits, là encore, n'avaient peut être aucune liaison entre eux.

Certes, la pollution a entrepris depuis plusieurs années des ravages que l'on observe un peu partout, du boulevard Arago au Champ de Mars. Elle mérite un traitement d'une autre nature que ce replâtrage, ce raccommodage superficiel que propose le Conseil de Paris pour la place des Vosges. Mais sur aucun des arbres dont les feuilles se dessèchent dès le mois d'août on n'avait, jusqu'alors, remarqué ces perforations régulières... Pourtant, une question se pose ! comment se fait-il que le Conseil n'ait pas été informé de l'existence de trous comme faits à la chignole ?

Aujourd'hui, c'est juré, on affirme qu'il n'y aura pas de parking. Espérons-le. Mais que propose-t-on ? La grille de fer forgé qui délimitait le jardin sera enlevée. La place sera-t-elle pour autant plus accessible et plus disponible pour les piétons ? A moins que les automobiles gagnent ainsi de l'espace. Ne prévoir pour la place des Vosges ni zone piétonnière ni emplacement pour les voitures, c'est mécontenter tout le monde à la fois ; et ce n'est certainement pas « rendre son panache » à l'ancienne place Royale, qui en a vu d'autres : Charles IX, puis Louis XIII limitaient le droit de « rouler carosse » sur demande du Parlement, autorisaient un nombre de chevaux suivant le rang du bénéficiaire. Les chevaux ont changé, certes. Mais le principe ?

M.-E.M.





changer la vie sociale et économique

LA JEUNESSE DANS LA RUE

« La jeunesse veut vivre ». C'était le mot d'ordre choisi par la C.g.t. et la C.f.d.t. pour la manifestation organisée le samedi 4 octobre. Le thème de cette journée : le droit au travail, en particulier pour les jeunes qui ont bien montré, en s'y associant en force, que c'est là leur préoccupation majeure. Ils sont venus plus de cent mille : près de la moitié étaient des femmes, deux tiers s'étaient déplacés de province. Les premiers sont arrivés vers 9 heures du matin place de la République, les derniers défilaient encore à la Nation à 19 heures.

Un rassemblement énorme donc, sans aucun incident, où toutes les régions de France étaient représentées. Et une chanson souvent reprise qui devrait faire réfléchir le gouvernement : « Giscard, t'as perdu, la jeunesse est dans la rue ».

FOYERS EN GREVE

Depuis début septembre 1975, les travailleurs logés dans 23 foyers de la région parisienne, appartenant à la Sonacotra, ont décidé une grève des loyers, suivant en cela l'exemple du foyer Salvador-Allende de Saint-Denis qui est en lutte depuis janvier 1975.

Ils exigent :

- ▶ l'arrêt des hausses de loyer abusives (ils devraient maintenant payer 356 F par mois pour 9 m² de chambre !),
- ▶ la suppression du règlement intérieur policier qui interdit le droit de visite dans les chambres et le droit de réunion à caractère politique ou syndical dans le foyer (ainsi les délégués que se sont donnés les travailleurs ne sont pas reconnus par la direction).

La majorité des résidents dans les foyers Sonacotra sont des immigrés ; la Sonacotra est une société d'économie mixte, ayant à sa tête un certain Claudius-Petit, député centriste de Paris, et l'une des sources principales de son financement est le Fonds d'action sociale (F.a.s.) alimenté par les allocations familiales dues, et non versées, aux travailleurs immigrés dont la famille est restée dans le pays d'origine.

Le Parti socialiste est solidaire de la lettre des travailleurs de la Sonacotra. Au-delà du soutien immédiat, il a commencé, comme en Seine-Saint-Denis, une campagne d'explication au sein de la population des cités entourant les foyers, pour expliquer le rôle que le capitalisme fait jouer aujourd'hui au sous-prolétariat des travailleurs immigrés dans le processus de production (ils sont les premiers touchés par la restructuration du capitalisme en cours ; on compte en moyenne 20 à 25 % de chômeurs parmi les résidents des foyers).

QUI A CASSÉ L'OTTAWA DE SOISSONS ?

De notre correspondant

A l'usine Ottawa-Electronique de Soissons, les machines sont réduites à l'inactivité et l'usine est occupée de jour comme de nuit par les travailleurs. Ceux-ci entendent ainsi protester contre les décisions brutales de fermeture de l'entreprise : décision qui a entraîné le licenciement collectif des 215 ouvriers, employés et cadres du siège social de Paris (37 bis rue Gauthey, dans le 17e) et 174 à l'usine de Soissons.

Et pourtant, Ottawa-Electronique est une entreprise nécessaire à l'économie française. Elle produit des composants électroniques haute fréquence destinés aux laboratoires. Elle n'a pas de concurrent en France dans ce domaine et ses principaux clients sont l'armée de l'Air, la Marine, Thomson, Alcatel, le ministère de l'Intérieur, les P.t.t. en sous-traitance, etc. — en fait, presque uniquement des marchés d'Etat. Elle exportait à peu près 30 % de sa production.

Du côté du conseil d'administration de l'usine, on déclare que la mise en liquidation d'Ottawa découle d'un bilan au passif trop lourd. La direction affirme que c'est la vétusté du matériel qui a fait « capoter » les projets de vente de l'usine aux différents industriels qui en avaient successivement manifesté l'intention.

Cette analyse de la situation est vivement contestée par la section syndicale C.g.t. dont les porte-parole sont catégoriques : « Les carnets de commande sont normalement remplis et de ce côté, l'usine était parée jusqu'à la fin de l'année. La spécialisation d'Ottawa fait que l'entreprise ne peut pas manquer de clients. » Les délégués du personnel n'hésitent pas à dire : « En vérité, la fermeture d'Ottawa entre dans le cadre d'une politique gouvernementale qui tend à favoriser les grandes concentrations capitalistes. Nous craignons que le relais d'Ottawa ne soit pris par des groupes financiers étrangers. »

L'occupation des locaux par le personnel licencié vise surtout à éviter que ne soit définitivement maintenue la fermeture de l'usine. La section de Soissons du P.s. à apporté tout son soutien aux travailleurs d'Ottawa et exige avec eux que les pouvoirs publics trouvent rapidement une solution de rachat, afin que l'entreprise reprenne son activité.

BERNARD LEFRANC

DIALOGUES A CHAUD

Les hommes de gauche ont trop peu souvent l'occasion d'exprimer leur avis à la radio-télévision pour qu'on ne signale pas les exceptions. Ainsi le magazine Dialogues, sur France-Culture, chaque mardi à 20 heures. L'émission de Roger Pillaudin revêt, tout au moins pour nos lecteurs parisiens, un intérêt supplémentaire : elle est enregistrée en public tous les mercredis soir (21 heures) à la Maison de la radion studio 105. Mercredi, Régis Debray et Jean-Pierre Faye dialoguaient ainsi sur « L'écrivain et la révolution ». Mercredi prochain, ce seront Jean Elleinstein et Alfred Grosser à propos du stalinisme puis, le 22 octobre, Michel Rocard et Jean-Paul Escande sur « Politique et médecine ».

NON AU TRAVAIL AU RENDEMENT

Une victoire intéressante que celle remportée par les 1 200 employés de l'usine Petercem à Villeurbanne. Dans cette entreprise d'appareillage électrique, où le personnel est en majorité féminin, les salariés se sont révoltés contre le travail au rendement. Et ont gagné.

Depuis un an, leurs conditions de travail ne cessaient de se dégrader : des réductions d'horaire de plus en plus fréquentes (36 heures, parfois même 32), sans la moindre compensation de salaire. Des effectifs de plus en plus réduits. Et une production pratiquement identique, c'est-à-dire des cadences de plus en plus pénibles. Enfin, en même temps qu'elle réduisait les horaires, la direction a instauré le salaire au rendement.

Au bout d'un an de ce traitement les ouvriers en ont eu assez. Ils se sont mis en grève. Une grève dure avec occupation d'usine qui a duré une semaine, avant que la direction ne se décide, le 29 septembre, à engager des négociations et à donner satisfaction aux grévistes : les accords signés prévoient en effet la suppression pure et simple du travail au rendement.

« DEMOCRATIE ET UNIVERSITE », MOUVEMENT ASSOCIE AU PARTI SOCIALISTE

organisera le mercredi 15 octobre à 20 h 30
44, rue de Rennes, 75006 PARIS (métro Saint-Germain-des-Prés)

un débat sur le thème :

Le Portugal, l'Italie : la stratégie de l'Union de la gauche.
avec la participation de :
★ CLAUDE ESTIER, Secrétaire national du P.s., directeur de la rédaction de « l'Unité »
★ JEAN PRONTEAU, Délégué général du P.s. chargé de l'Iser (Institut socialiste d'études et de recherches)
★ HUGUES PORTELLI, universitaire, spécialiste des problèmes politiques italiens.

Réalités culturelles en U.r.s.s.

I. UNE BOULIMIE



Queue d'un kilomètre de long pour voir l'exposition des peintres non-conformistes.

De notre envoyé spécial

Les derniers jours de septembre ont l'air d'annoncer un nouvel été : Moscou se prélasse encore sous le soleil. Les pavés qui avaient tant ébloui Neruda lors de son premier voyage en Union soviétique ont disparu depuis longtemps : le macadam l'a emporté sur la poésie. Tout ce samedi, l'avenue Gorki va rester fermée à la circulation : on bitume la chaussée et les trottoirs ; au pied de la statue de Maiakovski progressent lentement d'énormes engins noircis qui laissent derrière eux un tapis fumant. A l'ombre des murs du Kremlin, dans un buisson tranquille, une vieille femme distribue des petits carrés de viande à quelques chats errants. Les gares sont prises d'assaut : les Moscovites partent à la campagne, qui pour deux jours dans sa datcha, qui pour quelques heures de promenade à travers les forêts jaunissantes. « Tu viens aux champignons avec nous ? », m'ont proposé hier des amis français. Impossible d'accepter : j'ai réussi à obtenir un billet pour aller voir la dernière représentation de « Dans une ville parisienne, à Londres... ». C'est un spectacle du Théâtre Vanemouine d'Estonie. C'est joué en langue estonienne avec traduction simultanée en russe. Le rideau va se lever à midi.

J'arrive boulevard Tverskoï vers 11 h 30. Des centaines de personnes attendent devant un gigantesque édifice flambant neuf : une façade futuriste couverte de tuf d'Arménie, couleur tabac. C'est le cadeau que l'Etat a fait au Théâtre d'art pour le 75e anniversaire de sa création : une salle de 1 500 places, à ajouter aux deux scènes déjà existantes qui virent travailler, entre autres, Anton Tchekhov et Maxime Gorki. La télévision est là qui va tout enregistrer. Presque tous les fauteuils sont déjà occupés. Je me fais aborder plus d'une dizaine de fois : « Vous n'avez pas un billet ? » J'aurais pourtant cru que tout le monde était parti cueillir des champignons...

Je n'aurais pas dû être surpris. Dès mon arrivée, le phénomène m'avait stupéfait : de longues files d'attente au hasard de la ville. De mauvaises langues occidentales m'avaient raconté : « Quand l'approvisionnement arrive des campagnes, tu verras les files d'attente... » Je n'ai rien vu de tel, j'ai seulement constaté une affluence plus ou moins grande selon les heures, dans les petits magasins de quartier ou dans les « grandes surfaces » comme le Goum. Par contre, j'ai tout de suite repéré ces queues interminables qui signalaient... des théâtres, des musées ou des cinémas ! La première fois, c'était devant la galerie Tretiakov, où sont réunis les chefs-d'œuvre de l'art plastique russe et soviétique, des éblouissantes icônes de Roublev aux créations contemporaines ; à trois heures de l'après-midi, les gardiens canalisaient, devant la grille d'entrée, des centaines de candidats à la visite. A l'intérieur, des hordes de lycéens et de « pionniers » perturbaient de leurs commentaires bruyants la progression hésitante des touristes et les cours d'Histoire de l'art donnés sur place aux étudiants. J'ai retrouvé ce même serpent humain, cette même houle piaffante devant le Musée Pouchkine qui accueillait, en plus de ses richesses habituelles, 400 toiles du Metropolitan Museum ; là, à peine descendu du métro à la station Kropotkinskaia, j'ai été pris amicalement d'assaut par de jeunes garçons, de jolies filles et des couples vénérables ; toujours la même question : « Avez-vous un billet pour le Pouchkine ? »

Un soir, rue Bronaia, je me rendais au théâtre du même nom, où une troupe jouait un « Don Juan » de Molière très modernisé et en même temps très russe (Sganarelle y était affublé du costume ancestral du moujik). La meute était plus clairsemée, mais la supplication ne variait pas : « Vous n'auriez pas un billet ? », demandait-on indifféremment en russe, en français ou en anglais. Un autre jour, jusqu'au dernier moment, je n'ai pas su si j'aurais une place pour le Théâtre Maly, où, depuis deux ans, tout Moscou court pour voir « Le Tsar Fédor Ivanovitch » de Tolstoï ; j'avais pourtant en poche une belle lettre de recommandation du ministère de la Culture...

Dès l'école

Dimanche. Une grande place loin du centre de Moscou. Au fronton d'une triste bâtisse en béton armé : « Kinoteatr » (comprenez : cinéma). J'y suis d'abord passé en début d'après-midi, vers 14 heures : pas un chat, pas un promeneur. A 16 h 30, la place grouillait d'une masse impatiente. La séance devait commencer à 17 heures ! Le même jour, au Parc des expostions des réalisations de l'Economie nationale de l'U.r.s.s. : les peintres « non-conformistes » y ont accroché leurs toiles, tout près des machines agricoles. Ni la presse écrite, ni la radio, ni la télévision soviétiques ne l'avaient annoncé. Pas une affiche dans Moscou. Je crois venir à un salon de petit comité, à une exposition quasi clandestine. En fait : un kilomètre de queue ! Par groupes d'une cinquantaine de personnes, le public est contenu par la milice ; on le « libère » vague par vague, comme le ressac à l'usine marémotrice de la Rance.

Tout commence dès l'enfance. Quelques exemples suffiront pour comprendre la manne qui arrose les jeunes Soviétiques dès leurs premières années. En U.r.s.s., un jeu de loto vaut 4 kopecks (2,40 F) ; il est en quatre langues : russe, anglais, allemand et français. Les « premier livres » regroupent tous les contes et tous les classiques possibles du monde entier ; le volume ne coûte que 20 kopecks. Toutes les matières artistiques sont enseignées dès l'école primaire. Tous les enfants visitent les musées pendant les heures d'enseignement ; il y a plus de 1 200 musées en Union soviétique. Tous les enfants peuvent aller au théâtre ; il y a 150 théâtres pour enfants en Union soviétique. A Moscou, cette année, le Théâtre Lyrique pour enfants — un des seuls du genre dans le monde — a présenté successivement « La boîte à joujoux » de Debussy, « Dans les forêts du Brésil » de José Siqueira, « Le petit prince » de Saint-Exupéry et « La boulette de pain » d'après un conte russe.

Les habitudes culturelles sont, de la sorte, vite prises. Et, pour ceux qui veulent en faire l'essentiel de leur vie, rien de plus facile. L'enfant qui exprime le désir de devenir écrivain, comédien, cinéaste ou musicien est aussitôt exaucé. C'est une réalité difficile à saisir pour un Français : chez nous, les « carrières » artistiques sont réservées aux seuls enfants dont les parents peuvent financer les études. En Russie, du temps des tsars, c'était ainsi : en 1917, il n'y avait que 5 conservatoires de musique. Aujourd'hui, en U.r.s.s., plus de 6 000 écoles forment chaque année plus d'un million de musiciens... qui ne resteront que des amateurs ! Et, dans le même temps, près de 300 collèges enseignent la musique à 120 000 élèves qui souhaitent devenir professionnels. Au bout du compte, une quarantaine d'établissements supérieurs forment, par cycles de cinq années, ceux qui deviennent les choristes, les instrumentistes, les chefs et les compositeurs : ils sont actuellement plus de 80 000 en Union soviétique. Le résultat n'est pas élitaire : derrière les créateurs et les exécutants, ils sont des millions de mélomanes.



A l'intérieur du Parc des Expositions des réalisations de l'Economie nationale de l'U.r.s.s. où sont exposées les toiles.

La musique soviétique ne se résume ni par son passé brillant (Rimsky-Korsakov, Prokofiev...) ni par ses contemporains illustres (Chostakovitch, Rostropovitch et Richter). Elle s'embrasse avec toutes ses composantes actuelles : des mélomanes et des musiciens en kyrielles pour la partager, des concerts quotidiens pour la faire vivre, des chaînes de radio et de télévision pour la diffuser à toutes les heures du jour. Au total, un éclectisme étonnant : dans la bousculade du magasin Melodia, on s'arrache aussi bien les enregistrements folkloriques des Républiques les plus reculées que l'intégrale de Chaliapine (un coffret de dix 33 tours pour 11 roubles, soit 66 F) ou le dernier disque du Brassens soviétique, Vladimir Vissotsky.

De même le cinéaste ne connaît-il plus l'isolement qui fut celui d'Eisenstein une partie de sa vie. L'Institut du cinéma a fait son œuvre : deux générations en sont déjà sorties. En France, parmi les plus de 30 ans, on connaît Mikhalkov-Kontchalovski et Tarkovski ; on va découvrir le cadet des Mikhalkov, Nikita de son prénom, avec le film « Nôtre parmi les autres », où il utilise le schéma du western pour parler de la réalité soviétique ; mais on ne sait rien des Klimov, Ilienko, Chepietko et autres Kira Mouratova. Mais on ignore tout des plus jeunes : Serioja Soloviov, Kroupko, Khandamov, etc. Mais on commence seulement à entrevoir les richesses du cinéma des différentes nationalités de l'U.r.s.s. **(voir « l'Unité », n° 171).** Là encore, cette prolifération s'explique : l'Union dispose de 42 studios ; chaque République en possède un, deux, voire trois ; la Géorgie a le sien, le Kazakhstan aussi, l'Ousbékistan également. Ce sont d'ailleurs des instruments de travail assez extraordinaires : dans certains, des avions peuvent voler pour faire des « effets spéciaux » ; au studio de Yalta, on monte actuellement un complexe marin où pourront se tourner tous les films sur la mer ; le studio central de Moscou dispose en permanence d'une base militaire et d'un détachement complet pour les films de guerre ; à Leningrad, on a récemment reconstitué au studio un jardin fantastique qui ferait pâlir de jalousie les « manitous » de la Columbia ou de la Warner... Après cela, on s'étonne moins que Nikita Mikhalkov annonce pour bientôt « l'avènement d'un jeune cinéma soviétique qui ne sera plus fait de réalisateurs-fonctionnaires en quête de médailles et qui, maîtrisant la technique, s'attachera moins à enseigner qu'à faire sentir et à donner la possibilité de choisir. » En attendant cette promesse, Moscou dispose déjà d'une belle infrastructure : quelque 180 salles, dont une quinzaine réservées aux programmes pour enfants.

La « matière première » du cinéma et du théâtre, ce sont les comédiens. Ils font l'objet de la même attention que les musiciens : 22 écoles supérieures d'art dramatique fonctionnent actuellement en U.r.s.s. Pour la seule ville de Moscou, il faut citer : l'Ecole Lounatcharsky, l'Ecole du Théâtre Maly, l'Ecole du Théâtre d'art et l'Ecole du Théâtre Vakhtangov. Les enseignants de l'Ecole Lounatcharsky viennent de tous les grands théâtres de Moscou, tels Youri Zavadski (directeur du Théâtre Mossoviet) et Andreï Gontcharov (du théâtre Maiakovski). J'ai visité l'Ecole Vakhtangov, j'ai suivi des cours. Dans les classes de M. Elvova (1re année) et de Youri Stromov (2e année), j'ai assisté à des travaux d'improvisation d'une liberté qui eût scandalisé les vieux barbons qui mènent la vie dure à Jacques Rosner au Conservatoire de Paris. J'ai parlé avec des élèves d'Irina Eleeva (qui enseigne la littérature française) : tous connaissaient parfaitement Racine, Corneille et Molière, mais aussi Beckett, Sartre, etc.

C'est de l'Ecole Vokhtangov qu'est parti un jour un professeur nommé Youri Lioubimov, emmenant une partie de ses élèves. C'était en 1963. Ils sont allés s'installer au Théâtre du Drame et de la Comédie de Moscou, situé place de la Taganka, une salle que le public désertait. Aujourd'hui, toute l'U.r.s.s. réclame la Taganka et son directeur, Lioubimov, qui est devenu à la fois le Vilar et le Planchon soviétique. Aujourd'hui, Lioubimov est invité, pour signer des mises en scène, en R.d.a. ou à la Scala de Milan. Ses spectacles mélangent tous les genres : musique, drame, pantomime, théâtre d'ombres, etc. Grâce à lui, le public aborde un théâtre qui a fait la synthèse de Stanislavsky, de Meyerhold et de Brecht, qui est à l'avant-garde du travail théâtral dans le monde.

Razzia sur les billets

On comprend, dira-t-on, que la Taganka soit prise d'assaut ; mais pourquoi les autres théâtres ? Pourquoi ne trouve-t-on pas de billets pour le Théâtre de la Satire ou le Grand Théâtre Gorki, par exemple ? La réponse est fort simple : il existe, dans Moscou, 17 grosses Maisons de la Culture ; auxquelles s'ajoutent une Maison par quartier (soit une trentaine au total) et une Maison par entreprise. Ces Maisons ont leurs activités et leur programmation propres, elles entretiennent même des troupes de théâtre amateur (Dostoievskaia, une petite nièce de Dostoievski, en dirige une, le Théâtre poétique, rue Leznaia) ; surtout elles servent de billeteries à leurs adhérents ; et ce sont ces collectivités qui, des mois à l'avance, font la razzia des billets. Imagine-t-on le comité d'entreprise de Renault-Billancourt truster une partie des places des théâtres parisiens ? Sans compter que les clubs agissent comme les Maisons de la Culture : il y en avait déjà 133 000 en U.r.s.s. en 1972 !

Ces Maisons de la Culture et ces clubs jouent évidemment un rôle prépondérant dans la vie quotidienne des Soviétiques. Tout comme la télévision. De même que les livres. On a souvent pu lire et écouter cette affirmation : « Le premier des marchés noirs en U.r.s.s., c'est celui des livres. » Les livres manquent-ils ? Sont-ils en nombre insuffisant pour la quantité de lecteurs potentiels ? Regardons les chiffres des tirages : les poèmes de Pasternak ont été tirés à 40 000 exemplaires, « Don Juan » de Byron à 150 000, les « Œuvres choisies » de Maiakovski en 3 volumes à 100 000, des recueils de tel ou tel jeune poète contemporain à 20 000 ou 30 000. Pour une population de 250 millions d'habitants, cela peut paraître bien peu. Mais c'est oublier où vont les livres : ils sont achetés en priorité par les bibliothèques et, ainsi, mis à la disposition de tous. Il y a une crise du papier en U.r.s.s. et les gosses organisent la collecte des vieux journaux et papiers, des chiffons, qui sont réutilisés. Pour suppléer à ce manque, on compte 129 000 bibliothèques dans le pays ! Pas moins qui s'ajoutent aux 600 théâtres, aux milliers de salles de cinéma, aux milliers de sculptures qui foisonnent sur le bord des routes, sur les places, au fronton des bâtiments publics : un véritable bouillon de culture permanent qui explique la boulimie. Pourquoi les Soviétiques ne profiteraient-ils pas de tout ce qui est mis à leur disposition ?

Comme je quittais Moscou, un avion était annoncé qui transportait Michel Guy, secrétaire d'Etat français à la Culture. Espérons qu'il aura pris là-bas quelques leçons. Et qu'il les aura retenues.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

La semaine prochaine : II. - La culture et les libertés.



changer la vie culturelle

Livres
L'OUTIL « QUE LIRE ? »

« Que lire ? » : ce titre est un clin d'œil, mais justifié. Le militant qui, de la gauche à l'extrême gauche, s'engage aujourd'hui dans la lutte pour le socialisme doit nécessairement se donner une culture théorique. Le casse-tête commence pour lui sur le champ : que lire ?

L'ouvrage des Editions et documentation internationales (29 rue Descartes, Paris 5e) vise à combler cette lacune. On ne connaît pas assez cette maison où érudition et militantisme (d'extrême gauche, toutes variétés réunies) font bon ménage. Elle a pourtant fourni la traduction de textes du plus haut intérêt (Radek, Preobrajensky, mais aussi Otto Bauer, sans compter un inédit de Marx et la série, encore incomplète, des procès-verbaux des congrès du Komintern). Avec « Que lire ? », elle offre un outil indispensable : une bibliographie à peu près exhaussive des livres (mais non des articles) parus en français (dans le texte ou en traduction) sur tous les problèmes du mouvement ouvrier : Histoire, théorie, idéologie, économie, perspectives, etc. En tout 800 titres, dont 400 sont analysés de façon le plus souvent remarquable.

Un exemple — mieux, un modèle : la notice de quatre pages consacrée par Robert Paris au « Capital » de Marx. Une leçon aussi : on a toujours tort, à gauche, de ne connaître les écrits des « vaincus » que par le truchement des critiques des « vainqueurs » : tort de ne connaître « Terrorisme et communisme » de Kautsky que par la critique — si peu lucide, au fond — de Trotsky ; tort de ne connaître les écrits de l'ultra-gauche néerlandaise (Pannekoek, notamment) que par les déformations insultantes de Lénine (dans « La maladie infantile »). La sérénité des auteurs, dont la plupart sont pourtant politiquement très engagés (citons Pierre Broué, Bröhm...), et le pluralisme tolérant qui a inspiré leur démarche conseillent la lecture d'un tel ouvrage et font espérer une mise à jour périodique.

J.-P. M.

Télévision
LE COUT DE LA COULEUR

A la fin de 1975, les programmes de T.f. 1 seront entièrement en couleur. Mais seuls les Parisiens pourront en profiter immédiatement. La coloration ne sera que progressivement étendue à toute la France, pour être achevée en 1980. L'ensemble de l'opération coûtera 575 millions de francs. Mais tout ne se fera pas sans problèmes. Le gouvernement a en effet choisi la « duplication » : T.f. 1 émettra simultanément sur deux réseaux jusqu'en 1980, en noir et blanc sur 819 lignes (comme maintenant), en couleur sur 625 lignes. Et, en 1981, le réseau de 819 sera brusquement abandonné ; conséquence : 2 à 5% des téléspectateurs perdront immédiatement toute image de T.f. 1. Le gouvernement envisage alors d'indemniser les usagers spoliés. Ce qui portera le coût de l'opération à près de 800 millions de francs ! Sans que, pour autant, les intéressés se sentent moins lésés : comment une indemnisation égale au prix d'un vieux téléviseur noir et blanc pourra-t-elle permettre aux téléspectateurs concernés d'acheter un téléviseur couleur ?

Colorer à tout prix et à toute vitesse dans la conjoncture actuelle est manifestement un luxe. Un luxe, mais pas un hasard : l'opération satisfera d'abord les industriels, surtout la Thomson C.s.f., qui va assurer l'opération de duplication. Cette remarque a été faite à Rossi, porte-parole du gouvernement. Il a répondu que le réseau d'émetteurs de T.f. 1 est atteint par la limite d'âge et que, de fait, puisqu'il faut bien songer à le renouveler, autant le faire en colorant directement. Mais n'est-ce pas le même André Rossi qui, en mars 1975, lors de l'inauguration du nouvel émetteur de Roc-Trédudon (détruit par un attentat un an plus tôt), affirmait que la France disposait désormais d'un réseau d'émetteurs exemplaire ?

Théâtre
L'INVASION QUEBECOISE

Le théâtre québécois, en ce début de saison, envahit la France. En plusieurs temps. D'abord avec la création à la Cartoucherie de Vincennes, par le Théâtre de la Tempête, de « Citrouille », de Jean Barbeau. Une pièce sur la condition de la femme, qui constitue un beau pied de nez à la très officielle Année de la femme.

D'où un marivaudage politique plein d'humour et de santé : trois filles kidnappent un industriel connu et lui montrent, pendant trois jours, de quel bois elles se chauffent. Elles lui font savoir que la gent féminine ne se classifie pas arbitrairement en « légitimes d'un côté et salopes de l'autre ». Elles tarabustent en lui le mâle avantageux, le mari tranquille, le patron protecteur et l'homme de culture adepte de spectacles « guillerets ». Bref, elles désarticulent, par un jeu cruel, son système de valeurs. Les outrances ne plairont pas à tous. Mais pourquoi Shakespeare aurait-il seul le droit de s'y adonner ? « Citrouille », au départ, n'était qu'une pièce de commande. Barbeau l'a remodelée à plusieurs reprises. Mis en scène par Dominique Serreau, les comédiennes Coline Serreau, Huguette Faget, Monique Tarbès et le comédien Gabriel Gascon lui insufflent le poids de leur vie respective.

En même temps, au Théâtre Saint-André des Arts (9 place Saint-Michel), « La duchesse de Langeais » de Michel Tremblay est jouée dans une mise en scène de Micheline Servin. Viendront ensuite une série de manifestations, organisée par l'Atac à Paris et en province. Un véritable événement : quatre journées complètes au Théâtre de l'Est parisien du 27 au 30 octobre ; une journée à la Comédie de Caen le 3 novembre ; une journée à la Maison de la Culture d'Amiens le 4 novembre. Huit auteurs québécois (parmi lesquels Jean Barbeau, Michel Garneau, Michel Tremblay et Robert Gurik) seront là, accompagnés de huit comédiens et deux metteurs en scène. Ils présenteront huit pièces en « lectures -spectacle » un film sur le théâtre pour enfants au Québec, un spectacle d'une jeune troupe québécoise et trois « diaporamas » d'auteurs. Le tout constituant un panorama assez complet de l'aventure théâtrale au Québec aujourd'hui.

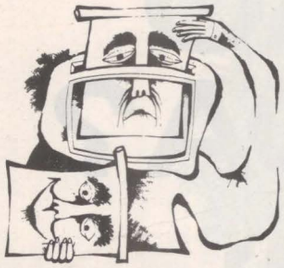
J.-P.L.

Animation
A LA PORTE !

Cité qui fait un effort remarqué pour les activités artistiques **(voir le n° 165 de « l'Unité »)**, Avignon compte désormais un groupement culturel de plus : l'Annecy Jazz action (Aja) s'y est réfugié. Tant mieux pour les Avignonnais. Et tant pis pour les Annecéens : c'est leur municipalité Centre démocrate qui (en ne lui accordant aucune subvention et en la déclarant indésirable dans les établissements scolaires) a contraint à l'exil cette dynamique équipe. C'est elle qui, six années durant, a entretenu à Annecy une constante vie musicale, qui déborda bientôt les limites de son appellation originelle : concerts, cours de musique, films, pièces en collaboration avec le Théâtre éclaté, bibliothèque, discothèque, journal gratuit, etc. Aussi, l'Aja est-elle l'un des exemples clés de véritable animation culturelle évoqués par Jean-Claude Lartigot et Eric Sprogis dans le très remarquable « Libérer la musique » qu'ils viennent de publier aux Editions universitaires — analyse fouillée de la fonction de la musique, qui est aussi un outil militant afin de faire de l'art un authentique langage collectif.

L'Aja avait aussi commis le péché de se constituer en communauté autogérée... Péché que la municipalité réactionnaire d'Annecy pouvait, moins que tout autre, supporter.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI
10 OCTOBRE

La deuxième émission de « Mais c'est de l'homme qu'il s'agit » : après la Sibérie, un autre « continent oublié », l'Australie (21 h 20, F.r. 3).

« Les poupées du diable » : un bon film d'un des maîtres du cinéma fantastique, Tod Brown, sur un scénario de Stroheim (22 h 35, A 2).

SAMEDI 11

Un « essai » ironique dans la série Cinéma 16 : « Esquisse d'une jeune femme sens dessous-dessus » (20 h 30, F.r. 3).

« Numéro un » : Serge Reggiani (20 h 30, T.f. 1).

« Le troisième quart de siècle » : les archives sonores de la petite et de la grande Histoire (17 h 30, France-Culture, tous les samedis).

DIMANCHE 12

Les beaux jours du colonialisme et du militarisme anglais : « Les quatre plumes blanches » de Zoltan Korda (14 h 50, A2).

Rendez-vous avec Félix Leclerc (16 h 45, A2).

Football : R.d.a.-France (18 h, T.f. 1).

« La piscine » : le film qui a lancé Jacques Deray, l'auteur de « Flic Story » (20 h 30, T.f. 1).

Par la Compagnie Jean-Pierre Vincent-Jourdheuil : « La noce chez les petits-bourgeois », farce caustique de Brecht (20 h 30, F.r. 3).

« Les médecins sont-ils dangereux ? » : Le Pr Escande au magazine Questionnaire (22 h 30, T.f. 1).

LUNDI 13

Dans la série F comme femme : « Etre mère » (21 h 45, A 2).

Gilbert Badia parle de Rosa Luxemburg (9 h, France-Culture).

MARDI 14

Suivi d'un débat (« Le Vietnam sans l'Occident »), le premier film — signé Raoul Coutard — que nous donne la télévision sur le nouveau Saigon : « La ville étranglée » (20 h 30, A 2).

Gérard Monate et Roger Borniche passent aux aveux au magazine De vive voix (22 h 15, T.f. 1).

MERCREDI 15

Un couple, l'éloignement... La troisième partie de « Cécile ou la raison des femmes » (20 h 30, T.f. 1).

Au magazine C'est-à-dire : les femmes de Moscou (21 h 25, A2).

Emission-portrait sur Jiri Pelikan — voir notre précédent numéro (22 h 20, T.f. 1).

JEUDI 16

Le film qui a révélé Ken Russell : « Love », d'après D.H. Lawrence (20 h 30, F.r. 3).

« Au temps de la vieillesse », un dossier l.t. 1 sur les responsabilités dans le drame de l'hospice (21 h 30, T.f. 1).

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot



Livres

POLITIQUE

*** Roland Huntford : Le nouveau totalitarisme (Fayard).**

Le revers de la médaille suédoise. Dommage que l'analyse des défauts réels de l'expérience de société menée en Suède tourne systématiquement au pamphlet. Et que, pour construire sa thèse (un pays qui glisse dans le totalitarisme bureaucratique style « Meilleur des mondes »), l'auteur joue du paradoxe à tout prix.

CINEMA

*** Spécial rentrée de « Cinéma 75 ».**

Un gros numéro double contenant au moins 4 pièces remarquables (le cinéma indien, une enquête sur le porno, des études sur Carlos Saura et sur « La chienne » de Renoir).

*** Roland Lacourbe : Laurel et Hardy (Seghers)**

Comiques limités ou victimes d'une injustice critique ? Une évocation très vivante des héros de cette « saga du cafouillage et de la catastrophe ».

ROMANS

*** Elia Kazan : Le monstre sacré (Stock).**

La 3e œuvre du romancier-cinéaste de « L'arrangement ». Vu par l'œil lucide du « métèque » Kazan, le monde cruel du théâtre new-yorkais et, allégoriquement, le monde cruel de l'Amérique.

*** Michel Gauthier : L'écume des jours, de Boris Vian (Hatier).**

Par un universitaire qui, Dieu merci, a — en plus — pour Vian la compréhension du cœur, l'approche la plus pénétrante d'un livre qui n'a pas fini de fasciner les jeunes générations.

*** Pierre Louÿs : Manuel de civilité (Euredif).**

Bonne idée que d'avoir réédité cette cocasse fantaisie érotique de l'auteur du « Roi Pausole ».

*** Daniel Stern : L'académie du suicide (Stock).**

Stern s'est offert, pas moins, un avant-propos d'Elie Wiesel et une préface d'Anaïs Nin. Intelligent et sensible, mais strictement réservé aux amateurs d'introspection et de culture du souvenir.

SOCIETE

***Rémi Hess : La socianalyse (Editions universitaires).**

Une prétention nouvelle dans le domaine des sciences humaines : mettre à jour l'inconscient politique des institutions et des relations humaines.

***Gérard Mérat : Moi, un médecin (Stock).**

Loin des mandarins, loin des chirurgiens célèbres et adulés, voici la médecine au quotidien dans les banlieues de Paris.

***Emma Santos : La punition d'Arles (Stock).**

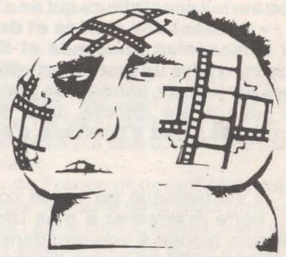
Une femme tourne en rond dans le désert sans couleur d'une cellule psychiatrique. Authentique et poignant.

*** Pierre Deyon : Le temps des prisons (Editions universitaires).**

Essai sur l'histoire de la délinquance et les origines du système pénitentiaire.

***Dr E.A. Maury : La santé par le vélo (Editions du Jour).**

Un spécialiste de l'homéopathie et de l'acupuncture met en valeur les avantages du vélo pour les fonctions humaines : respiration, circulation, élimination, etc. Ce qui n'a rien à voir avec quelque snobisme passager.



Cinéma

*** Robert Enrico : Le vieux fusil.**

En 1944, un chirurgien bien tranquille se venge du massacre de sa femme et de sa fille par un commando de SS. Avec un acharnement méthodique. La vengeance se teinte d'amour, de tendresse et palpite au rythme des souvenirs de bonheur radieux, tout en donnant à la violence spectaculaire la part belle qu'Enrico aime lui octroyer.

*** Juan Bunuel : Léonor.**

Un seigneur du Moyen Age voit ressurgir du tombeau le fantôme de son épouse décédée dix ans plus tôt. Une histoire d'amour, d'outre-tombe et d'envoûtement.

*** Gérard Valet : La fleur et le fusil.**

Un journaliste de la télévision belge a promené sa caméra dans le Vietnam de la fin de l'année 1974, au moment de la reprise des activités industrielles et artisanales. Un document.

*** Claude Makovski : Il faut vivre dangereusement.**

Un détective privé bien français pris dans un tourbillon de filatures. Claude Brasseur et Annie Girardot animent ce pastiche bien enlevé.

«COMPANERO PABLO NERUDA? PRESENTE !»

Nous étions au début de l'automne. A la fin d'octobre 1972. Au Chili, l'Unité populaire tenait bon. On ne parlait pas encore du travail de sape, du sale boulot dans l'ombre que faisaient en chœur I.t.t., la C.i.a. et Kissinger. Mais un événement inquiétant venait de surgir à l'horizon tel un oiseau de mauvais augure : la compagnie américaine Kennecott entendait s'opposer au débarquement du cuivre chilien dans les ports européens. Nous étions au début de l'automne : les Ballets du Chili donnaient une fête colorée au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Pablo Neruda, malade et fatigué, était là, présent mais anonyme, discrètement installé dans l'ombre d'une cabine technique, ignoré des spectateurs. Dans quelques jours, il allait rentrer au Chili, abandonnant son ambassade à Paris. Sa voix blanche et angoissée tomba sur les spectateurs qui ne s'y attendaient pas : « Pendant des années et des années, les deux compagnies Anaconda et Kennecott ont tiré de mon pays un profit d'un million et demi de dollars par jour. Et, pendant ce temps-là, la vie de mon pays a été difficile, très difficile : nous n'avons pas assez d'hôpitaux, d'écoles, de chemins de fer, de routes ; de tout ce dont on a besoin pour la dignité et la création humaines. Et voilà maintenant que ces pirates osent intervenir en France pour empêcher la vente de notre cuivre ! (...) Il n'y a pas un seul Chilien dans mon pays qui ne soit conscient de l'énorme violence avec laquelle on nous attaque. Mais sachez que nous répondrons sur tous les terrains « jusqu'à la dernière goutte de sang », comme l'a dit le président Allende. Je vous salue fraternellement et je vous dis au revoir. Je vous dis au revoir en français. Je suis l'ambassadeur du Chili en France. Mon nom est Pablo Neruda. » Il a aussitôt quitté le théâtre. Nous ne l'avons plus jamais revu.

Neruda a remis le pied sur la terre chilienne au début de novembre 1972 : le gouvernement et le peuple l'attendaient au Stade national de Santiago pour lui rendre un hommage sans précédent. Depuis, ce stade a servi à d'autres spectacles, sanglants ceux-là. Depuis, Salvador Allende et Pablo Neruda sont morts, mais leurs noms réunis sont bien vivants pour tous les Chiliens. L'enterrement de Neruda a été l'occasion du premier acte de résistance populaire : une foule en larmes, encadrée par les mitrailleuses des sbires de Pinochet, a suivi son cercueil jusqu'au cimetière : à chaque appel déchirant (« Compañero Pablo Neruda ? ») répondait, montant du fond des poitrines, un cri unique : « Presente ! »

A Santiago du Chili, aujourd'hui quelqu'un porte encore fièrement le nom de Neruda : Mathilde, Mathilde Urrutia, Mathilde la fidèle, la courageuse. Mathilde qui n'a pas oublié l'exhortation de Pablo : « Choisis le meilleur de ta vie et livre-le au combat ». Quand nous lui avons écrit pour lui demander la permission de publier des passages de « J'avoue que j'ai vécu », de ces Mémoires de Pablo Neruda que Gallimard vient d'éditer, Mathilde a simplement répondu : « D'accord ». Un accord ancien et souvent renouvelé. Un accord qui a sa source dans ces vers du « Chant général », dans ces simples mots de Pablo Neruda : « Tu lutteras pour changer la vie / Tu lutteras pour effacer la tache de fumier sur la carte / Tu lutteras sans aucun doute pour que la honte de ce temps s'achève. » Par-delà la mort, la parole de Neruda continue de lutter, de dénoncer « la honte qui gouverne au Chili ».

JEAN-PAUL LIEGEOIS

La vie politique est venue comme un tonnerre m'arracher à mon travail. Et je me suis plongé à nouveau dans la foule.

La foule a été la leçon de ma vie. Je peux l'aborder avec l'embarras habituel du poète, avec la crainte du timide mais, une fois dans son sein, je me sens transfiguré. J'appartiens à la majorité primordiale, je suis une des feuilles du grand arbre humain.

Solitude et foule continueront de constituer les devoirs essentiels du poète de notre temps. Dans la solitude, ma vie s'est enrichie de la bataille des vagues sur le littoral chilien. J'ai été intrigué et passionné par les eaux combatives et par les rochers combattus, par la multiplication de la vie océanique, l'impeccable formation des « oiseaux errants », l'éclat de l'écume de mer.

Mais j'ai appris beaucoup plus de la grande marée des vies, de la tendresse aperçue dans des milliers d'yeux qui me regardaient en même temps. Ce message n'est peut-être pas à la portée de tous les poètes, mais celui qui l'aura reçu le gardera dans son cœur et le développera dans son œuvre.

Pour le poète, il est inoubliable et bouleversant d'avoir incarné, ne serait-ce qu'une minute, l'espoir aux yeux de beaucoup d'hommes.

Candidat à la présidence

Un matin de 1970, le secrétaire général de mon parti et d'autres camarades se présentèrent à la porte de ma retraite marine de l'Ile-Noire. Ils venaient me proposer d'être candidat à la présidence de la République, une candidature qu'ils défendraient auprès de six ou sept partis de l'Unité populaire. Ils avaient tout préparé : le programme, le type de gouvernement, les premières mesures d'urgence... Jusqu'à ce jour, chacun de ces partis avait son candidat et désirait le maintenir. Seuls les communistes n'en avaient pas. Notre position était d'appuyer un candidat unique que l'ensemble de la gauche désignerait et qui deviendrait celui de l'Unité populaire. Mais on n'arrivait pas à prendre une décision et la situation ne pouvait continuer. La droite avait lancé son offensive de propagande. Si nous n'arrivions pas à mettre sur pied une tactique commune, nous pouvions nous attendre à une défaite spectaculaire.

La seule façon de précipiter l'unité était que les communistes désignent leur propre candidat. Quand j'acceptai la proposition, nous rendîmes public le point de vue du parti. Notre appui irait au candidat qui réunirait l'ensemble des suffrages. Si l'accord se révélait impossible, je maintiendrais ma candidature jusqu'aux élections.

C'était un moyen héroïque d'obliger les autres partis à se mettre d'accord. En acceptant, je dis au camarade Corvalan qu'il allait de soi qu'on ne refuserait pas mon désistement futur, étant personnellement convaincu qu'il serait inévitable. Il était fort improbable que l'unité pût se faire autour d'un communiste. En termes clairs, tous avaient besoin de nos voix (y compris quelques candidats de la Démocratie chrétienne) mais aucun n'entendait nous donner la sienne.

Pourtant, l'annonce de ma candidature, sortie de ce matin marin de l'Ile-Noire, se répandit comme une traînée de poudre. On me demandait partout. J'étais très ému de voir des centaines ou des milliers d'hommes et de femmes du peuple me serrer sur leur cœur, m'embrasser et pleurer. A tous, habitants des faubourgs de Santiago, mineurs de Coquimbo, hommes du cuivre et du désert, paysannes qui m'attendaient durant des heures avec leurs enfants dans les bras, travailleurs qui vivaient leur détresse du Bio-Bio jusqu'au-delà du détroit de Magellan, à tous je leur parlais ou lisais mes poèmes, sous la pluie battante, dans la boue des rues et des chemins, contre le vent austral qui fait grelotter les gens.

L'enthousiasme me gagna. Il y avait de plus en plus de monde à mes réunions, de plus en plus de femmes. Fasciné et terrorisé, je commençai à penser à ce que j'allais devenir si j'étais élu président de la République, la plus farouche, la plus dramatiquement sans solutions, la plus endettée et, sans doute, la plus ingrate. On y acclamait les présidents le premier mois ; puis, justement ou injustement, on les martyrisait durant les cinq ans et onze mois qui les séparaient de nouvelles élections.

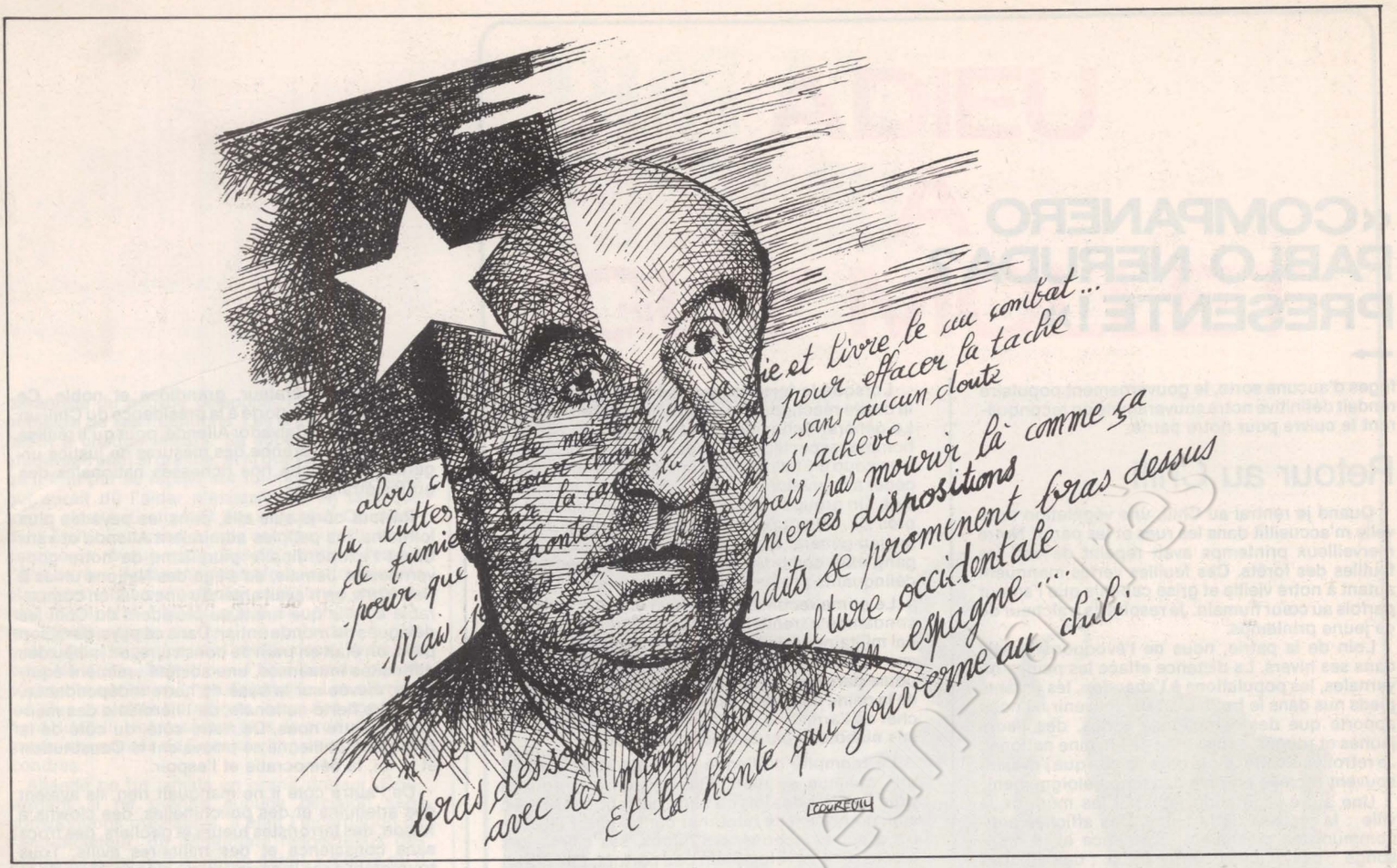
La campagne d'Allende

Par bonheur, la nouvelle arriva : Allende surgissait comme candidat unique possible de l'Unité populaire. Avec l'accord de mon parti, je me désistai sans plus attendre. Devant une foule immense et joyeuse je parlai, moi, pour me retirer, et Allende pour se présenter. Le meeting se tenait dans un parc. Les gens remplissaient tout l'espace visible, et même les arbres. On voyait des jambes et des têtes sortir d'entre les feuilles. Personne n'est plus mordu ni aguerri que les Chiliens pour ce genre de réunions.

Je connaissais le candidat. Je l'avais accompagné lors des campagnes précédentes, lisant des vers et improvisant des discours à travers l'âpre et interminable territoire chilien. A trois reprises, mon obstiné compagnon s'était porté candidat. Cette quatrième tentative allait être la bonne.

Arnold Bennett (ou peut-être Somerset Maugham, je ne me souvient plus très bien) raconte qu'il eut un jour l'occasion de dormir dans la même chambre que Winston Churchill. La première chose que fit en se réveillant le terrible homme d'Etat, en même temps qu'il ouvrait les yeux, fut d'étendre la main, de prendre un cigare sur le guéridon et de se mettre à fumer. Cela, seul un homme des cavernes, plein de santé, de cette santé minérale de l'âge de pierre, peut le faire.

La résistance d'Allende écrasait celle des amis qui l'accompagnaient. Elle était digne du Premier britannique : il s'endormait quand il voulait. Parfois, nous roulions sur les terres arides et sans fin du nord du Chili. Allende dormait profondément dans un coin de l'automobile. Soudain, un petit point rouge surgissait sur la route qui, à mesure que nous approchions, devenait un groupe d'une quinzaine d'hommes avec leurs femmes, leurs en-



fants et leurs drapeaux. La voiture s'arrêtait. Allende se frottait les yeux pour affronter le soleil vertical et le petit groupe qui chantait. Il se joignait à ceux qui l'accueillaient et entonnait avec eux l'hymne national. Puis il parlait, vif, rapide, éloquent. Il regagnait la voiture et nous repartions sur les longs chemins de notre pays. Allende se rendormait sans le moindre effort. Toutes les vingt minutes, la scène se répétait : un groupe, des drapeaux, un hymne, un discours et, à nouveau, le sommeil d'Allende.

Participant à des meetings devant des milliers et des milliers de Chiliens, sautant d'une auto dans un train, d'un train dans un avion, d'un avion dans un bateau, d'un bateau sur un cheval, Allende remplit sans faiblir sa mission durant ces mois épuisants, laissant exténués derrière lui, les membres de sa suite. Plus tard, devenu président du Chili, son activité implacable provoqua quatre ou cinq infarctus chez ses collaborateurs.

Ambassadeur à Paris

Lorsque j'arrivai à Paris prendre mes fonctions d'ambassadeur, je me rendis compte que je devais payer un lourd tribut à ma vanité. J'avais accepté le poste sans beaucoup réfléchir, me laissant aller une fois encore aux caprices de la vie. J'étais séduit par l'idée de représenter un gouvernement populaire victorieux, après tant d'années de régimes médiocres et mensongers. Au fond, ce qui me fascinait peut-être le plus c'était d'entrer avec une nouvelle dignité dans cette ambassade où j'avais avalé bien des humiliations à l'époque où j'organisais l'immigration des républicains espagnols au Chili. Chacun de mes prédécesseurs avait contribué à ma persécution, tous m'avaient dénigré et m'avaient blessé. Le persécuté allait enfin s'asseoir à la place du persécuteur, manger à sa table, dormir dans son lit et ouvrir les fenêtres pour que l'air nouveau du monde dépoussière une vieille ambassade.

Mais le difficile était précisément d'aérer l'endroit. Son style salonnard, suffocant, me piqua les yeux et le nez quand, par un soir de mars 1971, j'entrai avec Mathilde dans notre chambre et que nous nous couchâmes dans les illustres lits où étaient morts, paisibles ou tourmentés, quelques ambassadeurs et ambassadrices.

La chambre paraissait faite pour loger un guerrier et son cheval ; il y avait un espace suffisant pour nourrir l'animal et abriter le sommeil de l'homme. Le plafond exhibait très haut ses douceurs décoratives. Les meubles étaient des choses pelucheuses, d'une vague couleur feuille morte, sur lesquelles couraient des franges hideuses ; un bric-à-brac mêlant des signes de richesse et de déclin. Les tapis avaient peut-être été beaux au début du siècle ; ils avaient maintenant une couleur définitive d'allées et venues et une odeur mitée de conversations mortes et banales.

Pour corser l'affaire, le personnel qui, non sans nervosité, nous attendait, avait pensé à tout sauf à chauffer la chambre monumentale. Mathilde et moi nous passâmes engourdis notre première nuit diplomatique à Paris. La nuit suivante, le chauffage fonctionna. Après soixante ans d'existence, ses filtres étaient devenus inutilisables. L'air chaud du vieux système ne laissait passer que l'anhydride carbonique. Nous n'avions plus le droit, comme la veille, de nous plaindre du froid, mais nous sentions les palpitations de l'angoisse de l'asphysie. Il nous fallut ouvrir les fenêtres au froid hivernal. Mes prédécesseurs étaient peut-être en train de se venger d'un arriviste qui, sans mérites bureaucratiques ni timbres généalogiques, venait là les supplanter.

Nous pensâmes dès lors à chercher une maison où respirer avec les feuilles, l'eau, le vent, les oiseaux. Cette idée n'allait pas tarder à se transformer en obsession. Tels des prisonniers auxquels le rêve de liberté fait perdre le sommeil, nous cherchâmes à tout prix l'air pur hors de Paris.

Ma fonction était nouvelle et inconfortable, mais elle comportait un défi. Le Chili venait de faire une révolution. Une révolution à la chilienne, très analysée et très discutée. Les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, s'aiguisaient les dents pour la détruire. Durant trois quarts de siècle les mêmes gouvernants s'étaient succédé sous des étiquettes différentes, sans rien changer, maintenant les haillons, les taudis, les enfants sans écoles et sans souliers, les prisons et le matraquage des gens du peuple.

Désormais nous pouvions vivre et chanter. C'était cela qui me plaisait dans ma nouvelle situation (...)

Lorsque le trust nord-américain prétendit mettre l'embargo sur le cuivre chilien, une vague d'émotion parcourut l'Europe entière. Non seulement les journaux, les télévisions, les radios s'emparèrent de l'affaire, mais une fois de plus nous fûmes défendus par une conscience majoritaire et populaire.

Les dockers de France et de Hollande refusèrent de décharger le cuivre dans leurs ports pour protester contre l'agression. Ce beau geste de solidarité émut le monde. De tels actes en apprennent plus sur l'histoire de notre temps que les chaires des universités.

Je me souviens d'autres gestes plus humbles encore, mais non moins émouvants. Le surlendemain de l'embargo, une Française modeste habitant une petite ville de province m'envoya un billet de cent francs, fruit de ses économies, pour aider à la défense du cuivre chilien. Elle y ajoutait une chaleureuse lettre de soutien, signée de tous les habitants, du maire, du curé, des ouvriers, des sportifs et des collégiens.

Du Chili m'arrivaient des messages de centaines d'amis, connus et inconnus, qui me félicitaient d'affronter les pirates internationaux. Expédié par une femme du peuple, je reçus un cageot qui contenait une calebasse, quatre poires d'avocat et une demi-douzaine de poivrons verts.

En même temps, le nom du Chili avait grandi d'une manière extraordinaire. Nous étions désormais un pays qui existait. Avant, nous passions inaperçus dans la multitude du sous-développement. Maintenant, pour la première fois, nous avions une physionomie propre et personne au monde n'osait nier la grandeur de notre lutte pour la construction d'un destin national.

Tout ce qui arrivait dans notre pays passionnait la France et l'Europe. Dans les réunions populaires, les assemblées universitaires, les livres publiés dans toutes les langues, on nous étudiait, on nous examinait, on nous décrivait. Chaque jour, je devais contenir les journalistes qui voulaient tout savoir et même davantage. Le président Allende était un homme universel. On faisait l'éloge de notre classe ouvrière, on l'admirait.

Cette chaude sympathie envers le Chili se multiplia à l'occasion des conflits dérivés de la nationalisation de nos mines de cuivre. On comprit partout que c'était là un pas énorme fait sur la route de la nouvelle indépendance. Sans subter-

→

«COMPANERO PABLO NERUDA? PRESENTE !»

→

fuges d'aucune sorte, le gouvernement populaire rendait définitive notre souveraineté en reconquérant le cuivre pour notre patrie.

Retour au Chili

Quand je rentrai au Chili, une végétation nouvelle m'accueillit dans les rues et les parcs. Notre merveilleux printemps avait repeint de vert les feuilles des forêts. Ces feuilles vertes manquent autant à notre vieille et grise capitale que l'amour parfois au cœur humain. Je respirai la fraîcheur de ce jeune printemps.

Loin de la patrie, nous ne l'évoquons jamais dans ses hivers. La distance efface les peines hivernales, les populations à l'abandon, les enfants pieds nus dans le froid. L'art du souvenir ne nous apporte que des campagnes vertes, des fleurs jaunes et rouges, le ciel bleu de l'hymne national. Je retrouvais cette fois la belle saison que j'avais si souvent recréée en rêve dans mon éloignement.

Une autre végétation tapissait les murs de la ville : la mousse de la haine. Des affiches anticommunistes crachaient l'insolence et le mensonge ; des affiches contre Cuba ; des affiches sanguinaires, qui prophétisaient des massacres et des Jakartas. C'était la nouvelle végétation qui souillait les murs de la capitale.

Je connaissais par expérience le ton et le sens de cette propagande. J'avais vécu dans l'Europe préhitlérienne. C'était là l'esprit de la propagande nazie ; le mensonge déversé à pleins tonneaux ; la croisade de la menace et de la peur ; le déploiement de toutes les armes de la haine contre l'avenir. Je sentis qu'on voulait changer l'essence même de notre vie. Je n'arrivais pas à comprendre comment des Chiliens pouvaient offenser pareillement notre esprit national.

Lorsque le terrorisme s'avéra nécessaire pour la droite réactionnaire, elle l'utilisa sans scrupule. Le général Schneider, chef suprême de l'armée, homme respectable et respecté qui s'était opposé à un coup d'Etat destiné à empêcher Allende d'accéder à la présidence de la République, fut assassiné. Un groupe de voyous le mitrailla dans le dos, près de chez lui. L'opération fut dirigée par un ancien général expulsé des rangs de l'armée. Le gang était composé de jeunes blancs-becs et de délinquants professionnels.

Le crime reconnu, son instigateur fut arrêté et condamné à trente ans de réclusion par un tribunal militaire. Mais la Cour suprême ramena à deux ans la sentence. Un pauvre diable qui vole une poule parce qu'il a faim écope au Chili du double de la peine frappant l'assassin du commandant en chef de l'armée. C'est l'application habituelle des lois élaborées par la classe dominante.

Le triomphe d'Allende provoqua chez celle-ci une panique de mort. Elle songea que pour la première fois des lois qu'elle avait fabriquées avec soin pourraient se retourner contre elle. Elle courut avec ses actions, ses bijoux, ses billets, ses pièces d'or, se réfugier un peu partout. Elle fila en Argentine, en Espagne, arriva même en Australie. Sa terreur du peuple l'aurait conduite jusqu'au pôle Nord.

Et après cela, elle rentrerait. (...)

Allende

Mon peuple a été le peuple le plus trahi de notre temps. Du fond des déserts du salpêtre, des mines du charbon creusées sous la mer, des hauteurs terribles où gît le cuivre qu'extraient en un labeur inhumain les mains de mon peuple, avait surgi un mouvement libérateur, grandiose et noble. Ce mouvement avait porté à la présidence du Chili un homme appelé Salvador Allende, pour qu'il réalise des réformes, prenne des mesures de justice urgentes et arrache nos richesses nationales des griffes étrangères.

Partout où je suis allé, dans les pays les plus lointains, les peuples admiraient Allende et vantaient l'extraordinaire pluralisme de notre gouvernement. Jamais, au siège des Nations unies à New York, on n'avait entendu une ovation comparable à celle que firent au président du Chili les délégués du monde entier. Dans ce pays, dans son pays, on était en train de construire, au milieu des difficultés immenses, une société vraiment équitable, élevée sur la base de notre indépendance, de notre fierté nationale, de l'héroïsme des meilleurs d'entre nous. De notre côté, du côté de la révolution chilienne,se trouvaient la Constitution et la loi, la démocratie et l'espoir.

De l'autre côté il ne manquait rien. Ils avaient des arlequins et des polichinelles, des clowns à foison, des terroristes tueurs et geôliers, des frocs sans conscience et des militaires avilis. Tous tournaient dans le carrousel du mépris. Main dans la main s'avançaient le fasciste Jarpa et ses neveux de Patrie et Liberté, prêts à casser les reins et le cœur à tout ce qui existe, pourvu qu'on récupère l'énorme hacienda appelée Chili. A leur côté, pour égayer la farandole, évoluait un grand banquier danseur, éclaboussé de sang : Gonzalez Videla, le roi de la rumba, lequel, rumba par-ci, rumba par-là, avait depuis belle lurette livré son parti aux ennemis du peuple. Maintenant, c'était Frei qui livrait le sien aux mêmes ennemis et qui dansait au son de leur orchestre, avec l'ex-colonel Viaux, son complice es forfaitures. Ils étaient tous têtes d'affiche dans cette comédie. Ils avaient préparé le nécessaire pour tout accaparer, les miguelitos, les massues et les balles, ces balles qui hier encore avaient blessé notre peuple à mort à Iquique, Ranquin, Salvador, Puerto-Montt, José Maria Caro, Frutillar, Puente Alto et autres nombreux endroits. Les assassins d'Herman Mery dansaient avec ceux qui auraient dû défendre sa mémoire. Ils dansaient avec naturel, avec leurs airs de bondieusards. Ils se sentaient offensés qu'on leur reproche ces « petits détails ».

Le Chili a une longue histoire civile qui compte peu de révolutions et beaucoup de gouvernements stables, conservateurs et médiocres. De nombreux présidaillons et deux grands présidents : Balmaceda et Allende. Curieusement, l'un et l'autre sortent du même milieu : la bourgeoisie riche, qui se fait appeler chez nous « aristocratie ». Hommes de principes, obstinés à rendre grand un pays amoindri par une oligarchie médiocre, ils eurent la même fin tragique. Balmaceda fut contraint au suicide parce qu'il refusait de livrer aux compagnies étrangères nos riches gisements de salpêtre. Allende fut assassiné pour avoir nationalisé l'autre richesse du sous-sol chilien : le cuivre. Dans les deux cas, les militaires pratiquèrent la curée. Les compagnies anglaises sous Balmaceda, les trusts nord-américains sous Allende, fomentèrent et financèrent des soulèvements d'état-major.

Dans les deux cas, les domiciles des présidents furent mis à sac sur l'ordre de nos distingués « aristocrates ». Les salons de Balmaceda furent détruits à coups de hache. La maison d'Allende, avec le progrès, fut bombardée par nos héroïques aviateurs.

Pourtant, les deux hommes se ressemblent peu. Balmaceda fut un orateur fascinant. Il avait une nature impérieuse qui le rapprochait chaque jour



Pablo Neruda aux Etats-Unis, en 1966.

davantage du pouvoir personnel. Il était sûr de la noblesse de ses intentions. Les ennemis l'entouraient à chaque instant. Sa supériorité sur son entourage était si grande, et si grande sa solitude, qu'il finit par se replier sur lui-même. Le peuple qui aurait dû l'aider n'existait pas en tant que force, c'est-à-dire n'était pas organisé. Ce président était condamné à agir comme un illuminé, comme un rêveur : son rêve de grandeur resta à l'état de rêve. Après son assassinat, les trafiquants étrangers et les parlementaires du cru s'emparèrent du salpêtre : les étrangers, en concessions ; les représentants du cru, en pots-de-vin. Les trente deniers perçus, tout rentra dans l'ordre. Le sang de quelques milliers d'hommes du peuple sécha vite sur les champs de bataille. Les ouvriers les plus exploités du monde, ceux des zones du nord du Chili, ne cessèrent plus de produire d'immenses quantités de livres sterling pour la City de Londres.

Allende ne fut jamais un grand orateur. Gouvernant, il ne prenait aucune décision sans consultations préalables. Il était l'incarnation de l'anti-dictateur, du démocrate respectueux des principes dans leur moindre détail. Le pays qu'il dirigeait n'était plus ce peuple novice de Balmaceda, mais une classe ouvrière puissante et bien informée. Allende était un président collectif ; un homme qui, bien que n'étant pas issu des classes populaires, était un produit de leurs luttes contre la stagnation et la corruption des exploiteurs. C'est pourquoi l'œuvre réalisée par Allende dans un temps si court est supérieure à celle de Balmaceda ; mieux, c'est la plus importante dans l'Histoire du Chili. La nationalisation du cuivre fut une entreprise titanique. Sans compter la destruction des monopoles, la réforme agraire et beaucoup d'autres objectifs menés à terme sous son gouvernement d'inspiration collective.

Les œuvres et les actes d'Allende, d'une valeur nationale inappréciable, exaspérèrent les ennemis de notre libération. Le symbolisme tragique de cette crise se manifeste dans le bombardement du palais du gouvernement ; on n'a pas oublié la Blitzkrieg de l'aviation nazie contre les villes étrangères sans défense, espagnoles, anglaises, russes ; le même crime se reproduisait au Chili ; des pilotes chiliens attaquaient en piqué le palais qui durant deux siècles avait été le centre de la vie civile du pays.

J'écris ces lignes hâtives pour mes Mémoires trois jours seulement après les faits inqualifiables qui ont emporté mon grand compagnon, le président Allende. On a fait le silence autour de son assassinat ; on l'a inhumé en cachette et seule sa veuve a été autorisée à accompagner son cadavre immortel. La version des agresseurs est qu'ils l'ont découvert inanimé, avec des traces visibles de suicide. La version publiée à l'étranger est différente. Aussitôt après l'attaque aérienne, les tanks — beaucoup de tanks — sont entrés en action, pour combattre un seul homme : le président de la République du Chili, Salvador Allende, qui les attendait dans son bureau, sans autre compagnie que son cœur généreux, entouré de fumée et de flammes.

L'occasion était belle et il fallait en profiter. Il fallait mitrailler l'homme qui ne renoncerait pas à son devoir. Ce corps fut enterré secrètement dans un endroit quelconque. Ce cadavre qui partit vers sa tombe accompagné par une femme seule et qui portait toute la douleur du monde, cette glorieuse figure défunte s'en allait criblée, déchiquetée par les balles des mitrailleuses. Une nouvelle fois, les soldats du Chili avaient trahi leur patrie.

(Pablo Neruda, copyright Gallimard)

ADIEU A GUY MOLLET



PAR AUGUSTIN LAURENT

La mort brutale de Guy Mollet est douloureusement ressentie par tous ceux qui ont eu l'occasion de connaître ses qualités d'intelligence et son inlassable dévouement.

Avec lui disparaît un grand leader du socialisme français et international, qu'il a dignement représenté pendant plus de vingt ans.

Depuis le jour où il décida volontairement de renoncer au secrétariat général de la S.f.i.o., il s'était obstinément refusé à rectifier les erreurs et la fausseté des jugements portés sur certains de ses actes et positions politiques antérieurs.

Il faut avoir pleine connaissance des conditions politiques nationales et internationales dans lesquelles le Parti socialiste S.f.i.o. a dû assumer des responsabilités gouvernementales, pour apprécier avec justice les qualités d'intelligence et de courage politiques dont fit preuve le dirigeant socialiste et l'homme d'Etat que fut Guy Mollet.

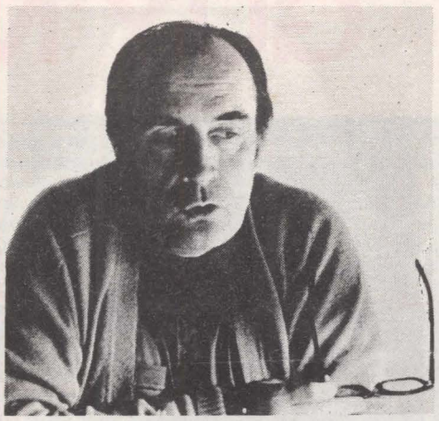
La force exceptionnelle de son caractère et la conscience profonde d'avoir accompli honnêtement les missions que la majorité du Parti lui confiait permirent à Guy Mollet de reprendre sereinement place dans le rang pour continuer de servir l'idéal de toute sa vie.

Car c'était bien la volonté de servir et dans la préoccupation qui fut toujours la sienne : éduquer, encore éduquer, qu'il avait créé en 1969 l'Office universitaire de la Recherche socialiste dont il était fier à juste titre des résultats obtenus sur le plan de la formation socialiste.

Je m'honore d'avoir été le fidèle compagnon de combat d'un tel homme. Les divergences, rares mais réelles entre lui et moi, face à tel problème de tactique, n'ont jamais distendu les liens qui nous unissaient.

Les hommes et les femmes socialistes qui connaissent le prix de l'amitié vraie entre ceux qui luttent, comprendront l'immense peine qui m'afflige en écrivant : Adieu, Guy !

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Mardi 7 octobre

Raymond Depardon est ce photographe de l'Agence Gamma qui s'est rendu au Tibesti une première fois en mai avec deux autres journalistes, la seconde fois en août avec Pierre Claustre. Il a rapporté de ce dernier voyage et de ses entretiens avec Françoise Claustre le film terrible que nous avons vu à la télévision et qui a si profondément remué l'opinion publique. La prisonnière des Toubous s'y plaignait en termes déchirants de l'abandon où l'avait laissée, dix sept mois durant, le gouvernement français. Ce soir-là a commencé ce que l'on peut appeler l'affaire, comme on le dit d'un scandale, l'affaire Claustre. Par la suite Raymond Depardon a donné ici et là des interviews où, un peu plus haut et un peu plus fort que ne le font ordinairement les photographes de presse, gens qui courent sur la crête de l'événement et n'ont le temps de s'arrêter nulle part sauf quand la mort s'en charge (Gilles Caron tué au Cambodge et Pierre Laurent tué au Vietnam appartenaient l'un et l'autre à Gamma), il criait son inquiétude et sa colère devant l'incurie des services officiels. Est-ce cela qui a attiré sur lui l'attention de la police et de la Justice ? Ou de quelle revanche obscure s'agit-il ? On apprend aujourd'hui qu'il a été entendu à deux reprises, les 3 et 6 octobre, par la Police judiciaire,qu'il le sera de nouveau cet après-midi et sans doute les jours prochains, que le premier soin des policiers a été de lui confisquer l'agenda sur lequel il avait noté ses impressions du Tibesti et qu'on l'a interrogé au sujet de Pierre Claustre, accusé on le sait d'avoir voulu, envers et contre les ministres indifférents, sauver sa femme.

Mais ce n'est pas tout. En vertu de l'article 80, 2e alinéa du Code pénal, Raymond Depardon a été présenté à M. Ribière, avocat général à la Cour de sûreté de l'Etat. Cet article 80, 2e alinéa, prévoit une peine de dix à vingt ans de réclusion criminelle pour quiconque aura « par des actes non approuvés par le gouvernement exposé des Français à subir des représailles ». On se doutait bien qu'après tant de ratages, de sottises, d'incapacité, de négligences, de désinvolture, de bluff, il y avait quelque part un coupable. On sera soulagé d'apprendre qu'on l'a trouvé et que ce n'est ni M. Abelin, ministre de la Coopération, ni M. Sauvagnargues, ministre des Affaires étrangères, ni les hauts fonctionnaires chargés de protéger la vie et la sécurité des Français, ni les diplomates qui ont pour mission de négocier leur liberté, ni le président de la République qui, à son de trompe, avait pris l'affaire en main avant de la repasser à la Croix-rouge internationale, mais le photographe de Gamma. Un journal a imprimé hier que Raymond Depardon serait inculpé de « non-assistance à personne en danger ». C'était une fausse nouvelle qu'on dément ce matin « de bonne source ». Respirons là encore. J'avais un moment tremblé à la pensée que le gouvernement français tout entier, M. Chirac en tête, notre ambassadeur au Tchad et les délégués successifs de la France auprès d'Hissen Habré, MM. Puissant, Journiac, Hessel, Morel, risquaient à leur tour d'être traduits en justice pour n'avoir pas davantage que Raymond Depardon, et peut-être beaucoup moins, assisté une personne en danger du nom de Françoise Claustre.

J'ai, à ce sujet, plusieurs questions à poser :

1) Au-delà des dérisoires références au Code pénal, que reproche-t-on exactement à Depardon ? 2) Le gouvernement n'a-t-il pas donné son aval à un transport d'armes effectué en août par Pierre Claustre, et ces armes livrées au vu et au su du négociateur français du moment, M. Stéphane Hessel (lequel se trouvait précisément sur place), mais qui se sont révélées non conformes aux accords passés avec Hissen Habré, ne devaient-elles pas constituer la contrepartie de la libération de Mme Claustre ? 3) Pourquoi laisse-t-on entendre que Pierre Claustre ne serait pas, comme sa femme, captif au Tibesti et circulerait en Europe ? 4) Comment expliquer la contradiction entre la dernière en date des déclarations de M. Gouyou-Beauchamp , porte-parole de l'Elysée, estimant qu'il n'était plus possible de traiter avec le chef des Toubous, puisque celui-ci exigeait **maintenant** des armes, et la déclaration presque simultanée de M. Abelin rappelant qu'Hissen Habré avait **toujours** demandé des armes ? 5) Pourquoi le gouvernement, qui n'a jamais ignoré que sans armement il n'y aurait pas d'échange, a-t-il simulé depuis près d'un mois la possibilité d'un accord sur la base de 4 millions d'argent liquide et de 6 millions de matériels non militaires ?

On appréciera plus tard cette stupéfiante valse-hésitation qui, sans nous concilier des rebelles qui tiennent la majeure partie du territoire du Tchad, aura réussi à annuler les sacrifices physiques et moraux consentis par la France pour les éliminer (à tort, ai-je souvent écrit dans ces colonnes) en faveur du gouvernement de ce pays (plusieurs dizaines de nos soldats tués, des officiers français impliqués dans des séances de torture, des oasis passées au napalm, la famille d'Hissen Habré arrêtée). A moins qu'il ne s'agisse d'une énorme comédie (il y a comédie là où prospèrent les comédiens), voici que nos troupes qui étaient là pour défendre le régime, sont sommées par lui d'évacuer le Tchad, ce qui ne représente pas le moindre succès d'Hissen Habré, tandis que Françoise et Pierre Claustre, au centre du cercle de feu, écoutent, sans deviner d'où ils viennent, où ils vont, mort ou vie, approcher les pas de quelqu'un.

Mercredi 8 octobre

Quatorze mille personnes environ vivent actuellement en prison sous le bénéfice, si j'ose dire, de la détention provisoire. Elles y resteront jusqu'à ce qu'un tribunal décide de leur sort. De temps en temps, un accident attire l'attention sur elles : on se souvient de cette jeune femme, mère de famille nombreuse, incarcérée pour un chèque sans provision de vingt sept francs et dont un fils, petit garçon dévoré de chagrin, s'est pendu. Le garde des Sceaux de l'époque n'avait pas trouvé surprenante la décision du juge. C'était un sage. Où irait notre société si l'on s'étonnait pour si peu ?

Mais que le patron d'une grande entreprise tombe dans la trappe et rejoigne les quatorze mille détenus provisoires anonymes, voleurs à la tire, faillis frauduleux, chauffards, caissiers indélicats, parce qu'il a négligé de protéger un ouvrier contre les risques du travail, quel scandale ! M. Lecanuet, baromètre ultra-sensible de la Justice de classe, atteint le point d'ébullition. Il nous ferait pleurer, cet amoureux des grands principes (ah ! ces chers disparus !), tant sa voix se mouille. Et il tonne....

M. de Charette, petit juge, vous saurez comme l'aïeul, à chacun sa façon, ce qu'il en coûte d'être rebelle.

Bien entendu, je ne me ferai pas l'avocat de la détention provisoire pour approuver ce magistrat. Mais quand j'apprends qu'un million et trois cent mille accidents du travail se sont produits l'an dernier dont plus de quatre mille mortels, je pense que rien n'est pire que l'hypocrisie du silence et je préfère, tout bien pesé, un juge que choque l'injustice à un garde des Sceaux que choque l'irrévérence.